

هكذا من الأصل

LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : 32 pages de programmes et de commentaires

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13592 - 6 F      Fondateur : Hubert Beuve-Méry      Directeur : André Fontaine      DIMANCHE 9-LUNDI 10 OCTOBRE 1988

## Un rouble convertible ?

Le rouble, la monnaie soviétique, doit devenir « par étapes » une monnaie convertible. Cette prise de position du bureau politique d'Union soviétique ne doit pas faire illusion. La convertibilité du rouble n'est pas pour demain. L'ambition n'est d'ailleurs pas nouvelle. Elle est évoquée depuis de nombreuses années parmi les économistes d'Europe de l'Est, et notamment d'URSS. Elle est l'un des objectifs de la « perestroïka ». Le plénum du comité central du PCUS de juin 1987 avait déjà retenu le « passage par étapes à la convertibilité du rouble, au premier chef dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle » (le COMECON).

Une semaine après les changements qui ont affecté la direction soviétique, cette prise de position n'est cependant pas innocente. Elle confirme d'abord le renforcement de l'autorité de Mikhaïl Gorbatchev et de ses partisans. L'Union soviétique veut devenir un partenaire économique, commercial et financier comme les autres dans le système économique mondial.

Depuis son arrivée au pouvoir, en mars 1985, le numéro un soviétique a multiplié les initiatives en matière commerciale : reprise des discussions officielles avec les gouvernements occidentaux, notamment américain, dépôt de candidature au GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers), approche pour une adhésion au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, nouvelle démarche en direction de la CEE.

Malgré quelques avancées — un retour important sur les marchés de capitaux notamment —, la « perestroïka » n'a pas produit d'effets importants en ce domaine non plus. Les échanges commerciaux avec l'Occident, par exemple, n'ont pas véritablement décollé. L'Union soviétique reste un partenaire particulier dans les relations économiques internationales.

Mais en prenant position en faveur de la convertibilité du rouble d'une manière toujours aussi floue — aucune date n'est fixée, même si le rapport adopté porte sur la politique économique à l'égard de l'étranger d'ici à l'an 2000 —, le bureau politique confirme également ses hésitations à s'engager résolument dans la voie de la réforme économique envisagée par Mikhaïl Gorbatchev.

La convertibilité d'une monnaie — c'est-à-dire la possibilité de l'échanger librement et en permanence contre d'autres devises — passe par un certain nombre de conditions. Il faut en particulier que le niveau et la structure des prix à l'intérieur du pays soient assez proches de ceux en vigueur dans les autres pays. Le rouble ne pourra être convertible qu'à condition que le système des prix en URSS soit profondément transformé.

Malgré les propos de certains de ses économistes, Mikhaïl Gorbatchev hésite encore à s'engager dans la réforme des prix. Le thème sera effectivement dangereux. La Pologne depuis longtemps, la Chine aujourd'hui, en font l'expérience. Il n'est pas facile, socialement et politiquement, d'agir en ce domaine. C'est pourtant la clé de toute transformation économique dans ces pays. Se prononcer en faveur de la convertibilité du rouble ne coûte pas grand-chose, surtout à un horizon indéterminé. En établir les conditions marquerait, à n'en pas douter, un changement autrement plus important.

(Lire nos informations page 5.)

M 0146 - 10100 - 6.00 F

790146006000 10100

## Après les émeutes dans la capitale et à Oran

### Les autorités algériennes craignent une nouvelle extension des troubles

Bien que l'agence de presse officielle annonce que les « commanditaires » des troubles ont été « identifiés », le contrôle de la situation a échappé en partie, vendredi 7 octobre, aux autorités algériennes, qui redoutent une nouvelle extension des troubles.

A Oran, qui a connu une véritable émeute, les troubles se sont poursuivis

samedi matin et des coups de feu ont été entendus dans la nuit. Des incidents ont eu lieu dans la plaine de la Mitidja ainsi qu'en Kabylie.

Le comportement de cette région, traditionnellement contestataire, pèsera lourd dans la crise, ainsi que l'attitude des islamistes, qui ont pu défilé à Alger malgré l'état de siège.

ALGER

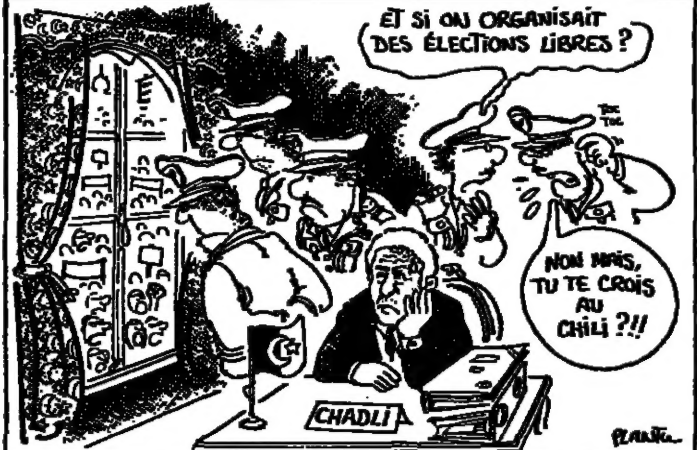
de notre correspondant

Alger a commencé à panser ses plaies. De nombreux jeunes, débarqués de camions militaires à la nuit tombante, ont entassé, ici et là, les ordures et les débris de vitrines et de mobiliers de bureau que les services de nettoyage essaient de faire disparaître au plus vite, mais la tâche est d'envergure.

Samedi matin 8 octobre, premier jour ouvrable de la semaine, les Algérois s'affairaient. Beaucoup gagnent leur lieu de travail à pied.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(Lire la suite page 3.)



## La visite de Jean-Paul II à Strasbourg

### Le pape exhorte l'Europe à « rassembler ses forces vives »

Jean-Paul II est arrivé samedi 8 octobre dans la matinée à Strasbourg. Il a eu un entretien avec M. François Mitterrand. Il s'est ensuite rendu au siège du Conseil de l'Europe puis devant la Cour européenne des droits de l'homme. Dès le début de sa visite de quatre jours dans l'est de la France, le pape a demandé à l'Europe de « rassembler toutes ses forces vives », de retrouver son « identité commune » et de sortir de la crise morale et spirituelle qui la frappe.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

En posant pour la première fois le pied à Strasbourg, le pape a repris son bâton de pèlerin de l'Europe. Au premier jour de sa visite, il n'a évoqué que d'un mot, au Conseil de l'Europe, l'ère des grands bâtisseurs, Schumann, Adenauer, De Gasperi. Il n'a pas non plus abordé la question des « structures européennes », souhaitant seulement, devant M. Mitterrand, leur « consolidation ».

Il est surtout venu compléter, à la frontière franco-allemande et au berceau des institutions com-

munitaires, le grand dessein européen qu'il avait déjà esquissé à Saint-Jacques-de-Compostelle en 1982, à Vienne en 1983, à Spire en 1985, dans des étapes moins marquantes et des interventions de toutes sortes. Le thème européen tient à cœur à ce pape, « fils d'une nation déchirée ». Il a été l'un des plus constants de ces dix dernières années de pontificat.

Pour lui, la crise de l'Europe est une crise spirituelle. Et, de même qu'en 1980 il était venu pour la première fois en France pour demander à la fille aînée de l'Eglise de « rester fidèle aux promesses de son baptême », Jean-Paul II a fait le voyage de Stras-

## Accord entre les syndicats et le médiateur

### Les gardiens de prison appelés à reprendre le travail

M. Gilbert Bonnemaison, le médiateur choisi pour résoudre le conflit avec les gardiens de prison, a obtenu, samedi 8 octobre à 6 heures du matin, des syndicats de surveillants (à l'exception de la CGT), qu'ils signent un accord et appellent leurs membres à reprendre normalement le travail. Les surveillants devraient cesser de bloquer les extractions et les écrous à partir du 8 octobre à midi.

Mais certains ne se satisfont pas des avantages salariaux et des crédits dégragés pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Dans certains établissements de la région parisienne, la base a rejeté cet accord et a décidé de poursuivre le mouvement.

(Lire nos informations page 18.)

## La grève chez Renault

22 000 salariés risquent le chômage technique à la suite de l'arrêt de travail au Mans.

PAGE 15

## Conseils généraux

Le RPR garde la Martinique et le PS perd les Alpes-de-Haute-Provence.

PAGES 6 et 7

## Raidissement au Chili

Des manifestations sévèrement réprimées.

PAGE 4

## Incidents à Nouméa

Trois blessés parmi les forces de l'ordre.

PAGE 8

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Strauss-Kahn, député PS du Val-d'Oise, invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 18

## Les élections municipales en Belgique

### Bataille de « revenants » à Bruxelles

Les électeurs belges se rendent, dimanche 9 octobre, aux urnes pour renouveler leurs conseils municipaux. Cette consultation est la première depuis la mise en route, par le gouvernement Martens, d'un processus de fédéralisation des institutions du royaume.

BRUXELLES

de notre correspondant

Le « crocodile » est revenu. Paul Vanden Boeynants, l'ancien premier ministre belge condamné, en 1986, à trois années de prison avec sursis pour fraude fiscale, est un des milliers de candidats à briser, dimanche 9 octobre, les franges de ses concitoyens en vue du renouvellement des conseils communaux et des bourgmestres (maires) des cinq cent quarante-neuf communes belges. Elections importantes, non pas tant par leur enjeu politique que, dans une Belgique perpétuellement à la recherche d'elle-même, la « cellule » communale reste un des réels points d'ancrage des citoyens désorientés.

Paul Vanden Boeynants, dit « VDB », — un des rares, sinon le seul homme politique belge à avoir imposé ses initiales, — espère ainsi reconquérir, dimanche, sa réhabilitation morale auprès des Bruxellois et, pourquoi pas, amorcer un retour dans la vie politique belge. En effet, « VDB » brigue l'hôtel de ville de Bruxelles, poste prestigieux non seulement parce que la mairie est située sur la célèbre Grand-Place, mais aussi parce que le bourgmestre de Bruxelles — en fait un quartier central de la ville — représente la capitale de l'Europe dans toutes les manifestations internationales.

Pour le reste, les dix-huit autres communes bruxelloises restent terriblement jalouses de leurs prérogatives et ne laisseraient jamais qui ce soit décider pour elles. Ce qui entraîne souvent des situations ubuesques. « Si, dans certains carrefours, vous trouvez des lignes blanches et, d'autres, non, c'est parce que les rues ne dépendent pas toujours des mêmes autorités », explique André Degroove, le bourgmestre de Forest. « VDB » aura, malgré tout, fort à faire. Son irrésistible

démagogie, faite de bonhomie pateline et de roublardie complice, lui permettra-t-elle de faire oublier aux électeurs cette phrase terrible prononcée contre lui à l'issue de son procès par le président du tribunal : « Vous êtes un fraudeur invétéré. » « Encore faudrait-il, ironisait un étudiant bruxellois, que cette accusation ne soit pas ici considérée comme un éloge à une saine débrouillardise. »

A la tête d'une liste bilingue francophone et flamande, l'ancien premier ministre affronte un autre « revenant » de la politique belge : Henri Simonet, ancien membre de la Commission européenne, ancien ministre des affaires étrangères et passé du Parti socialiste au Parti libéral. Ce « gros calibre », au propre et au figuré, de la politique belge, fameux pour ses mots d'esprit et sa causticité, davantage convaincant que convaincu, tente aussi un « come back » décisif, puisqu'il a été longtemps bourgmestre d'Anderlecht, célèbre pour son équipe de football.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 5.)

14 F

NUMERO SPECIAL

# Le Monde

dossiers et documents

OCTOBRE 1988

## LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

### NOUVELLE-CALÉDONIE

- Un référendum en guise d'exorcisme
- Le casse-tête calédonien
- La logique de l'affrontement
- Le dialogue renoué

### LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

- Un système immuable
- La course à l'investiture
- L'obstacle de la morale et des médias
- Candidats : une cuvée moyenne
- Le corps électoral

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Espagne, 175 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 325 F SFA ; Suisse, 14 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$ ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.



# Dates

Il y a quinze ans

## La guerre du Kippour

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 48-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Veret.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 46-55-91-82 ou 46-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2437

Représentations sur les publications  
et toutes du Monde au (1) 42-47-98-81.

### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tape LEMONDE

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3	354 F	399 F	594 F	687 F
6	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9	964 F	1 089 F	1 464 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 536 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOUVER CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse  
ou profitez : une abonnée peut être invitée à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

BADMD 88

ISRAËL, ce jour-là, a bien failli connaître le pire. Un simple commandant, dont l'histoire n'a guère retenu le nom - Itzhik - est mieux placé que quiconque pour s'en souvenir. Et c'est un pont minuscule enjambant le Jourdain au nord du lac de Tibériade qui symbolisera à tout jamais pour ceux qui l'ont vécu ce désastre conjuré de justesse. Le « Pont des filles de Jacob », en effet, marque - à 3 kilomètres près - l'avance extrême des blindés syriens au soir du samedi 6 octobre 1973.

De là, trois divisions blindées, un millier de chars, vingt bataillons d'engins équipés de missiles SAM et vingt-sept compagnies d'artillerie menaçaient directement les villes de Tibériade ou Rosh-Pina, au cœur même d'Israël. Sur le front du Golan, Tshahal (l'armée israélienne) ne disposait que de cent dix chars, dont une cinquantaine de blindés légers, et quelques centaines de soldats du contingent - les Nahalim. Ils venaient d'être balayés en quelques heures par les troupes d'Assad, tandis que par surprise des commandos hélicoptérés marocains s'emparaient des hauteurs stratégiques du mont Hermon. A la tombée de la nuit, ce 6 octobre, une formidable incertitude militaire pesait bel et bien sur Israël, arraché brutalement aux prières du Grand Pardon (Yom Kippour).

Itzhik commandait la première unité de réserve qui sera jetée hâtivement dans la bataille du Golan. Un escadron de vieux Sherman datant pour la moitié d'entre eux de la deuxième guerre mondiale et dont les obus de 75 rebondissaient sur le blindage des T 54, T 55 et T 62 soviétiques équipant l'armée syrienne. Lancé en pleine nuit contre un ennemi infiniment supérieur en nombre et en armement, l'escadron du commandant Itzhik n'aura d'autre recours que d'appliquer une tactique de cow-boy : ne jamais s'arrêter pour ajuster le tir, ne pas engager de duel à distance et foncer, foncer... Une quinzaine de chars syriens seront rapidement détruits de cette façon, et le dimanche 7 octobre, tandis qu'affluent les renforts, c'est à Hushniya qu'aura lieu l'une des plus terribles batailles de toute l'histoire d'Israël. Elle retournera *in extremis* la situation.

### En pleine insouciance

Au même moment, à des centaines de kilomètres plus au sud - le long du canal de Suez, dans un décor semblable à celui d'El-Alamein, - se joue une partie non moins tragique. Le dimanche après-midi, d'un petit fortin de la ligne Bar-Lev - le poste d'El-Ferdan, - un jeune radio israélien appelle désespérément au secours. A l'intérieur du fortin, une vingtaine de soldats vont pour la plupart mourir dans les heures qui viennent après que les artilleurs du général Sharon eurent essayé jusqu'au bout de les protéger en pilonnant les alentours du bunker.

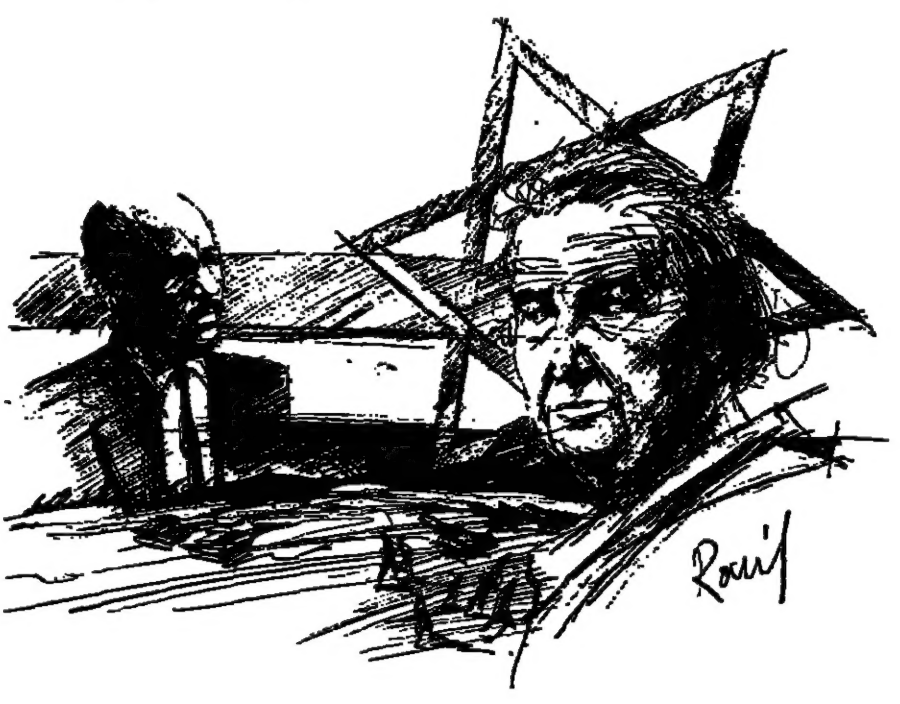
Les enregistrements de ce dialogue pathétique ont été conservés. Avec la voix tremblante du jeune radio : « A 400 mètres de la porte, côté est, les Egyptiens reviennent. Vite un obus, grouillez-vous ! »

Ce qui s'est passé la veille dans cette région du canal de Suez, aucun stratège de Tshahal, aucun augure militaire - même porté au pessimisme - n'aurait osé l'imaginer. Coordonnée avec celle des Syriens sur le Golan, l'offensive égyptienne de grande ampleur a surpris - le samedi 14 heures - les mille six cents soldats en poste sur la ligne Bar-Lev, et en pleine insouciance. Cette « ligne » fortifiée ne devait-elle pas dissuader toute attaque militaire comme jadis la ligne Maginot ? Certains lavaient leur linge, d'autres jouaient au football, quelques-uns priaient. Brusquement, deux mille canons égyptiens - des 130 et des 160 sovié-

tes - dissimulés sur la rive ouest ont ouvert le feu en même temps. Quatre pilonnages d'artillerie d'une incroyable violence se sont succédés avant l'assaut d'une première vague égyptienne concentrée dans trois secteurs principaux : El-Kantara, Ismailia et Suez.

Dans chaque bunker, les officiers juifs, sonnés par l'artillerie et sidérés de voir des centaines de radars pneumatiques lancés soudain sur le canal, ont essayé précipitamment de mettre en œuvre une « arme secrète » préparée de longue date en

Aux rampes de SAM-2 et SAM-3 échelonnées tout le long du canal depuis 1970 - et bien connues des services spéciaux israéliens - se sont ajoutés des SAM-6 montés sur des véhicules et des SAM-7 Strella portés et tirés par de simples fantassins. Les pilotes juifs doivent donc plonger vers leurs objectifs au milieu de véritables gerbes de missiles que les Egyptiens tiraient par salves. En quelques minutes, plusieurs dizaines d'avions se sont brisés sur ce parapluie d'acier ouvert au-dessus des armées égyptiennes.



déversant des tonnes de mazout enflammé sur les eaux. En vain. Toutes les conduites souterraines, tous les pipe-lines avaient été sabotés dans la nuit du 5 au 6 octobre par des commandos égyptiens.

Entre les postes de la ligne Bar-Lev, espacés de plusieurs kilomètres, huit mille fantassins égyptiens se sont rués sur l'autre rive, ont escaladé le remblai et foncé vers l'intérieur du Sinaï. C'est une manœuvre qu'ils avaient répétée plus de six cents fois sur une reconstitution grandeur nature du canal dans le sud de l'Égypte. Ces soldats de la première vague transportaient sur leur dos des tubes bizarres et d'étranges petites valises contenant les nouveaux missiles antichars de fabrication soviétique.

Sans s'arrêter, ils ont dépassé en courant les fortifications de la ligne Bar-Lev pour s'avancer audacieusement à la rencontre des blindés et de l'artillerie. But de l'opération : bloquer les premières contre-attaques juives à coups de missiles portatifs jusqu'à ce que des ponts articulés (ou flottants) soient installés sur le canal et permettent l'acheminement des blindés et du matériel lourd.

Sur 180 kilomètres de front, il est vrai, Israël ne disposait derrière la ligne Bar-Lev que de deux cent trente chars M-48 et M-60 éparpillés en petites unités. Contre-attaquant dans l'affolement et le désordre (en Israël on fera plus tard ce procès-là), ils ont été décimés par les missiles portatifs dont sont équipés - sur une grande échelle - les fantassins égyptiens. Une deuxième vague d'infanterie égyptienne pourra alors se ruier sur les bunkers à coups de lance-flammes et au corps à corps.

Presque partout la manœuvre semble se dérouler comme à l'entraînement. Tshahal est submergée. Reste l'aviation et ses jeunes pilotes d'élite, orgueil d'Israël. Pourrait-ils rétablir provisoirement la situation en attendant l'arrivée de renforts qui fonce à tombeau ouvert par toutes les routes stratégiques du Sinaï ?

Dès le début de l'après-midi, le samedi du Yom Kippour, les Skyhawk et les Mirage israéliens ont surgi au ras des dunes pour asfauter les ponts installés sur le canal par le général Ali Mohammed, commandant les unités de génie égyptiennes. Une surprise funeste les attend.

Certes, malgré cela et au prix de gros sacrifices, la plupart des ponts sont endommagés par les bombes israéliennes. Mais ils sont réparés à la faveur de la nuit, et les brigades blindées du président Sadate commencent à déferler sur la rive est du canal. A minuit, ce samedi 6 octobre, après seulement dix heures de combat, plus de cinq cents chars égyptiens et des dizaines de SAM-6 antiaériens ont franchi le canal et s'accrochent au terrain.

### Le « sale boulot »

A cette heure précise, très peu de gens en Israël ont pleinement conscience de l'extrême gravité de la situation. Seuls quelques généraux de l'état-major savent qu'une gigantesque tenaille stratégique - du Golan au canal de Suez - s'est refermée sur le pays : seuls ils savent - déjà - que la mobilisation-éclair des réserves sur laquelle repose depuis 1948 la sécurité d'Israël s'effectue cette fois dans un indescriptible désordre, avec du matériel souvent mal préparé.

Passé le choc de la surprise - cette offensive en plein Kippour! - chacun demeure persuadé en Israël que les Arabes viennent de commettre une folie. Les nouvelles précises en provenance des deux fronts étant - pour la première fois - bloquées par la censure militaire, on se persuade jusqu'aux unités de l'arrière que la réaction de Tshahal est déjà fulgurante et que la contre-attaque jusqu'à la victoire sera l'affaire de quelques jours, voire quelques heures, tant est puissant le mythe de l'invulnérabilité de l'Etat hébreu.

En réalité, le dimanche soir, Israël est à l'extrême bord du désastre. Harcelé de critiques, décomposé, le ministre de la défense, Moshe Dayan, a proposé de démissionner et de révéler lui-même au pays la gravité de la situation. Golda Meïr l'a empêché d'aller plus loin. Il faudra quarante-huit heures de plus et de nombreux communiqués militaires contradictoires dans un pays où l'anxiété pen à peu se répand comme un gaz toxique pour que la vérité soit officiellement dite. C'est un général Aharon Yariv qu'est confié le

« sale boulot ». Il le fait le mardi soir 9 octobre, devant la presse étrangère, au cours d'une dramatique conférence de presse. Israël paraît d'un coup s'enfoncer dans une sorte de vide opaque, un trou noir. Le lendemain matin, mercredi, le Souccoth, la fête du Tabernacle, s'annonce comme un jour de deuil et de peur.

### La reconquête

C'est pourtant ce mercredi 10 octobre que le sort des armes bascule à nouveau en faveur d'Israël. Sur le Golan, le front le plus proche donc le plus dangereux, la bravoure des tankistes israéliens et la supériorité technique absolue des pilotes ont fait la différence. Là, Tshahal s'est déjà ressaisie. Hushniya reprise, le Golan reconquis, les troupes syriennes seront refoulées en trois jours bien au-delà des frontières.

Admis le 14 octobre à visiter les premières lignes, quelques journalistes étrangers découvrent un spectacle extravagant. Sur des centaines d'hectares, les cailloutis noyés du Golan déchirés, éventrés, brûlés par la guerre, abritent le plus hallucinant cimetière de chars qu'on n'ait jamais vu au Proche-Orient.

A l'intérieur des carcasses trouées, les cadavres des hommes d'équipage sont retournés.

Ici, malgré des pertes importantes (80 appareils abattus), l'aviation israélienne a pu remplir sa mission. Pour une raison au moins : le dispositif des missiles anti-israéliens est beaucoup moins dense que celui des Egyptiens sur le canal. Guerre-éclair contre guerre-éclair : Israël a gagné de justesse sur le Golan.

Face aux Egyptiens, en revanche, c'est la profondeur stratégique offerte par le désert du Sinaï qui lui permettra de sauver la mise. Mais il lui faudra pour cela plus d'une semaine encore, quoique Tshahal ait retourné dès le 14 octobre l'ensemble de ses forces vers le front sud. Là-bas, après plusieurs jours d'une incertaine guerre d'usure - et d'affrontement des milliers de blindés, jamais vu depuis les campagnes de Rommel, - c'est une prouesse tactique initiale qui permettra de renverser la situation.

A la tête d'une centaine d'hommes, le général Ariel Sharon est parvenu dans la nuit du 15 au 16 octobre à percer les lignes égyptiennes. A l'arme blanche et au corps à corps, ces commandos neutraliseront plusieurs rampes de missiles ouvrant ainsi dans le ciel égyptien une « brèche » où pourront s'engouffrer les bombardiers de Tshahal.

Il faudra par la suite l'intervention diplomatique menaçante des Soviétiques pour qu'Israël modère son entreprise de reconquête en territoire égyptien et accepte, le 22 octobre, de signer, sur la route Suez-Le Caire, au kilomètre 101, une trêve décisive.

D'un strict point de vue militaire, cette guerre « presque perdue » (la quatrième de l'histoire d'Israël) fut aussi la plus remarquablement gagnée. Peu d'armées au monde pourront s'enorgueillir d'avoir, en si peu de jours, retourné une situation si désastreuse. Sur un plan plus général pourtant, le traumatisme subi en octobre 1973 par Jérusalem a définitivement ruiné tous ces mythes qui semblaient constitutifs de l'histoire même d'Israël : l'invulnérabilité militaire, l'omnipotence des services de renseignements, la rapidité de mobilisation, l'avance technologique, l'incapacité des Arabes à maîtriser les armements sophistiqués, etc.

Il faudra la longue enquête d'une commission pour que soient mises au jour toutes ces « négligences », et qu'Israël accepte la plus dure leçon du Kippour 1973. Elle tient en peu de mots : on peut gagner quatre guerres, on ne peut pas gagner toutes les guerres.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

animé par  
Olivier MAZEROLLE

DOMINIQUE  
STRAUSS-KAHN

avec André PASSERON  
et Erich ISRAELWICZ (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Jacques ESNOUS (RTL)

RTL

50 من الأمل



هكذا من الأصل

# Etranger

Le Monde • Dimanche 9-Lundi 10 octobre 1988 3

## ALGÉRIE : après les émeutes dans la capitale

### Les islamistes, menace ou épouvantail ?

Comme pouvait le prévoir les autorités, la sortie de la prière du vendredi dans les mosquées a relancé l'agitation à Alger, mais aussi à Oran et dans de nombreuses localités. Pour la première fois, ce n'était plus seulement de très jeunes gens qui tenaient le haut du pavé dans la capitale, mais des fidèles réunis autour d'un imam. Les forces de l'ordre ont manifestement voulu éviter l'affrontement avec ces cortèges, s'interdisant, malgré l'état de siège, le recours aux armes comme précédemment en face de manifestants moins pacifiques, il est vrai. Cette attitude conciliante suffit à faire dire à des opposants en exil, tel M. Ait Ahmed, que les autorités cherchent à utiliser l'épouvantail islamiste.

Il n'y a pas en Algérie l'équivalent du Mouvement de la tendance islamique (MTI) tunisien, qui, après avoir été accusé de subversion et mis hors la loi par Bourguiba, semble en voie de constituer un parti légal. Néanmoins, la lénacité envers les islamistes est présente dans tous les esprits depuis plusieurs années. Pour s'en tenir à la seule ville d'Alger, ceux que les autorités appellent abusivement les FM (Frères musulmans), pour alléger la crainte, ont fait la

démonstration de leur capacité de mobilisation en organisant en 1982 une manifestation pacifique en plein centre, près des facultés. Ils étaient alors sur la sellette après des bagarres avec des étudiants progressistes, dont un chef avait été poignardé.

À la fin de la même année 1982, le pouvoir annonçait la proche venue de la Cour de sûreté de l'Etat de vingt-trois membres d'organisations subversives, dont un professeur d'université, M. Abassi Madani, était présenté comme l'inspirateur. Peu après, des membres du « bras armé » de ces réseaux, selon les autorités, étaient arrêtés, offrant parfois une vive résistance aux forces de l'ordre après une longue cavale. Plus que d'un mouvement structuré, il s'agissait de l'aventure personnelle de quelques exaltés utilisant des armes cachées depuis la guerre d'indépendance.

Finalement le procès n'eut lieu qu'en avril 1985. Il y avait aussi dans le box de nouveaux accusés, dont des prédicateurs qui s'étaient fait connaître par leurs prêches enflammés. Cela se termina par un verdict d'acquittement : des peines de prison souvent inférieures à la détention préventive et des relaxations. L'époque était alors à la

décapitation, la population semblait soutenir M. Chadli et sa politique de libéralisation de l'économie. Mais, un an plus tôt, les islamistes avaient réuni plus de vingt mille personnes pour les obsèques d'un des fondateurs du courant fondamentaliste algérien, Abdelatif Soltani. Son décès n'avait pas été annoncé dans les médias officiels, mais le téléphone arabe fonctionnait et on affluait par petits cortèges de centaines de personnes vers la cérémonie.

**Prudence des Kabyles**

Sans doute inorganisés, mais à l'évidence influents sur une partie de la population, les islamistes ont profité de la multiplication des mosquées, toiles d'araignée pour les autorités, à partir de souscriptions locales. Il y a autour de certains minarets une activité socio-culturelle (soins médicaux gratuits, prêts de livres religieux) qui bénéficie de la sympathie d'intellectuels, notamment dans les milieux scientifiques de l'université.

Les islamistes, qui ont pris le train en marche à Alger, pourraient jouer un rôle mobilisateur en cas

d'épreuve de force décisive entre le régime et les mécontents de tous bords. La crainte du président Chadli Bendjedid, que la télévision a montré en compagnie de chefs militaires vendredi soir pour la première fois depuis le début des troubles, est évidemment une extension de l'agitation que l'armée — déjà en position sur certains sites industriels, comme à Sétif-Bel-Abbas — serait trop peu nombreuse pour contenir.

Des incidents sont signalés en Kabylie, mais vendredi ils n'avaient pas eu l'ampleur des émeutes d'Alger et d'Oran. Tizi-Ouzou, qui s'était révolté il y a quelques années, est toujours un foyer de contestation avec des réseaux de jeunes très organisés, aussi bien à l'université que dans les usines. Pour le moment les consignes semblent à la prudence. « Il ne faut pas compter sur nous pour faire les zozzous », nous a dit un soldat. Les Kabyles, qui sont montés plusieurs fois en première ligne sans obtenir le soutien des Arabes, sont restés plutôt en retrait ces derniers jours. Depuis longtemps, certains de leurs chefs disent que, s'ils agissent une nouvelle fois, « ce sera la honte ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

### Oran aussi...

Alger (AFP). — La situation s'est aggravée vendredi 7 octobre en fin d'après-midi à Oran, deuxième ville d'Algérie, à 400 kilomètres à l'ouest d'Alger, où l'armée s'est déployée aux principaux carrefours de la ville après de violentes manifestations. Selon des témoignages recueillis par téléphone.

Les manifestants ont saccagé le siège du parti du FLN, le luxueux hôtel Tingard, les locaux d'Air Algérie, situés dans la rue d'Arzew, la principale artère de la ville. Ils ont également dévasté les locaux d'Air France dans une rue attenante et un autre hôtel de luxe, El Hadef, sur le front de mer.

Les manifestations sont parties des mosquées, après la prière du vendredi, vers 14 heures, alors qu'une vive tension était perceptible depuis la matinée. Les gros des manifestants a afflué vers le centre de la ville, alors que d'autres groupes se dirigeaient vers des quartiers périphériques, où ils ont notamment brûlé un dépôt d'une société de textiles, et attaqué des dépôts de l'ONACO, une société

publique de distribution de produits alimentaires.

Les forces de sécurité se sont déployées ensuite dans la ville environnant une heure et demie après le début des manifestations, renforcées un peu plus tard par l'armée, dont les chars ont pris position dans les principaux carrefours de la ville et devant les sièges du parti, de la wilaya (préfecture), ainsi qu'à l'aéroport international d'Essénia.

L'armée a également cerné un ensemble de bâtiments abritant un central des PTT, un dépôt de l'ONACO et une société de constructions mécaniques, dans un quartier populaire. Des affrontements ont opposé les manifestants et les forces de l'ordre, qui ont abondamment utilisé les gaz lacrymogènes. En outre, des coups de feu ont été entendus en ville et dans des quartiers périphériques.

Dans la soirée, la circulation se faisait très rare à Oran, où les artères principales étaient désertes, selon les habitants. En revanche, des rassemblements étaient toujours signalés dans les quartiers périphériques. Des hélicoptères ont également survolé la ville durant une partie de l'après-midi.

## Les autorités craignent une nouvelle extension des troubles

(Suite de la première page.)

Quelques bus de la région des transports en commun algériens circulent. Les boulangeries ont été prises d'assaut dès leur ouverture, à 6 heures du matin. Des problèmes de ravitaillement se posent un peu partout. L'approvisionnement étant compliqué, les commerçants en ont profité pour faire valser les prix. Les magasins de vêtements militaires a décidé, vendredi, de maintenir les écoles et les lycées fermés jusqu'à nouvel ordre, en recommandant aux parents de surveiller leurs enfants.

El Moudjahid, le très officieux quotidien en langue française, consacre cinq pages aux événements. « A qui profite l'autodestruction ? », s'interroge l'éditorialiste à la « une » du journal qui reproduit, en page intérieure, l'ensemble des communiqués du commandement militaire.

L'événement majeur de la journée de vendredi a été cependant l'apparition au grand jour des islamistes : « Dieu est grand ! Il n'y a de dieu qu'Allah et Mohamed est son prophète ». Ils sont des milliers. Le cri sort à l'unisson de leurs poitrines gonflées d'espoir par les dernières quarante-huit heures. Ils veulent du changement, de la justice sociale, une vie harmonieuse et n'ont pas de meilleur slogan que la profession de foi musulmane.

Ils ont traversé Belcourt, un quartier populaire à l'est d'Alger, après la prière sacrée du vendredi, jour de repos hebdomadaire en terre d'islam, d'un pas ferme et décidé, sans un regard pour la maison de Camus. Beaucoup arborent une barbe fournie et sont revêtus d'une djellaba blanche, ou grise, deux raisons suffisantes pour faire de cet homme tout citoyen un Frère musulman, en ces périodes troubles.

Les injonctions du commandement militaire qui gère l'état de siège interdisant de se rassembler et de manifester ne les ont pas arrêtés. « C'est le peuple qui fait les lois. Nous sommes décidés. Nous nous battons jusqu'au bout. » La détermination de celui-ci rejoint celle de ceux qui

ont tendu des banderoles dans les rues de Belcourt : « Non à l'oppression ! Oui à la justice sociale ! Pour la dignité du citoyen ». « Proclamez vos droits ! Halte à la tyrannie d'oppression ! Corruption ! Peuple algérien unissons nous ! ». Ces slogans sont d'une autre portée politique que la simple exhortation de Bab-el-Oued. En début d'après-midi vendredi, ils étaient si nombreux pour prier sous sa direction que toutes les rues avoisinant la mosquée étaient bloquées.

Au cours de son discours, il s'est proposé pour « rassembler les autorités, discuter de la situation et demander au président Chadli de remplacer l'état de siège par la loi islamique ». Il a déclaré avoir vu à la morgue « les corps de jeunes de 13 et 14 ans, tués par balles, que les autorités ne veulent pas rendre à leurs parents », avant de conclure en invitant « les fidèles à aller donner leur sang dans les hôpitaux pour les blessés ».

C'est la première fois que les intégristes viennent sur le devant de la scène politique de cette manière. C'est également la première fois depuis le début des événements qu'ils apparaissent publiquement avec leurs revendications. Cela signifie-t-il qu'ils participent de près ou de loin à la coordination des mouvements ou tentent-ils d'attirer le train en marche pour ne pas être exclus du mouvement du mouvement revendicatif ?

A El Biar, sur les hauteurs d'Alger, le quartier est dévasté. L'artère centrale est noire de suie. Des carcasses de véhicules retournés et calcinés gisent çà et là. Une

atmosphère bon enfant

Dans une atmosphère plutôt bon enfant, le dialogue s'est établi rapidement entre les gendarmes et les manifestants. Le doigt sur la détente des kalachnikovs ou des fusils lance-grenades, n'empêche ni le sourire ni la discussion. La « technique », c'est sacré ! Il n'aura pas fallu plus de deux minutes de palabres pour qu'un jeune gendarme au « look » Omar Sharif fasse reculer deux cents manifestants en leur demandant... de bien vouloir tirer avec eux les barrières qui les contiennent.

Juché sur le capot avant d'une Golf Volkswagen bleue, le commandant de la police, l'imam Ait Belhadj use de son éloquence pour faire rentrer la jeunesse de Belcourt dans son quartier. De taille moyenne, très strict dans sa djellaba gris foncé, brun de peau, le cheveu et la barbe noirs comme le jais, il y parviendra.

« Sofiane, martyr, onze ans »

Si le centre d'Alger est, au fur et à mesure, débarrassé des carcasses de voitures et des barricades improvisées, il n'en est pas de même pour la périphérie. Rejoindre Bab-el-Oued à partir d'El Biar est une gageure. Le boulevard de ceinture à six voies est quasi impraticable : des camions dont un immense semi-remorque barrent l'autoroute en plusieurs endroits, contraignant les automobilistes à circuler à contre-sens sur quelques kilomètres, sans qu'aucune signalisation particulière ait été mise en place. A l'entrée de Bab-el-Oued un « souk el fellah » (marché d'été) a été complètement « canibalisé ». Le quartier garde longtemps les stigmates de ce qui s'est passé mercredi et jeudi. Le « Monoprix » (1) est vidé de tout ce qu'il a pu contenir. Des camions sont imbriqués les uns dans les autres. Le commissariat du 5<sup>e</sup> est complètement dévasté. Ça n'est pas un cas isolé. Les commissariats du 8<sup>e</sup>, de Fort-de-l'Eau, de Hussein-Dey et d'El Harrach ont également été mis à sac par les manifestants, qui ont pu ainsi se procurer des armes.

Les affrontements de ces derniers jours ont fait un grand nombre de victimes. Aux cinq morts déjà connus, il faut ajouter au moins un enfant de Belcourt, tué au cours d'une manifestation mercredi 6 octobre. Ses parents n'ont toujours pas pu récupérer sa dépouille mortelle. Mais le quartier entier le pleure. A côté de slogans revendicatifs, une banderole rappelle son souvenir à la population : « Sofiane, martyr, onze ans ». Les autorités militaires ont du reste officiellement reconnu, vendredi dans la journée, « des pertes en vies humaines, tant des civils que militaires, lors des opérations de rétablissement de l'ordre public, dans la journée de jeudi et dans la nuit de jeudi à vendredi », sans toutefois donner aucun bilan.

Le commandement militaire, dans un autre communiqué diffusé plus tard, a annoncé « l'arrestation d'environ 300 personnes prises en flagrant délit de pillage et de vandalisme à l'encontre des biens publics et privés ». Il est vraisemblable que tous seront traduits devant une juridiction compétente siégeant en matière de flagrant délit, comme cela avait été le cas il y a deux ans

après les émeutes de Constantine. D'autre part, le chef d'état major de l'Armée nationale populaire (ANP) le général Belhouche et le général Khaled Nazzari, commandant des forces terrestres, ont été reçus par le président Chadli. C'est au sortir de cet entretien que le commandement militaire a fait connaître sa décision de porter le couvre-feu de 22 heures à cinq heures du matin.

Les troubles ont gagné la province. Outre le cas d'Oran, des troubles ont été signalés en Kabylie, notamment à Tizi-Ouzou, sur le littoral près d'Alger à Staouéli et à Tipaza, ainsi qu'à Blida et à Médéa.

FREDERIC FRITSCHER.

(1) Tous les magasins à grande surface sont appelés « Monoprix ».

« Un Français blessé. — Un ressortissant français dont l'identité n'a pas été révélée a été légèrement blessé au cours des émeutes et a été évacué par une ambulance vers le St Joseph, à 25 kilomètres d'Alger, a été saccagé, comme d'autres écoles de la région, selon des informations recueillies de source française. D'autre part, selon ces mêmes informations, le lycée de Ben Aknoun (ancien lycée Descartes) a subi des dégâts. — (AFP).

« Un photographe de l'AFP refoulé. — Un reporter-photographe de l'Agence France-Presse, qui venait de débarquer, le vendredi après-midi 7 octobre, à l'aéroport d'Alger d'un vol régulier d'Air France, a été immédiatement refoulé et a dû quitter l'Algérie par le même avion. Détenant d'un visa d'entrée en Algérie, Jacques Demarthon, photographe au bureau de Marseille, avait emprunté le vol Air France quotidien à destination de la capitale algérienne. — (AFP).

### CORRESPONDANCE

#### Les abus dans la collecte pour la mosquée de Casablanca

A la suite de la publication, dans nos éditions du 21 septembre, d'un article sur une collecte nationale pour la construction d'une mosquée géante à Casablanca, l'animateur de l'Association de soutien aux comités de lutte contre la répression au Maroc, M. François Della Sudda, nous a adressé une lettre dont voici des extraits :

Les contributions volontaires n'ayant sans doute pas permis de drainer des sommes proportionnelles à l'importance du coût estimé de la construction, chacun des sujets de Sa Majesté a été mis en demeure de contribuer à l'œuvre grandiose : les personnes physiques et morales ; et aussi les entreprises publiques et privées, qui ont organisé des collectes auprès de leurs personnels.

Tous les citoyens ont donc finalement été imposés selon des taux variables d'une région à l'autre, toujours sous la contrainte d'une administration entièrement mobilisée à cet effet.

Les agriculteurs, qui, en 1981, avaient été dispensés de tout impôt jusqu'à l'an 2000, ont été invités à payer au prorata du cheptel ou des superficies possédées. Comme au moins 30 % des ruraux ne possèdent même pas un mouton, une capitation a été décrétée : 100 dirhams par enfant de plus de quinze ans, 50 par enfant plus jeune.

Les fonctionnaires ont été appelés à verser entre douze jours et un mois de leur salaire : ceux qui, confrontés aux durs problèmes de la rentrée,

ont demandé à payer leur contribution en deux versements, se sont vu opposer un refus. Les médecins du Royaume, qui, dit-on, ne s'étaient pas montrés assez généreux dans leurs premiers versements ont reçu une circulaire de l'ordre des médecins selon laquelle une deuxième ou une troisième contribution de 1 000 dirhams au moins était attendue de chacun.

Bien que les sommes collectées à la fin du mois d'août se soient élevées, nous apprenons la Vie économique, à 3 milliards de dirhams et que le coût du gros œuvre ait été évalué, par l'entreprise Boyagues, à moins de 1 milliard de dirhams début 1987, la collecte n'a pas été interrompue, mais, au contraire, relancée : en même temps que leurs procès-verbaux de rentrée, les enseignants ont reçu des instructions sur les versements que l'on attend d'eux (...).

Inutile de dire combien l'« enthousiasme » et l'« élan national » suscités par cette campagne n'apparaissent guère que dans le quotidien gouvernemental, le *Matin du Sahara* (...).

Finalement, on ne peut que s'interroger sur les raisons qui poussent le pouvoir à poursuivre cette campagne : drainer vers les caisses de l'Etat des disponibilités permettant de compenser par partie le déficit budgétaire ? « Eponge », sur recommandation du FMI, une masse monétaire qui serait devenue trop importante ?

### Ancien dirigeant du FLN en exil

#### M. Hocine Ait Ahmed réclame un gouvernement d'unité nationale

M. Hocine Ait Ahmed, un des « chefs historiques » du FLN, qui vit en exil depuis plusieurs années, nous a adressé la déclaration suivante :

« Pour la première fois depuis l'indépendance, la contestation populaire revêt une importance nationale. Les événements de l'Algérie ont été en effet précédés et sont suivis par des grèves de travailleurs, d'étudiants, de lycéens, des manifestations populaires dans le Constantinois, en Kabylie et aujourd'hui en Oranie.

« C'est la preuve spectaculaire de l'échec d'un système politique fondé sur le parti unique, qui a conduit le pays à la faillite économique, à l'aggravation des conditions de vie, au déferlement de l'injustice et de l'arbitraire. Je rends responsable le pouvoir algérien de n'avoir pas écouté et apprécié le dynamisme de la jeunesse de son pays, et d'avoir su

contraire, au fil d'un quart de siècle, tout fait pour dépolitiser, infantiliser et démoréaliser la jeunesse. Je fais appel à l'opinion internationale pour qu'elle intervienne en vue de stopper la répression militaire qui est en train de s'abattre sur la population d'Alger et d'empêcher que, dans la tourmente créée par l'état de siège, des centaines de citoyens ne disparaissent. Je considère qu'il n'y a pas un seul exemple dans le monde de parti unique qui ait géré convenablement l'économie et le développement du pays et que seul l'essor d'un processus de démocratisation pourrait éviter que l'Algérie ne devienne l'homme malade de la Méditerranée occidentale.

« J'exprime le vœu qu'un gouvernement d'unité nationale soit formé, dont le but sera d'organiser des élections libres, c'est-à-dire fondées sur l'instauration des libertés publiques en vue de l'élection d'une assemblée nationale constituante. »

## Asie

### Les relations entre les deux Corées

#### Séoul autorise les échanges commerciaux privés avec Pyongyang

TOKYO de notre correspondant

Les entreprises sud-coréennes sont désormais autorisées à commercer avec la Corée du Nord par l'entremise d'un pays tiers (le Japon, Hongkong, notamment). En conséquence, vendredi 7 octobre (le Monde du 8 octobre), que son gouvernement renonce à bannir systématiquement tous les échanges avec le Nord, M. Roh Woong Bae, vice-premier ministre sud-coréen, a déclaré que Séoul souhaitait reprendre au plus tôt les pourparlers avec Pyongyang sur les échanges économiques.

Les échanges entre les deux parties du pays divisé depuis 1954, a précisé le vice-ministre, seront étendus de droits de douane et considérés comme un commerce à l'intérieur d'une « communauté nationale ».

Il semble peu probable que Pyongyang réponde immédiatement à cette proposition d'ouverture qui s'inscrit visiblement, pour Séoul, dans le cadre de l'offensive de bonne volonté du gouvernement Roh Tae Woo à l'égard du Nord à la veille du discours que le pré-

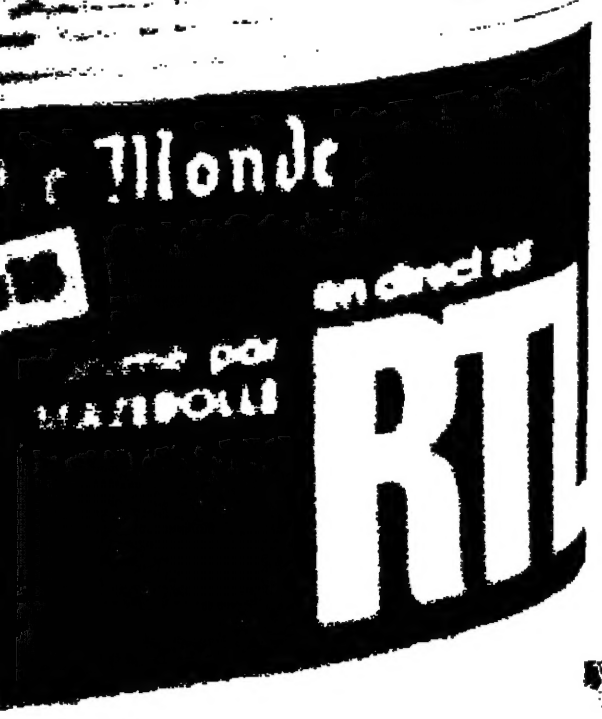
sident doit prononcer devant l'Assemblée générale des Nations unies et au lendemain de Jeux olympiques. Mais cette question sera bien évidemment l'un des thèmes de la nouvelle séance de pourparlers Nord-Sud qui doivent reprendre le 13 octobre à Panmunjom.

A Pyongyang, récemment, M. Chom Kim Chol, vice-président du Comité pour la réunification, qui dirige la délégation nord-coréenne à Panmunjom, nous a dit : « Le point de départ d'une reprise du dialogue est un accord sur la réunion d'une conférence des parlementaires et la signature d'une déclaration de non-agression. »

PHILIPPE PONS.

« Affrontements à Séoul. — Trois mille étudiants ont livré bataille pendant deux heures, vendredi 7 octobre, à deux mille policiers sur le campus universitaire de Séoul. Il n'y a eu que des blessés légers au cours de cette première importante manifestation étudiante anti-gouvernementale depuis la « trêve des Jeux olympiques ». — (AFP).

ppour





## Proche-Orient

LIBAN : bouleversement dans le « réduit chrétien »

### Les Forces libanaises évincent M. Gemayel de son fief

BEYROUTH  
de notre correspondant

Moins de quinze jours après que son mandat ait expiré, le 23 septembre, l'ex-président Aminé Gemayel a vu réduire à la portion congrue son pouvoir dans le « réduit chrétien » à l'initiative de ses alliés de la veille, les Forces libanaises (FL) de M. Samir Geagea. Et ce, sous le regard placide de l'armée.

Les FL ont opéré une manœuvre totale, sans coup férir, sur le fief de M. Gemayel, le Metn, qui représente environ le quart des 800 kilomètres carrés du secteur chrétien et qui n'était jamais tombé sous leur autorité. Non seulement les forces paramilitaires de cette région — la « garde du président » — ont été évincées par les Forces libanaises, mais également tous les organismes politiques, médiatiques et socio-culturels qui dépendaient de l'ancien président. En particulier sa station de radio, la Voix de la Vérité, a été fermée tandis que son centre d'études et de recherches, la Maison du futur, a été placée sous une nouvelle direction nommée par les FL.

Cette prise de contrôle des hommes et des œuvres de M. Gemayel a été réalisée au nom de l'unification des forces du camp chrétien et sous le prétexte que les institutions du Metn appartenaient non à l'ex-chef d'Etat en personne mais à une section du parti phalangiste. Lequel n'a pas dit mot dans toute cette affaire. Pas plus, d'ailleurs, que M. Gemayel, pourtant connu pour sa ténacité, voire son entêtement, en particulier lorsqu'il s'agit de l'autorité dans le Metn. Il était d'ailleurs de cette région avant d'accéder à la présidence de la République. Elle lui a toujours été dévouée dans le cadre de la répartition des zones à l'intérieur du « réduit chrétien ».

M. Gemayel continue à résider à Sin el-Fil, dans la banlieue de Beyrouth-Est, où, malgré son évic-

tion de la scène politico-militaire du camp chrétien, il reçoit encore des personnalités, notamment des ambassadeurs. M. Geagea a démenti qu'il soit en résidence forcée. Le vice-président de la milice, M. Pakradouni, a quant à lui expliqué que le Metn était le « maillon faible de la région chrétienne » et que « son contrôle permettra une meilleure coopération avec l'armée libanaise ».

#### Antipathie mutuelle

La véritable raison de ce bouleversement du paysage politique à l'Est réside essentiellement dans la méfiance et l'antipathie qu'éprouvent l'un à l'égard de l'autre MM. Gemayel et Geagea d'une part, l'ex-président et le général Aoun de l'autre, contraints de coopérer tant que M. Gemayel était le chef de l'Etat.

Il est de notoriété publique qu'il a fallu forcer la main à ce dernier pour qu'il nomme le général Aoun à la tête d'un gouvernement — contesté par le camp pro-syrien — et lui transmette le pouvoir. M. Geagea, trois jours avant de déclencher son opération contre le Metn, a émis au grand jour ses griefs contre M. Gemayel, lui reprochant avec virulence sa spectaculaire visite de dernière heure à Damas ainsi que son « imprévoyance », qui l'a conduit à se retrouver sans gouvernement à quarante minutes de l'échéance de son mandat, alors qu'il affirmait depuis des mois en avoir préparé un.

Le général Aoun et M. Geagea, alliés actuels, ont également été longtemps dans les plus mauvais termes, avant de se réconcilier in extremis, le 22 septembre, pour contraindre précisément les initiatives du président Gemayel aux dernières heures de son régime.

LUCIEN GEORGE.

#### La crise institutionnelle

### La nouvelle initiative française accueillie sans grand espoir

M. Solim Hoss, chef du gouvernement libanais pro-syrien, a estimé, vendredi 7 octobre, que des « difficultés » d'ordre pratique empêchaient la mise en œuvre de la proposition française de confier à des forces de l'ONU le soin d'assurer le bon déroulement de l'élection présidentielle.

BEYROUTH  
de notre correspondant

Le chef des forces libanaises (milice chrétienne unifiée), M. Samir Geagea, a apporté sa contribution au projet français, proposé par M. Roland Dumas aux Nations unies, comportant le déploiement de forces de l'ONU à Beyrouth pour assurer la liberté de l'élection présidentielle et permettre qu'elle se déroule. Il a permis, si cela arrivait, de retirer sa milice du côté chrétien de la capitale pour faire place nette devant les Nations unies, à condition que les milices de l'autre bord et l'armée syrienne en fassent autant en secteur musulman. Cette adhésion ne fera, cependant, que renforcer l'hostilité du camp pro-syrien à l'initiative fran-

çaise, exprimée très clairement par le chef de la milice chiite Amal et ministre du gouvernement Hoss. M. Nabih Berri, qui a déclaré : « Nous refusons la proposition française. (...) Ce n'est pas un problème de sécurité qui entrave l'élection présidentielle, qui pourrait se tenir n'importe où au Liban si l'on parvenait à une entente. (...) Nous craignons que la proposition française ne fasse (de la FINUL) une nouvelle force multinationale. » Il est, en définitive, notoire que la Syrie est opposée voire allergique à toute forme d'internationalisation de la crise libanaise.

Aussi, ne place-t-on pas de sérieux espoirs, même en secteur chrétien, dans la nouvelle initiative française. Néanmoins, on veut croire — du côté chrétien mais également du côté musulman — que la France, de concert avec les Etats-Unis et une coordination avec le Vatican, pourra infléchir l'attitude de la Syrie et mettre au point une solution permettant de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de l'élection présidentielle.

L. G.

#### Le soulèvement palestinien en Cisjordanie

### Explosion de violence à Naplouse : quatre morts

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

La plus grande ville de Cisjordanie — Naplouse — a été, ces dernières quarante-huit heures, le théâtre de graves affrontements qui se sont soldés par plusieurs morts et plus d'une dizaine de blessés chez les Palestiniens. Les incidents se sont succédés dans les vieux souks de la métropole du nord de la Cisjordanie, et, dans la soirée du vendredi


7 octobre, les autorités ont décrété le couvre-feu sur l'ensemble de la cité, des villages et des camps alentour (quelque cent trente mille habitants).

Judi, un Palestinien avait été tué par balle alors qu'une patrouille de l'armée avait été attaquée par des manifestants. Durant la nuit, les funérailles du jeune homme ont donné lieu à d'autres manifestations et, tôt dans la matinée de vendredi, un deuxième Palestinien était tué. A la mi-journée, à l'issue de la prière hebdomadaire dans les mosquées, il y eut de nouveaux rassemblements : barricades, jets de pierres et de pierres métalliques contre les soldats. Ceux-ci ont ouvert le feu et, selon des sources concordantes, deux autres manifestants ont été mortellement atteints et plusieurs très grièvement blessés.

Ces dernières semaines, Naplouse a connu à deux reprises des manifestations spectaculaires : quelques centaines de jeunes gens, masqués, certains armés d'un sabre, ont défilé au pas cadencé au cœur de la vieille ville, défiant ouvertement les forces de sécurité, avant d'être dispersés.

ALAIN FRACHON.

**RAYONNAGES**  
BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS  
25 années d'expérience  
R.-M. Levy, éditeur - 288, av. de Malin, 75014 Paris 14° Alsace - Tél. : 45-48-57-48

## Amériques

CHILI : alors que l'opposition prône la modération

### Le régime du général Pinochet durcit la répression

Le grand parc O'Higgins de la capitale chilienne, traditionnel lieu des défilés militaires, a accueilli vendredi 7 octobre plusieurs centaines de milliers d'opposants venus célébrer leur victoire au plébiscite. Sur un podium aux couleurs du « non », orchestres, chanteurs et confédérés se sont succédés, en cette fin d'après-midi, pour une « fête de la démocratie et de la réconciliation ». Sur l'emplacement où le pape Jean-Paul II avait, en avril 1987, célébré sa messe, la foule, brandissant drapeaux et banderoles, a dansé, et chanté Pinochet sur l'air « Il faut qu'il parte, il faut qu'il parte ! ».

Malgré l'effluve des participants, l'ambiance est vite devenue morose. La fête était marquée par l'absence de tout discours politique, indique l'AFP. Aucun dirigeant de l'opposition n'a pris la parole. « Pura musica », a commenté, en quittant le rassemblement, un employé de banque qui a sacrifié une demi-journée de travail pour se rendre au parc. Après trois heures de concert, le ton a tourné à l'amer. Des groupes de manifestants se sont dirigés vers le palais présidentiel de la Moneda, dont l'accès a été bloqué par des centaines de policiers anti-émeutes.

La marche a vite été dispersée par les forces de l'ordre, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes. Des dizaines de personnes ont été blessées par les

coups de matraques distribués généreusement. Une cinquantaine d'autres ont été arrêtées. Dans la matinée, deux personnes avaient été tuées par balle lors de violents affrontements dans une banlieue de la capitale. Des heurts ont également opposé forces de l'ordre et manifestants dans d'autres villes du pays. A Valparaiso, le principal port du pays, situé à 100 kilomètres de Santiago, une personne au moins a été blessée par balle et soixante-dix-sept ont été arrêtées.

La presse semble avoir été la principale cible de la répression. Depuis plusieurs mois, le régime du général Pinochet accuse les journalistes étrangers d'être les responsables de la mauvaise image internationale du Chili. Vendredi, les plus répréhensibles d'entre eux, photographes et cameramen, ont visiblement déchaîné la vindicte des policiers. Plus d'une vingtaine d'entre eux ont été soigneusement matraqués. L'accréditation, dont les avaient dotés les services de la présidence, ne semblait servir qu'à les désigner aux forces de l'ordre. « Prends ça, reporter ! », criaient des policiers. Au total, vingt-trois journalistes ont dû recevoir des soins.

Ce brutal changement d'attitude des carabiniers — ils avaient la veille fait preuve de mesure dans la répres-

sion des manifestations spontanées — avait été annoncé dans l'après-midi par un discours du ministre de l'intérieur, M. Sergio Fernandez. Les autorités chiliennes prendront « toutes les mesures nécessaires » au maintien de l'ordre dans le pays, a affirmé le ministre, en précisant que le général Pinochet lui avait demandé d'« apporter un soin particulier au traitement du problème de l'ordre public pour garantir la tranquillité ».

#### « La stabilité institutionnelle »

Le durcissement du régime, nous indique notre envoyé spécial Charles Vanhecke, a été souligné par le ministre de l'intérieur, qui a assuré que « le président est sorti fortifié d'un scrutin » qui l'a « renforcé dans sa politique et son action ». M. Sergio Fernandez s'est même livré à une arithmétique étonnante. Les 43 % de voix obtenus par le candidat unique sont, selon lui, indivisibles et représentent un véritable « appui populaire », unique en son genre « après quinze ans de gouvernement » ; alors que les 55 % de voix de l'opposition, « il faut les diviser par seize » (les seize partis réunis dans la Coordination du « non »...). Cet état d'esprit est partagé par certains milieux militaires. Le

général Eduardo Ibanez a ainsi estimé que le régime avait, le 5 octobre, « perdu une bataille, mais pas perdu la guerre ».

L'un des artisans de la campagne du « oui », l'avocat Perez de Arce, a pour sa part indiqué que, à son avis, la Constitution ne sera pas réformée, comme le demande l'opposition, et qu'elle est d'ailleurs « difficilement modifiable ». On juge en haut lieu, a-t-il dit, que « la stabilité institutionnelle est indispensable pour maintenir un climat propice à l'investissement ». Ce qui signifie que le général Pinochet n'envisage pas quitter son poste avant le terme prévu en mars 1990. Il devra cependant organiser des élections générales au plus tard en décembre 1989.

Face à cette détermination, les dirigeants de l'opposition sont toujours embourbés. La négociation restant pour eux le seul moyen d'aboutir à une évolution de la situation, ils adoptent une attitude prudente. Le vice-président du Parti démocrate-chrétien, M. Andres Zaldivar, a donné une démonstration de cette dialectique feutrée en qualifiant de « négative » la dernière allocution du général et en disant qu'il attendait de lui une attitude plus « patriotique ».

#### COLOMBIE

### Nouvelle offensive de la guérilla

Un mois après l'initiative de paix proposée par le président Virgilio Barco, la guérilla colombienne a lancé cette semaine une violente offensive. Plusieurs postes de police, en différents points du pays, ont été attaqués, dix-sept policiers ont été séquestrés et les attentats contre les oléoducs ont repris.

Vendredi matin 7 octobre, la route qui mène du centre pétrolier de Barrancabermeja à Bucaramanga, chef-lieu du département de Santander, a été coupée à la suite d'une explosion du gazoduc reliant ces deux villes.

Par ailleurs, les forces armées poursuivent leurs opérations pour retrouver dix-sept policiers faits prisonniers par la guérilla communiste des FARC, lors de trois attaques contre les bourgades de San-Pablo, Puerto-Willches et Camagallo, dans le Magdalena-Medio, à 300 kilomètres au nord de Bogota.

L'université nationale de Bogota, la plus grande et la plus politisée du pays, a été fermée vendredi pour empêcher d'éventuels troubles, a indiqué un porte-parole de l'université.

De son côté, le président Barco attend toujours une réponse officielle de la *Coordinadora Guerrilla* — qui réunit la majorité des mouvements rebelles — à ses propositions. — (AFP, Reuters.)

## Diplomatie

Pour sa première visite officielle en France

### M. Chevardnadze aura trois jours d'entretiens à Paris

M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, commencera lundi 10 octobre une visite officielle de trois jours en France, la première de ce type depuis celle que son prédécesseur, M. Gromyko, avait faite en avril 1980 à Paris.

M. Chevardnadze sera accompagné d'une délégation d'une vingtaine de personnes, comprenant notamment MM. Karpov et Vladimir Polakov, responsables du désarmement et du Proche-Orient dans son ministère. Les conversations seront marquées par une innovation, la constitution de groupes de travail siégeant parallèlement, à l'instar de la méthode adoptée lors des rencontres entre les chefs des diplomates soviétique et américaine.

Le ministre soviétique aura lundi un premier entretien avec M. Dumas, suivi d'un déjeuner auquel participera M. Michel Rocard, premier ministre. Il sera reçu à dîner par M. Fabius et rencontrera M. Poher, président du Sénat, le lendemain. Un entretien, dont la date n'a pas été précisée, est également prévu avec M. Mitterrand. La visite s'achèvera mercredi par une conférence de presse conjointe de MM. Dumas et Chevardnadze.

Les deux ministres des affaires étrangères, qui s'étaient déjà rencontrés à New-York à la fin de septembre, entendent ainsi reprendre un

dialogue régulier, qui sera surtout consacré cette fois, précise-t-on au Quai d'Orsay, au désarmement conventionnel et chimique, à la phase finale de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et aux conflits régionaux, notamment ceux du Proche-Orient et du Cambodge.

Il sera aussi question du prochain sommet franco-soviétique. M. Mitterrand s'est rendu à Moscou en juin 1984 et en juillet 1986 et M. Gorbatchev a fait en octobre 1985 à Paris sa première visite en Occident après son accession à la tête du PC soviétique. De son côté, M. Chirac, alors premier ministre, s'était rendu à Moscou en mai 1987.

#### A Leon

### Le « séminaire » franco-espagnol prépare le sommet de novembre

LEON  
de notre envoyée spéciale

Une délégation française comprenant dix ministres (1) et présidée par M. Dumas était attendue dans la ville de Leon, le samedi 8 octobre, pour le séminaire traditionnel, séminaire franco-espagnol. La pratique de ces rencontres ministérielles informelles avait été inaugurée au début des années 80, à l'époque où l'Espagne préparait son adhésion à la CEE et où se posaient encore entre les deux pays de nombreux problèmes bilatéraux. Il n'y a plus aujourd'hui à proprement parler de contentieux franco-espagnol. La rencontre de Leon a pour but de préparer le sommet franco-espagnol qui se tiendra, à Paris, fin novembre et

de contribuer à l'harmonisation des initiatives qui seront prises en 1989 dans le cadre de la CEE, dont l'Espagne puis la France assureront la présidence.

Il sera question, entre M. Pierre Joxe et son homologue M. Carreras, de la coordination dans la lutte antiterroriste et, entre MM. Chevènement et Serra, des questions de sécurité ainsi, probablement, que des choix que doit faire l'Espagne entre différents projets de construction d'avion de combat.

C. T.

(1) Il s'agit de MM. Dumas, Chevènement, Joxe, Fauroux, de M<sup>re</sup> Cresson, de MM. Delcroix, Solmon, Nallet, Sörn et Mellet.

#### A TRAVERS LE MONDE

#### Chine

### Un avion s'écrase sur un hôtel : 42 morts

Un avion d'une compagnie régionale chinoise s'est écrasé, vendredi 7 octobre, sur un hôtel dans la province du Shanxi (nord), causant la mort de 38 passagers et des 4 membres de l'équipage, a annoncé samedi le Quotidien de la Jeunesse.

L'appareil, un Ilyouchine-14 à hélices, avait décollé depuis environ une minute lorsqu'il s'est écrasé sur le toit de l'hôtel Xinjiao de la ville de Linfen, à 200 km au sud de Taiyuan, la capitale du Shanxi. Quatre passagers ont pu s'échapper indemnes de l'avion avant son explosion. Plusieurs membres du personnel de l'hôtel ont été blessés, a-t-il ajouté sans en préciser le nombre. Les passagers faisaient partie d'une excursion pour les « travailleurs modèles et les cadres » organisée par le directeur d'une usine textile. — (AFP.)

#### Hongrie

### Le Parlement décide la construction de la centrale de Nagymaros

Budapest. — Les députés hongrois se sont prononcés, le vendredi 7 octobre, pour la construction de la centrale électrique de Nagymaros, sur le Danube, décidée par le gouvernement et contre laquelle des milliers de Hongrois ont manifesté ces dernières semaines dans tout le pays.

Le vote a été acquis à une écrasante majorité : 317 voix pour, 19 contre et 21 abstentions.

Les députés ont également voté un amendement verbal proposé par le gouvernement, selon lequel les dispositions visant à la protection de l'environnement doivent être strictement respectées au cours des travaux et ont créé une commission ad hoc pour en surveiller l'application.

Les différents groupes d'opposition tolérés par les autorités s'étaient unis, ces temps derniers, pour faire de la lutte contre le projet de Nagymaros leur cheval de bataille. Quelque vingt mille personnes avaient manifesté devant le Parlement, le 12 septembre, pour demander l'arrêt des travaux qui, estiment-elles, aura des conséquences écologiques désastreuses, ne sera pas rentable économiquement et sur laquelle la population n'a pas été consultée. Des scientifiques de renom ainsi que des personnalités réformistes s'étaient ouvertement opposés aux derniers temps prononcés contre la construction.

Le gouvernement a toujours fait valoir que la Hongrie devait respecter les engagements internationaux qu'il a liés à la Tchécoslovaquie et à l'Autriche. La construction de la centrale de Nagymaros fait en effet partie d'un projet d'aménagement du Danube décidé en 1977 en accord avec la Tchécoslovaquie. Quant à l'Autriche, elle finance les travaux en Hongrie et sera payée en déduction jusqu'en l'an 2015. — (AFP.)

#### Iran

### Ali Khamenei nie les divergences entre dirigeants

Le président Ali Khamenei a affirmé, vendredi 7 octobre, que les dirigeants

iraniens « partagent tous le même point de vue » sur la reconstruction du pays. Début septembre, dans une lettre confidentielle au chef de l'Etat — dont une copie est parvenue clandestinement à l'unité et à la vigilance face aux « intrigues » (nos dernières éditions du 5 octobre). Tant l'iranien que le président Khamenei avaient refusé la démission de M. Mousavi, critiquant très vivement son geste, que le chef de l'Etat a qualifié de « coup porté aux intérêts de la République islamique ».

● LIBAN : libération imminente des otages britanniques, selon « Ach Chirac ». — Le magazine pro-syrien Ach Chirac a affirmé, vendredi 7 octobre, que la libération de l'émir de l'Eglise anglicane Terry Waite et des deux autres otages britanniques détenus au Liban était imminente. Ach Chirac, qui avait révélé l'année dernière

le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran, précise que des contacts officieux ont été pris pour libérer M. Waite, le journaliste John McCarthy et le professeur anglo-irlandais Brian Keenan, avant les élections présidentielles américaines de novembre. — (Reuters.)

● Turquie : incidents dans un camp de réfugiés kurdes. — Quelque cinq cents réfugiés kurdes, qui, dans leur majorité, avaient été emprisonnés par les Peshmargas (combattants kurdes) pour collaboration avec les forces irakiennes, ont franchi, vendredi 7 octobre, la frontière turco-irakienne. Le départ d'une centaine d'entre eux du camp de Diyarbakir a donné lieu à des affrontements, au cours desquels plusieurs personnes auraient été blessées, entre les forces de sécurité et les Peshmargas, qui tentaient d'empêcher le départ des autobus vers l'Irak. Les policiers ont notamment dû tirer en l'air alors que des militants kurdes se pressaient à ceux qui voulaient partir, les accusant d'être « les serviteurs de Saddam » (Hussein). (Comesp.)

AU RENDEZ-VOUS DE LA POLOGNE SUR MINITEL

**3615 - POLK**

Rencontres internationales — Traductions  
Manifestations culturelles  
Infos de « SOLIDARNOSC »

**3615 - POLK**

La seule messagerie bilingue franco-polonaise

سكوا من الأمل



## Europe

### URSS

#### Le bureau politique se prononce pour la convertibilité du rouble

MOSCOU

de notre correspondant

Représentant à son compte les thèses des économistes les plus réformateurs, le bureau politique vient de se prononcer en faveur d'une convertibilité progressive du rouble.

Il ne s'agit encore là que d'une décision de principe, et même si des mesures d'application concrètes devaient être adoptées dans un avenir proche, on sait déjà qu'elles ne seraient que partielles. Ce changement, indique en effet le communiqué du bureau politique, devra se faire « par étapes » et concerner en tout premier lieu les échanges avec les autres pays du COMECON, le marché commun du bloc communiste.

Serpent de mer depuis quinze ans au moins des colloques soviétiques sur les économies socialistes, officiellement réclamées depuis plusieurs années par certaines des démocraties populaires, la convertibilité du rouble ferait sortir l'URSS d'une économie de troc dans laquelle il n'existe pas de mesure réelle de la valeur de la production. Car, fixés administrativement, les cours du rouble ne correspondent pas à la réalité, mais sont aussi très différenciés suivant le type d'opération auquel ils s'appliquent.

#### L'impulsion réformatrice

L'impossibilité dans laquelle se trouvent aujourd'hui les entreprises d'importer, si elles n'ont pas de devises, aboutit de surcroît à faire du rouble, en Union soviétique même, une monnaie de seconde zone dont l'attrait ne constitue qu'un très relatif stimulant. Si l'industrie soviétique doit être, comme le veut M. Gorbatchev et son équipe, rendue concurrentielle sur le marché international, il

faudrait donc passer par cette opération véritable qui constituerait une réforme des prix.

Portant sur les conditions du développement d'ici à l'an 2000 des relations économiques de l'Union soviétique avec l'étranger, les rapports que le bureau politique a adoptés jeudi en prenant sa décision insistent, d'ailleurs, sur la nécessité pour l'économie soviétique de désormais prendre totalement part à la « division internationale du travail ». Cela signifie en clair que les productions non rentables au regard du marché international et non pas seulement intérieures devraient être abandonnées. La nouvelle impulsion réformatrice qui a été donnée la semaine dernière ne cesse en tout cas de se manifester, et il est frappant que le bureau politique se soit déjà réuni deux fois depuis — la première, lundi pour donner un coup d'accélérateur à une « réforme en profondeur » de l'agriculture, et la seconde, jeudi, pour voter ce projet de loi.

Parallèlement, la marche des trois Républiques baltes vers l'autonomie économique et la recherche de formes d'indépendance politique au sein de l'URSS, s'accroît elle aussi. Vilnius et Riga, les capitales de la Lituanie et de la Lettonie ont ainsi été le théâtre, vendredi, de rassemblements de quelque cent mille personnes. A Vilnius, il s'agissait de célébrer le retour à la légalité du drapeau national jaune, vert et rouge, celui des années d'indépendance auxquelles avait mis fin un terme en 1940 l'intégration forcée des trois Républiques à l'URSS. L'usage du drapeau estonien avait déjà été autorisé cette année et les langues des trois Républiques auront bientôt toutes droit de langue d'Etat puisque c'est chose faite depuis jeudi pour la Lettonie, et vendredi pour la Lituanie.

La manifestation de Riga avait pour but quant à elle de marquer le soutien national au « front populaire », qui tient son congrès actuellement à Vilnius, et qui, après celui d'Estonie et deux semaines avant celui de Lituanie.

BERNARD GUETTA.

#### La police a dispersé à Moscou une manifestation pour la « démocratisation »

La police soviétique a réprimé, le vendredi 7 octobre, sans ménagement et en quelques secondes, en dispersant une vingtaine de personnes, la première manifestation organisée à Moscou depuis le renforcement des pouvoirs de M. Mikhaïl Gorbatchev à la tête du parti.

Les manifestants, qui demandaient une « démocratisation » de la Constitution de l'URSS, n'ont eu que le temps de sortir des pancartes, en face de la place Pouchkine, avant que des policiers d'une unité spéciale et des agents du KGB ne se ruent sur eux. Le rassemblement, organisé par l'Union démocratique, un mouvement créé en mai dernier et qui se veut un parti indépendant du PCUS, ainsi que par un groupe militant pour « la liberté d'émigration pour tous », avait été comme de coutume interdit par les autorités.

Les pancartes ont été arrachées et les protestataires traînés, cer-

tains même portés, jusqu'à un bus de couleur orange, les fenêtres obstruées par des rideaux, qui, une fois plein, a démarré pour une direction inconnue, suivant un scénario désormais habituel. Parmi les slogans proclamés sur des feuilles de papier, on a pu lire : « Le parti unique, ce n'est pas la démocratie ! », « L'URSS, prison pour les peuples ! », « Le peuple doit élire le président ! ». L'intervention des forces de l'ordre a immédiatement provoqué un débat très animé parmi le millier de passants qui se trouvaient sur la place.

En revanche, à Leningrad, trois mille personnes environ se sont rassemblées sans incident au stade Lokomotiv pendant quatre heures pour réclamer « une réforme du système politique », selon l'un des intervenants à ce meeting organisé par des groupes informels. M. Alexandre Cheremietiev, joint par téléphone. — (AFP.)

#### De nombreux dirigeants ont rendu un dernier hommage à Franz Josef Strauss

Plusieurs chefs de gouvernement et ministres étrangers se sont joints, vendredi 7 octobre, à Munich, aux dirigeants ouest-allemands pour rendre un dernier hommage à Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière, décédé, lundi 3 octobre, à l'âge de soixante-treize ans des suites d'un accident cardiaque.

La liste des hôtes étrangers reflétait, par sa diversité, la complexité des contacts du défunt. M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain, M. Turgut Ozal, premier ministre turc, M. Günter Mittag, haut responsable du Parti socialiste unifié est-allemand, M. Giuseppino Eyadéma, chef de l'Etat togolais, M. Ali Saïbou, président du Niger, et M. Pieter Botha, président sud-africain, ont assisté à l'office funéraire, digne d'un souverain.

Le Parti des Verts avait refusé de participer aux cérémonies officielles en signe de protestation contre la venue de M. Botha.

Avec toute l'assistance, le président sud-africain a d'ailleurs été invité à prier, dans la cathédrale Notre-Dame, pour la disparition du racisme.

Un an de la cérémonie officielle, dans le palais municipal, le président de la République ouest-allemande, M. Richard von Weizsäcker, a salué en M. Strauss, chef pendant vingt-sept ans de l'Union chrétienne sociale (CSU), « un grand conservateur, qui savait parfois être plus libéral que beaucoup de ses opposants progressistes ». — (Reuters, AFP.)

### POLOGNE

#### Un « faux document » qui tombe à point

Les autorités polonaises ont démenti vendredi 7 octobre l'existence d'un document présenté comme émanant du Comité central du POU et transmis la veille à plusieurs correspondants occidentaux à Varsovie (le Monde du 8 octobre).

« Ce document n'existe pas », a indiqué l'agence PAP dans un bref communiqué. Ce texte, qui aurait été adressé aux sections du Parti dans toutes les entreprises, s'inscrivait dans la renaissance de Solidarité, se prononçait en faveur d'un syndicat unique dans l'entreprise et recommandait aux militants du Parti de chercher à intégrer les activistes de Solidarité dans les structures des syndicats officiels.

Vrai ou faux, ce document a en tout cas été transmis à dessein à certains membres de l'opposition, qui en ont fait part à la presse occidentale. Le but de l'opération était sans doute de créer de nouveaux obstacles à la tenue de la table ronde, qui doit réunir à la mi-octobre une soixantaine de représentants de l'opposition et du pouvoir (la date du 17 octobre circule actuellement à Varsovie, mais n'a pas été confirmée officiellement). Dans les deux camps en effet, la stratégie du dialogue autour d'une

table ronde a provoqué des divisions, et M. Lech Wałęsa lui-même doit faire face à des critiques au sein de l'opposition qui lui reprochent d'accepter de négocier avec le pouvoir sans avoir obtenu la moindre garantie sur une réalisation du syndicat interdit.

Dans ce contexte, un tel « document interne du Parti » tombait à point nommé. M. Wałęsa ne s'y est d'ailleurs pas trompé, et a préféré penser qu'il s'agissait tout bonnement d'une « provocation ». « Si ce document se révèle vrai, a-t-il dit, je ne participerai pas à la table ronde et je dirai à tous ceux qui m'écritent de ne pas y prendre part. S'il est authentique, cela veut dire que quelqu'un tente de mettre des bâtons dans les roues de l'histoire. Le pluralisme est indispensable. Solidarité est incontournable. Celui qui ne comprend pas cela ne comprend rien et n'a aucune chance de remédier aux problèmes de la Pologne ».

Des militants de Solidarité à Wrocław ont affirmé pour leur part qu'un de leurs amis avait vu ce document entre les mains. S.K.

### RFA

#### Le choix difficile d'un nouveau président pour le Parti libéral lors du congrès de Wiesbaden

WIESBADEN

de notre envoyé spécial

La mort de Franz Josef Strauss a bouleversé l'organisation du congrès du FDP, le parti libéral ouest-allemand. Les obsèques solennelles du ministre-président de Bavière ont en effet contraint les principaux dirigeants du parti à quitter le Palais des congrès pour se rendre à Munich et les a amenés à reporter, du vendredi 7 au samedi 8 octobre, le point essentiel de l'ordre du jour : l'élection d'un nouveau président du parti.

Depuis plusieurs mois, on savait que M. Martin Bangemann, ministre de l'économie, souhaitait quitter ses fonctions au gouvernement et à la tête du FDP pour rejoindre la Commission de Bruxelles. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, homme fort du parti, ne souhaitait pas, pour sa part, reprendre le poste de président de cette formation politique, où son influence reste néanmoins déterminante. La lutte pour la présidence s'est donc bientôt circonscrite à deux personnalités aussi différentes que puissent l'être des gens appartenant à la même formation politique.

D'un côté, le comte Otto Lambsdorff, soixante-deux ans, ancien ministre de l'économie et artisan principal de la rupture de la coalition SPD-FDP en octobre 1982. Il a été impliqué dans l'affaire des pots-de-vin versés à son parti — comme à d'autres d'ailleurs — par le groupe financier Flick. Contraint, en 1984, de démissionner de son poste de ministre de l'économie de la nouvelle coalition, il a été condamné quelques mois plus tard à 180 000 Deutschmarks d'amende pour fraude fiscale.

En dépit de ce sérieux handicap, le comte Lambsdorff, réélu au Bundestag en 1987, ne renonçait pas à jouer un rôle de premier plan : porte-parole respecté des milieux d'affaires, internationalement reconnu, cet orateur brillant a su, contre vents et marées, se maintenir à flot.

En face de lui, on trouve le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Irmgard Adam-Schwaetzer. Cette pharmacienne de Dürren, près de Cologne, est âgée de quarante-six ans. Moins expérimentée et moins brillante que le comte Lambsdorff, elle compte cependant faire valoir, auprès des quatre cent dix délégués du congrès de Wiesbaden, que son accès à la présidence du parti serait un signe de renouvellement, d'une relève des générations, propre à attirer au FDP de nouvelles couches d'électeurs.

#### Pour l'avenir

Il ne faut pas cependant chercher de divergences politiques majeures entre les deux candidats : pas plus que le comte Lambsdorff, M. Adam-Schwaetzer n'est nostalgique de la coalition avec les sociaux-démocrates. Elle fut d'ailleurs une des rares femmes du FDP à soutenir ce changement d'alliance en 1982.

Le choix, difficile et à l'issue incertaine, auquel étaient confrontés les délégués peut se résumer ainsi : les exigences politiques à court terme les feraient pencher plutôt en faveur du comte Lambsdorff, plus apte à imposer, au sein de la coalition, les positions du parti ; le choix de M. Adam-Schwaetzer, en revanche, s'apparenterait à un investissement pour l'avenir. A l'heure où les

cadres des autres partis se renouvellent et se féminisent, un FDP qui ne présenterait comme figures de proue que deux septuagénaires brillants et expérimentés comme MM. Genscher et Lambsdorff risquerait de perdre le contact avec les jeunes électeurs et ces nouvelles couches urbaines au comportement électoral changeant.

Le cœur de M. Genscher penche pour M. Adam-Schwaetzer, mais il n'apportera pas son soutien formel à la tribune à son secrétaire d'Etat ; il préfère se réserver pour penser, par la suite, les plaies qui auraient pu être causées dans le parti par l'effacement de ces derniers mois. Les membres de l'état-major de son ministère parcouraient certes les couloirs du congrès pour vanter les mérites de la « dame », mais sans trop d'illusions sur leurs capacités à influencer, de manière déterminante, des délégués surtout soucieux de leur avenir électoral immédiat.

Le FDP, ce petit parti charnière, n'est, en effet, jamais assuré de franchir, dans les élections régionales ou nationales, la barre de 5 % des suffrages nécessaires pour être représenté à tous les niveaux des instances démocratiques ouest-allemandes.

Parallèlement au duel Lambsdorff-Adam-Schwaetzer, un autre face-à-face sera tranché dimanche. C'est celui qui met aux prises, pour la tête de liste FDP aux prochaines élections européennes, deux représentants de la plus vieille aristocratie germanique : M. Rüdiger von Weichmar, actuellement ambassadeur à Londres, et M. Dietmar von Frenschleben, ancien membre du gouvernement sarrois. Un duel qui se déroule, comme il se doit dans ces milieux, à flouret mouchoir.

LUC ROZENWEIG.

### Les élections municipales en Belgique

#### Bataille de « revenants » à Bruxelles

(Suite de la première page.)

Quant au tenant du titre, le socialiste Hervé Brouhon, lui aussi revient de loin puisque beaucoup lui reprochent son « inexistence » lors des événements tragiques du Heysel, qui avaient fait trente-huit morts lors de la finale de la Coupe d'Europe de football.

Ce tiercé, somme toute peu enthousiasmant, pourrait être trébuché par M. Annemie Neyts, la présidente du Parti libéral flamand.

#### « Voix de préférence »

Le résultat de dimanche soir à Bruxelles, comme dans pratiquement tout le royaume, sera très difficile à interpréter. Car une particularité du système électoral belge permet aux électeurs de voter soit pour une liste, soit pour une personne. Plus le candidat aura donc de « voix de préférence », et plus il aura ainsi des chances de « passer » les autres candidats de sa propre liste et d'arriver ainsi à décrocher un siège d'échevin (conseiller municipal). D'où le spectacle étrange,

incompréhensible pour le non-initié, qu'offrent en ce moment les murs de Bruxelles, entièrement recouverts d'affiches électorales des plus disparates. Chacun ici joue sa chance criminelle. Du dix-septième sur la liste libérale au vingt-deuxième sur la liste socialiste, en passant par le cinquième « écologiste ». « La force fidèle », affirme l'un ; « un souffle nouveau », rétorque l'autre. Le premier offre un calendrier « pour vous aider à bien préparer l'année », l'autre un peu de sel dans un morceau de plastique, « car il est temps de mettre votre grain de sel dans la vie communale ».

Quant au sigle mystérieux EVA, qui a fleuri pendant la campagne, ce n'est pas un appel pour des rendez-vous galants sur le téléphone rose, mais le sigle d'Ensemble vers l'alternative, une liste qui groupe des progressistes et des écologistes. Le tout, il faut le souligner, dans une ambiance bon enfant, où semblent avoir été gommées les nombreuses dérives racistes et xénophobes qui avaient défilé lors des précédentes consultations.

Mis à part le cas des Fourours, où l'irréductible bourgeoisisme franco-

phone José Happart a toutes les chances d'être réélu et de créer de sérieuses difficultés au premier ministre, le gouvernement de Wilfried Martens, composé de socialistes et de socialistes, continuera donc son travail quel que soit le résultat du scrutin communal. Un travail impressionnant pour une coalition que l'on estimait tellement fragile.

#### La refonte des institutions

En plus d'une réforme fiscale de grande ampleur et de la poursuite de la politique d'austérité, le gouvernement s'est en effet lancé dans une refonte radicale des institutions belges, dans le but de fédéraliser davantage le pays.

Après les premières décisions prises en août — partage des compétences entre les régions, — il vient de s'entretenir sur le futur statut de Bruxelles, avant de s'attaquer à un dossier crucial : celui du partage des deniers publics. Etrangement pourtant, alors que la Belgique tout entière devrait se préparer à aborder cette nouvelle phase de son histoire,


on sent, chez un certain nombre de dirigeants — et notamment parmi ceux qui ont directement négocié les accords de fédéralisation, — une sorte de « peur du vide » et un effort pour éviter une séparation trop radicale entre les communautés. « Ce pays est réellement schizophrénique, ironisait un homme politique influent ; alors que, d'un côté, nous lançons un processus apparemment inéluctable de fédéralisation, de l'autre côté, nous faisons tout pour l'arrêter ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

● Espagne : Attentat à Bilbao. — Une personne a été tuée et une autre blessée, vendredi 7 octobre à Bilbao (province basque de Biscaye), dans un attentat à la voiture piégée, a indiqué la Cruz-Rouge de Biscaye. L'organisation indépendantiste basque ETA pourrait être l'auteur de l'attentat, selon les premiers indices recueillis sur place, a-t-on indiqué de source officielle. La personne tuée, Ramon Banuelos Echevarria, avait été impliquée à plusieurs reprises dans des affaires de drogue, a-t-on précisé de même source. — (AFP.)

# ZAO Wou-Ki

## LE MANDARIN DU MERVEILLEUX



216 pages, 98 F

Qui essaie de savoir comment s'opèrent les mélanges et additions de cultures étrangères les unes aux autres, phénomènes majeurs depuis un siècle, trouve dans cet Autoportrait l'analyse très subtile d'une de ces fusions et de l'une des plus réussies.

Philippe Dagen - Le Monde

### FAYARD







# Politique

## de conseils généraux

### Les réélus

**AIN :** M. Jacques Boyon (RPR), député, conseiller général et maire de Pont-d'Ain, ancien secrétaire d'Etat, par 29 voix contre 10 à M. Marcel Gache (PS) et 3 bulletins blancs, et un absent.

**ALLIER :** M. Jean Cluzel (UDF-CDS), sénateur, conseiller général de Moulins-Ouest, par 19 voix contre 8 à M. Yvan Deternes (PC) et 7 à M. Pierre Gonnard (PS), et un absent.

**HAUTES-ALPES :** M. Marcel Lesbros (UDF), conseiller général de Tallard, par 19 voix contre 11 à M. Daniel Chevalier (PS), député.

Les onze conseillers généraux de gauche ont quitté la salle après que le président eut refusé de leur accorder les trois vice-présidences qu'ils réclamaient. Faute de quorum, la désignation des membres du bureau a été renvoyée au lundi 10 octobre.

**ALPES-MARITIMES :** M. Jacques Médoine (RPR), maire de Nice, conseiller général de Nice-V, ancien secrétaire d'Etat, par 46 voix contre 5 à M. Louis Broch (PC).

**ARDECHE :** M. Henri Torre (UDF-PR), sénateur, conseiller général de Serrières, maire de Bouliès-les-Annonay, ancien secrétaire d'Etat, par 22 voix contre 9 à M. Michel Teston (PS) et 2 à M. Henri Chaze (PC).

**ARDENNES :** M. Jacques Sourdil (RPR), conseiller général de Grandpré, ancien secrétaire d'Etat, par 26 voix contre 8 à M. Lucien Baubart (PS) et 2 à M. Roger Villemans (PC). Un élu apparenté RPR était absent.

**ARIÈGE :** M. Robert Naudi (PS), conseiller général de Tarascon, maire du Fin, par 20 voix. Il y a eu une abstention et un bulletin nul.

**AUBE :** M. Bernard Laurent (UDF-CDS), sénateur, conseiller général de Marcully-le-Fayer, par 28 voix contre 3 à M. André Gravelle (PS) et 2 à M. Georges Didier (PC).

**AUDE :** M. Raymond Courrière (PS), sénateur, conseiller général d'Alzonne, maire de Cuxac-Cabardès, ancien secrétaire d'Etat, par 26 voix sur 34 inscrits. Il y a eu 7 bulletins blancs et un nul. (Le conseil général compte 1 PC, 26 PS, 1 UDF, 4 RPR et 2 div. d.).

**AVEYRON :** M. Jean Pnecch (UDF-PR), sénateur, conseiller général et maire de Rignac, par 45 voix et un bulletin blanc. (Le conseil général comprend 2 PC, 9 PS, et 1 MRG qui n'avaient pas présenté de candidat.)

**BOUCHES-DU-RHON :** M. Louis Philibert (PS), conseiller général de Peyrolles, maire de Puy-Saint-Esparade, par 31 voix (dont celle d'un élu de droite), contre 16 à M. Roland Blum (UDF-PR), député. La gauche obtient 30 sièges, la droite 16, et le FN 1.

**CALVADOS :** M. Michel d'Ornano (UDF-PR), député, conseiller général de Trouville, ancien ministre, par 38 voix contre 10 à M. André Ledran (PS) et un bulletin blanc.

**CHARENTE :** M. Pierre-Rémy Houssin (RPR), député, conseiller général et maire de Bauges-Sainte-Radegonde, par 25 voix sur 35 inscrits. Il y a eu 2 bulletins blancs.

**CHARENTE-MARITIME :** M. François Blaizot (UDF-CDS), conseiller général d'Ar-en-Ré, par

33 voix contre 18 à M. Philippe Marchand (PS), député.

**CHER :** M. Jean-François Deniau (UDF-PR), député, conseiller général de Bourges IV, ancien ministre, par 23 voix contre 10 à M. Marguerite Renaudat (PC) et 2 à M. Pierre Rabineau (div. g.).

**CORREZE :** M. Charles Ceyrac (RPR), conseiller général de Meyssac, maire de Collonges-la-Rouge, par 28 voix contre 5 à M. Armand Bouchetel (PC) et 4 à M. Jean-Claude Cassaing (PS).

**CORSE-DU-SUD :** M. José Rossi (UDF-PR), député, conseiller général d'Ajaccio-IV, adjoint au maire d'Ajaccio, par 13 voix contre 6 à M. Nicolas Alfonsi (MRG) et 2 à M. Paul Borelli (PC).

**HAUTE-CORSE :** M. François Giacobbi (MRG), sénateur, conseiller général de Venaco, ancien secrétaire d'Etat, par 17 voix contre 9 à M. Eugène Bertucci (RPR) et un bulletin blanc. Trois conseillers n'ont pas pris part au vote. Le conseil général est composé de 15 élus de gauche et de 15 de droite. Le préfet a porté plainte pour fraudes dans quatre cantons de Bastia.

**COTE-D'OR :** M. Henry Berger (RPR), conseiller général et maire de Fontaine-Française, par 32 voix contre 11 à M. Jean-Claude Robert (PS).

**COTES-DU-NORD :** M. Charles Josselin (PS), député, conseiller général de Ploubalay, maire de Plélan-Trigavou, par 33 voix contre 19 à M. Yves Sabouret (UDF). Au premier tour, M. Josselin avait obtenu 24 voix contre 19 à M. Sabouret et 9 à M. Noël Bernard (PC) qui s'est ensuite retiré.

**CREUSE :** M. Michel Moreigne (PS), sénateur, conseiller général de Bellegarde-en-Marche, maire de Luperat, par 15 voix contre 11 à M. Jean-Claude Pasty (RPR) et un bulletin nul.

**DORDOGNE :** M. Bernard Bioulac (PS), député, conseiller général de Buges-Badi, maire de Saint-Barthélemy-de-Bussière, par 26 voix contre 24 à M. Yves Guéna (RPR).

Après annulation du premier tour du scrutin pour raison technique (51 bulletins ont été comptés alors que le conseil général compte 50 membres), M. Bioulac a retrouvé son siège. Le plus dur pour ce dernier aura été de se faire élire, mercredi soir 5 octobre, par la commission exécutive départementale de son parti. C'est par 38 voix contre 19 à M. Michel Suchod (animateur du courant Socialisme et République) que ce « municipaliste » l'a emporté. Pour la désignation du président du conseil général, les socialistes ont voté « sous haute surveillance » puisqu'ils présentaient leur bulletin au secrétaire de leur groupe avant de le glisser dans l'urne. M. Guéna a condamné la « mascarade » de ses collègues en menaçant de déposer un recours si le vote se poursuivait ainsi. Les conseillers généraux se sont mis d'accord pour installer un isolat, mais les élus socialistes, une fois sortis de celui-ci, ont continué d'agir comme ils l'avaient fait précédemment. (Corresp.)

**DOUBS :** M. Georges Grullot (RPR), sénateur, conseiller général et maire de Vercey, par 25 voix contre 10 à M. Georges Massacrier (PS).

**DROME :** M. Rodolphe Peaco (PS), conseiller général et maire de Valence, par 22 voix contre 13 à M. Pierre Raspail (div. d.). Un

conseiller divers gauche étant absent, une voix de droite s'est portée sur M. Peaco puisque ce dernier retrouve l'ensemble des 22 voix qui lui sont théoriquement acquises.

**EURE :** M. Henri Collard (UDF-rad.), sénateur, conseiller général et maire de Lyons-la-Forêt, par 29 voix contre 10 à M. Pierre Vitor (PS) et 4 à M. André Oger (PC).

**EURE-ET-LOIR :** M. Martial Tasgourdieu (RPR), député, conseiller général de Châteaufort-en-Thymieris, maire de Tremblay-les-Villages, par 17 voix contre 12 à M. Claude Nespoulos (PS).

**GARD :** M. Gilbert Baumet (div. g.), sénateur, conseiller général et maire de Pont-Saint-Esprit, par 24 voix contre 9 à M. Jean Poudevigne (UDF-CDS). Les douze communistes se sont abstenus.

**GERES :** M. Jean-Pierre Joseph (PS), député, conseiller général et premier adjoint au maire de Lectoure, par 21 voix (dont une de droite), 7 bulletins blancs et 3 nuls.

**HERAULT :** M. Gérard Saumade (PS), député, conseiller général des Matelles, maire de Saint-Mathieu-de-Trévières, par 33 voix. Il y a eu 12 bulletins blancs et 1 abstention.

**ILLE-ET-VILAINE :** M. Pierre Méhaignerie (UDF-CDS), député, conseiller général et maire de Vitry, ancien ministre, par 37 voix contre 14 à M. Jean-Louis Torrance (PS).

(Les conseillers généraux ont décidé de débattre une somme de 500 000 francs au profit des sinistrés nîmois.)

**INDRE :** M. Daniel Bernardet (UDF), conseiller général et maire de Châteauroux, par 15 voix contre 11 à M. André Laignel (PS), secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

**INDRE-ET-LOIRE :** M. André-Georges Vedin (app. RPR), sénateur, conseiller général et maire de l'Île-Bouchard, par 30 voix sur 37 inscrits. Il y a eu 7 abstentions (les 6 élus de gauche et un de droite).

**ISERE :** M. Alain Carignon (RPR), conseiller général et maire de Grenoble, ancien ministre, qui a décidé de se démettre de son mandat de député, par 31 voix contre 16 à M. Yves Pilet (PS), 8 à M. Michel Couetoux (PC) et 3 bulletins blancs.

**JURA :** M. Pierre Brantus (UDF-CDS), sénateur, conseiller général de Montmirel-le-Château, par 26 voix contre 7 à M. Alain Brune (PS), député, et un bulletin nul. Le conseil général compte 26 élus de droite, 7 socialistes et 1 communiste.

**LANDES :** M. Henri Emmannuelli (PS), député, conseiller général de Tartas-Ouest, ancien ministre, par 21 voix contre 9 à M. Roger Ducom (RPR).

**LOIRE :** M. Lucien Neuwirth (RPR), sénateur, conseiller général de Saint-Etienne-Sud-Ouest-1, ancien ministre, par 26 voix contre 8 à M. Jean-Claude Frécon (PS). Il y a eu six abstentions, dont celles des quatre communistes qui avaient annoncé qu'ils ne soutiendraient aucun candidat.

**HAUTE-LOIRE :** M. Jacques Barre (UDF-CDS), député, conseiller général et maire d'Yssandon, ancien ministre, par 29 voix. Il y a eu 5 bulletins blancs et un conseiller divers droite était absent. 1 PC, 3 PS et 2 maj. p. siègent à l'assemblée départementale.

**LOIRE-ATLANTIQUE :** M. Charles-Henri de Cossé-Brissac (UDF-PR), sénateur, conseiller général et maire de Saint-Mars-La-Jaille, par 41 voix contre 15 à M. Pierre Marchi (PS) et 1 à M. Jean de Bandinière (UDF). Deux élus n'ont pas participé au scrutin.

**LOIRET :** M. Kéber Maléot (UDF), sénateur, conseiller général et maire de Neuville-aux-Bois, par 30 voix et 11 bulletins blancs. Le conseil général compte 2 élus PC et 10 PS.

**LOT :** M. Maurice Faure (MRG), ministre d'Etat chargé de l'équipement et du logement, maire de Cahors, conseiller général de Montcuq, par 29 voix contre 1 à M. Alain Chastagnol (RPR) qui n'était pas candidat et 1 bulletin blanc.

**LOT-ET-GARONNE :** M. Jean François-Poncet (UDF), sénateur, conseiller général de Laplume, ancien ministre, par 29 voix contre 8 à M. Maurice Crazas (PS), 2 à M. Auguste Brunet (PC) et 1 bulletin blanc.

M. François-Poncet a proposé trois sièges au PS dans le bureau, qui a accepté. En revanche, le PC a refusé l'unique poste offert.

**LOZERE :** M. Janine Bardou (UDF-PR), conseiller général et maire de Chanac, par 17 voix, 6 bulletins blancs et 2 abstentions. Le conseil général compte 22 élus de droite et 3 PS.

**MAINE-ET-LOIRE :** M. Jean Sauvage (UDF-CDS), conseiller

général d'Angers-Nord, par 29 voix et 12 bulletins blancs. Le conseil général ne compte que 3 élus socialistes.

**MARNE :** M. Albert Vecten (UDF-CDS), sénateur, conseiller général de Ville-en-Tardenois, maire de Muisson, par 33 voix contre 10 à M. Jean-Claude Fontallrand (PS) et 1 bulletin blanc.

**HAUTE-MARNE :** M. Pierre Niederberger (UDF-PR), conseiller général de Vessey, par 27 voix et 5 bulletins blancs. Le conseil général compte 29 élus de droite et 3 de gauche.

**MAYENNE :** M. René Ballyer (UDF-CDS), sénateur, conseiller général d'Ernée, par 28 voix et 4 bulletins blancs. Le conseil général ne compte que 3 élus socialistes.

**MEUSE :** M. Rémi Herment (UDF), sénateur, conseiller général et maire de Vigneulles-lès-Hattonchâtel, par 26 voix contre 5 à M. François Dosé (PS).

**MORBIHAN :** M. Raymond Marcellin (UDF-PR), député, conseiller général de Sarzeau, ancien ministre, par 34 voix contre 8 à M. Albert Berthy (PS).

**MOSELLE :** M. Julien Schwartz (RPR), conseiller général et maire de Boulay-Moselle, par 41 voix contre 8 à M. René Baryga (PS) et 2 bulletins blancs.

**NIEVRE :** M. Bernard Bardin (PS), député, conseiller général et maire de Clamecy, par 20 voix contre 12 à M. Paul Cabarat (div. d.), soutenu par l'UDF et le RPR.

**NORD :** M. Bernard Derossier (PS), député, conseiller général de Lille-Est, par 44 voix contre 31 à M. Claude Gosset (UDF) et 1 à M. Arthur Notebart (PS), qui ne se présentait pas. Au premier tour, M. Derossier a obtenu 29 voix contre 31 à M. Gosset, 15 à M. Pierre Briatte (PC) et 1 à M. Notebart.

**OISE :** M. Jean-François Mancel (RPR), député, conseiller général de Noailles, par 25 voix contre 13 à M. André Vantomme (PS) et 3 à M. Maurice Bamber (PC).

**ORNE :** M. Hubert d'Adignè (RPR), sénateur, conseiller général de Carrouges, maire du Champ-de-la-Pierre, par 26 voix contre 8 à M. Jean-Claude Lenoir (UDF-PR) et 6 à M. Michel Lamont (PS).

Après l'élection de son bureau, le conseil général a voté une subvention de 100 000 francs destinée aux sinistrés nîmois.

**PAS-DE-CALAIS :** M. Roland Huguet (PS), député, conseiller général d'Outreau, maire d'Esbergues, par 45 voix, les 23 élus de droite s'abstenant.

**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :** M. Henri Grenet (UDF-rad.), conseiller général et maire de Bayonne, par 34 voix contre 15 à M. Georges Labazée (PS), soit une de plus que le total des élus de gauche, et 3 bulletins blancs. Au premier tour, M. Grenet avait devancé, avec 22 voix, M. Michel Inchauspé (RPR) qui en avait recueilli 16. M. Labazée en obtenait 14. M. Inchauspé s'était retiré après le premier tour. Investi, le 4 octobre, par le RPR, M. Franz Dubosq, sénateur, ancien président du conseil général, s'est finalement retiré à la veille du scrutin.

**HAUTES-PYRÉNÉES :** M. Hubert Peyon (MRG), sénateur, conseiller général d'Ossun, par 33 voix (y compris celles de droite) et 1 bulletin blanc.

**PYRÉNÉES - ORIENTALES :** M. René Marqués (UDF), conseil-

ler général et maire de Saint-Laurent-de-la-Salanque, par 23 voix contre 1 à M. Antoine Sardas (PC) et 6 abstentions. Le conseil général compte 9 élus de gauche (dont 1 PC, 5 PS, 1 MRG, 2 divers gauche).

**RAS-RHIN :** M. Daniel Haffel (UDF), sénateur, conseiller général de Strasbourg-VII, maire de Handschuheim, ancien ministre, par 39 voix, 4 bulletins blancs et 1 nul. La gauche compte trois élus (2 PS et 1 divers gauche).

**RHON :** M. Jean Pailly (UDF-CDS), conseiller général et maire de Mornant, par 36 voix contre 13 à M. Bernard Rivalta (PS) et 1 bulletin nul. Un élu communiste était absent.

**HAUTE-SAONE :** M. Jean Reyboz (div. d.), conseiller général de Vauvillers, par 17 voix contre 13 à M. Noël Nispey (PS), 1 à M. André Girard (PS), ancien président du conseil général, qui ne se présentait pas, et 1 bulletin nul.

**SAONE-ET LOIRE :** M. René Beaumont (UDF-PR), député, conseiller général de Cuisieux, maire de Varennes-Saint-Sauveur, par 33 voix contre 21 à M. André Laffy (PS) et 2 à M. André Juillard (PC). Il y a eu un bulletin blanc.

**SARTHE :** M. Michel d'Aillères (UDF-PR), sénateur, conseiller général de La Fresnaye-sur-Loire, maire d'Aillères, par 28 voix contre 8 à M. Jean-Claude Boulard (PS), député, et 3 à M. Yvon Luby (PC). Un conseiller général de droite n'a pas pris part au scrutin.

**SAVOIE :** M. Michel Barrier (RPR), député, conseiller général de Bourg-Saint-Maurice, par 27 voix (dont celles de deux élus de gauche). Il y a eu 9 bulletins blancs et le conseiller général communiste n'a pas pris part au vote.

**HAUTE-SAVOIE :** M. Bernard Pellarin (UDF), sénateur, conseiller général et maire de Cruseilles, à l'unanimité des 32 votants. M. Pellarin n'a pas pris part au scrutin.

**SEINE-MARITIME :** M. Jean Locaneux (UDF-CDS), sénateur, conseiller général et maire de Rouen, ancien ministre, par 45 voix contre 14 à M. Marc Masson (PS), 10 à M. Gérard Heuzé (PC). Il y a eu 1 bulletin blanc.

**DEUX-SEVRES :** M. Georges Treille (UDF-rad.), sénateur, conseiller général et maire de Brioux-sur-Boutonne, par 26 voix et 7 bulletins blancs. Six élus PS et trois divers gauche siègent au conseil général.

**TARN :** M. Jacques Durand (PS), sénateur, conseiller général et maire de Réalmont, par 26 voix, soit une de plus que le total des élus de gauche (22 PS, 2 MRG et 1 divers gauche). Il y a eu 16 bulletins blancs et 1 nul (un bulletin de 20 francs a été glissé dans l'enveloppe de ce bulletin).

**TARN - ET - GARONNE :** M. Jean-Michel Baylet (MRG), secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, conseiller général et maire de Valence-d'Agen, par 26 voix (dont celles de 8 élus de droite) contre 1 à M. Jean Bonhomme (RPR). Il y a eu 1 bulletin blanc.

**VAR :** M. Maurice Arrecix (UDF-PR), sénateur, conseiller général de Toulon, par 29 voix, soit trois de plus que le total des voix de droite. Dix conseillers de gauche se sont abstenus et deux n'ont pas pris part au vote.

**VAUCLUSE :** M. Jean Garcin (PS), conseiller général de L'Isle-sur-la-Sorgue, par 15 voix (dont celle d'un élu de droite) contre 9 à M. Jacques Bérard (RPR), sénateur.

**Vienne :** M. René Monory (UDF-CDS), sénateur, conseiller général et maire de Loudun, ancien ministre, par 24 voix contre 8 à M. Guy Rubi (PS) et 5 à M. Robert Sauvain (PC). Il y a eu un bulletin blanc.

**HAUTE - VIENNE :** M. Jean-Claude Peyronnet (PS), député, conseiller général de Châlus, par 37 voix, soit une de plus que le total des voix de gauche. Il y a eu 5 bulletins blancs.

**VOSGES :** M. Christian Poncet (RPR), sénateur, conseiller général et maire de Remiremont, ancien secrétaire d'Etat, par 23 voix (dont celle d'un élu de gauche) contre 6 à M. Christian Pierret (PS), député, 1 à M. André Valentin (PC) et 1 à M. Robert Brassin (div. g.).

**YONNE :** M. Jean Chamant (RPR), sénateur, conseiller général de Quarré-les-Tombes, ancien ministre, par 31 voix contre 6 à M. Roger Lassale (PS) et 3 à M. Jean Corbillon (PC).

**TERRITOIRE DE BELFORT :** M. Christian Proust (PS), conseiller général de Belfort-Ouest, par 12 voix (dont celle de M. Philippe Garrot, en congé du CDS), contre 3 à M. Jean Rosset (RPR).

### ILE-DE-FRANCE

**SEINE-ET-MARNE :** M. Paul Séramy, sénateur UDF-CDS, conseiller général et maire de Fontainebleau, par 27 voix contre 11 à M. Daniel Vachez, PS, et 2 à M. Noël Fraboulet, PC.

**YVELINES :** M. Paul-Louis Tenaillon, député UDF-CDS, conseiller général de Versailles Nord-Ouest, par 31 voix contre 5 à M. Odile Vadot, PS, et 2 bulletins blancs.

Après la farouche bataille que le RPR a menée contre M. Tenaillon, le président sortant du conseil général des Yvelines a été réélu sans difficulté puisqu'il ne lui a manqué que dix voix de la majorité théorique. L'élection des vice-présidents s'est elle aussi déroulée sans incident puisque celle de M. Michel Péricard, député RPR, a été obtenue sans bulletins blancs et celle de M. Franck Borotra, député RPR, avec deux.

**SEINE-SAINT-DENIS :** M. Georges Valbon, conseiller général et maire de Bobigny, PC, par 28 voix contre 12 à M. Jean-Claude Abrioux, RPR.

**VAL-DE-MARNE :** M. Michel Germa, conseiller général de Vitry-sur-Seine Est, par 29 voix contre 20 à M. Pierre Aubry, divers droite.

L'élection de M. Germa acquise, un incident a opposé la droite à la gauche. L'opposition départementale en effet demandait que les postes du bureau (10 vice-présidents et 2 membres) soient répartis à la proportionnelle des groupes. La majorité a refusé. Aussi, les 20 conseillers de droite ont quitté la séance pour protester, comme l'a dit M. Jean-Fabrice (UDF), contre « l'apartheid et la dictature communiste ». Faute de quorum l'élection du bureau a dû être renvoyée à une prochaine séance le lundi 10 octobre. Paradoxalement, avant 1986, la gauche avait adopté une loi obligeant la représentation des minorités dans les bureaux des assemblées départementales ; c'est la droite, lors de son passage au pouvoir, qui a supprimé cette obligation.

**VAL-DOISE :** M. Pierre Salvi, sénateur UDF-CDS, conseiller général de Virmes, par 24 voix contre 9 à M. Marie-Claude Beaudou (PC), sénateur, et 6 à M. Louis Perren (PS), sénateur.

### sans président

### en fragments

qué personnellement M. Valade en séance.

Archicombles, les travées du public étaient surchauffées. On y reconnaissait M. Gilbert Mitterrand, patron de la fédération socialiste girondine. A la déclaration de M. Valade, les huées fusèrent. Dans l'assemblée, les témoins du PS fustigèrent tour à tour « les mauvais perdants », la « pantalonnade », « le viol de la démocratie » et « la manœuvre politicienne pour faire pression sur une décision de justice ».

### « Nous n'avions pas d'autre possibilité »

« C'est une journée lamentable, renchérit le porte-parole communiste, M. Jean-Jacques Paris, nous ne sommes pas élus pour perdre notre temps ». La séance fut levée dans un brouhaha indescriptible.

Dès le 2 octobre, la défaite, que M. Valade imputait lui-même à des dissensions internes, avait révélé des lézards à droite. La mise en scène du 7 octobre aurait pu apparaître comme une repliure. Cela ne sem-

ble pas être le cas. « Nous étions objectivement d'accord parce que, arithmétiquement, nous n'avions pas d'autres possibilités », confiait, à l'issue de la séance, M. Yves Leclaudy (UDF-PR), l'un des six conseillers de droite présents en séance, et naguère premier vice-président de M. Valade. Il préside désormais le groupe nouvellement créé de l'Entente républicaine libérale qui compte cinq adhérents : MM. Jacques Boyer-Andrivet, UDF, Alain Cazabonne, CDS, Jacques Dumas, PR, et Daniel Picotin, radical.

Ce groupe « jouera la solidarité avec l'opposition sur les problèmes de fond, mais il refuse le leadership d'un groupe ou d'un homme quel qu'il soit et entend garder sa liberté de vote ». La droite, réunie sous la présidence de M. Valade en un groupe unique « démocrate et libéral », est donc en train de se fragmenter en groupes autonomes.

L'élection du président et du bureau se déroulera lundi 10 octobre.

GINETTE DE MATHA.

## Outre-mer : le RPR garde la Martinique

**GUADELOUPE :** M. Dominique Larité (PS), député, conseiller général et maire de Petit-Bourg, par 27 voix (soit une de plus que le total des élus de gauche), contre 2 à M. Léopold Héline (RPR) qui n'était pas candidat. Il y a eu 1 bulletin blanc, 9 enveloppes vides, et trois élus de droite n'ont pas participé au scrutin.

**MARTINIQUE :** M. Emile Maurice (RPR), conseiller général de Saint-Joseph, au bénéfice de l'âge au troisième tour du scrutin, M. Maurice a obtenu 22 voix, contre 22 à M. Georges Elisabeth (PPM) et 1 bulletin nul, celui de l'élu indépendantiste, M. Alfred Marie-Jeanne.

La droite conserve la présidence absolue que la gauche déclinait la majorité des sièges, l'ayant emporté avec 23 élus (3 PC, 5 PS et app., 12 PPM, 2 écoi et 1 indépendantiste) contre 22 à la droite. La gauche a alors obtenu 12 sièges, 4 au premier tour, 8 au second.

En fait, vendredi, lors des deux premiers tours, M. Alfred Marie-Jeanne n'a pas apporté son suffrage au candidat de gauche, M. Elisabeth qui a obtenu 22 voix contre 22 voix à M. Pierre Petit (RPR). M. Emile Maurice n'avait pas souhaité se représenter à la présidence.

Voyant, à l'issue de ces deux premiers tours, que M. Elisabeth allait être élu au bénéfice de l'âge au troisième tour, le RPR a alors décidé de présenter M. Maurice, plus âgé.

La gauche a pris sa revanche à l'occasion de la désignation des membres du bureau. M. Marie-Jeanne ayant joint son suffrage à ceux des élus de gauche, ces derniers ont réaffirmé les quatre sièges du bureau, les conseillers généraux de droite s'abstenant à chaque scrutin.

**GUIYANE :** M. Elie Castor (PSG), député, conseiller général et maire de Sinnamary, par 12 voix sur 17 votants. Il y a eu 5 bulletins blancs ou nuls (dont celui d'un élu de gauche) et deux conseillers généraux n'ont pas participé au scrutin, dont M. Serge Patin (UDF).

**SAINTE-PIERRE-ET-MIQUELON :** M. Marc Plantegnest (app. PS), par 13 voix contre 6 au candidat de la droite.

**MAYOTTE :** M. Youssef Bamana (div. d.).

**LA RÉUNION :** M. Eric Boyer (div. d.), conseiller général et adjoint au maire de Saint-Denis, par 23 voix contre 21 à M. José Pinna (div. d.).

M. Boyer succède à M. Auguste Legros (RPR), député et maire de

Saint-Denis qui a dû, au lendemain des élections législatives, abandonner son mandat de conseiller général en vertu de la loi limitant le cumul des mandats. Son adjoint a bénéficié des suffrages des conseillers généraux du RPR, du PCR et de ceux des élus de la droite non berristes, emmenés par M. Jean-Paul Virapoulle (UDF-CDS), député.

M. Pinna a, pour sa part, reçu le soutien des socialistes et des élus berristes dont le chef de file est M. André Thien Ah Koon (div. d.), député. M. Paul Vergès et les conseillers généraux communistes ont arboré cette élection où ils avaient d'abord envisagé de soutenir M. Pinna. Appoint indispensable de la majorité, le PCR devrait obtenir la troisième vice-présidence au sein du bureau du conseil général, siège qui n'a pu, vendredi, être attribué, faute d'avoir réuni le quorum, les élus socialistes et berristes ayant quitté la salle.

(M. Eric Boyer est né le 22 juin 1939 à Sainte-Rose (Réunion). Professeur certifié de lettres à l'école normale de la Réunion, M. Boyer est, depuis 1977, conseiller municipal de Saint-Denis, adjoint au maire, M. Auguste Legros (RPR). En 1982, il est élu au conseil général de la Réunion où il représente le canton de Saint-Denis II. Il est depuis lors vice-président chargé des affaires culturelles.)



## Politique

La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie

## M. Tjibaou demande à M. Mitterrand de veiller à l'application des accords de Matignon

Deux CRS et un policier en civil ont été blessés par des jets de pierres lors d'incidents qui ont éclaté, samedi après-midi 8 octobre, à Nouméa entre des jeunes gens et les forces de l'ordre.

Les incidents — les premiers enregistrés en Nouvelle-Calédonie depuis la signature des accords de Matignon, en juin dernier — ont éclaté lorsque les policiers sont intervenus pour mettre fin à une bagarre entre jeunes sur la place centrale de Nouméa. Plusieurs véhicules ont été endommagés et

des vitrines de magasins ont été brisées par les jeunes gens, âgés de treize à quinze ans, selon la police. Une quarantaine d'entre eux, selon les premiers témoignages, se sont retournés contre les policiers qui, subissant des jets de pierres et de bouteilles, ont répliqué par des tirs de grenades lacrymogènes.

D'autre part, M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, repartira vendredi 9 octobre à l'Élysée, a déclaré qu'il avait demandé au président Mitterrand d'« être vigilant »

sur l'application des accords de Matignon. Il a souhaité que le président « reste à l'écoute pour qu'il n'y ait pas de dérapage » concernant les mesures prévues par les accords. « Je pense qu'il y a de la veulerie », a-t-il dit. Le président du FLNKS a ajouté qu'il « remercie » M. Mitterrand d'« avoir toujours eu une pensée pour nous, surtout dans les moments les plus durs ». Il « a été le lieu qui nous rapprochait à la France », a-t-il dit.

## La complicité de deux hommes de terroir

Si François Mitterrand éprouve plus que du respect pour Jean-Marie Tjibaou, cet homme « avec lequel les mots vont plus loin que les faits », comme il l'écrit au printemps, dans sa Lettre à tous les Français, ce n'est pas pour des raisons idéologiques ou politiques.

L'explication est à la fois plus simple et plus profonde. François Mitterrand aime la compagnie de Jean-Marie Tjibaou parce qu'il est, avant tout, comme lui, un homme de terroir et de mémoire. C'est moins avec le président du FLNKS qu'il se sent en complicité qu'avec le maire de Hiogo, ce paysan madré qui aime tant, lui aussi, parler de sa terre natale, de ce terroir où s'enracinent les générations, où se perpétuent les archives vivantes de la communauté mélanésienne. Une complicité spirituelle, voire métaphysique.

Si ces deux hommes tranquilles ne partageaient qu'une seule conviction ce serait assurément celle-ci, exprimée naguère par Jean-Marie Tjibaou : « Si l'on n'a pas de racine on n'a pas d'histoire et si l'on n'a pas d'histoire on est citoyen de nulle part ».

Mais pourquoi paraissent-ils aujourd'hui plus proches que jamais ? Tout simplement, peut-être, parce qu'ils ont aussi évolué de façon parallèle dans leur approche temporelle du casse-tête calédonien.

Il fut un temps où Jean-Marie Tjibaou croyait que la légitimité de la cause indépendantiste suffirait à assurer inéluctablement la victoire de son camp. C'était le temps où François Mitterrand croyait, comme de Gaulle, que la meilleure façon de décoloniser était d'accorder l'émancipation politique aux anciennes colonies.

Le président du FLNKS a aujourd'hui compris qu'il ne saurait y avoir de véritable émancipation politique sans le préalable de l'émancipation économique et sociale.

Le président de la République, lui, a réalisé peu à peu que la priorité ne consistait plus seulement à accompagner l'aspiration des Calédoniens à la liberté et à l'égalité mais à imposer l'arbitrage de l'État pour empêcher la guerre civile.

François Mitterrand pourrait répéter aujourd'hui aux électeurs, pour les inviter à participer au référendum du 6 novembre, ce que Jean-Marie Tjibaou leur disait déjà, avant même le drame d'Ouvéa : « Le peuple français a trop d'intelligence et de cœur pour se faire voler. La colonisation défigure un peuple et l'affaiblit. C'est la décolonisation qui le grandit et le fortifie. Ne gâchez pas, ne gâchez pas les chances de solidarité et d'amitié entre les peuples kanak et français ».

Jean-Marie Tjibaou pourrait reprendre à son compte l'avertissement que lançait François Mitterrand à l'Assemblée nationale dès 1979 : « Nous avons assez vécu, au cours de ce dernier quart de siècle, les problèmes de la décolonisation pour savoir quels peuvent être le désespoir, puis le colère, de populations qui ne savent plus à qui s'adresser ou bien qui, le sachant, ne trouvent auprès de leur interlocuteur, le gouvernement de la France, ni attention, ni vigilance, ni bienveillance, ni compréhension... ».

Le président du FLNKS savait, en se rendant à l'Élysée, vendredi après-midi 7 octobre, que le soutien total du président de la République lui était par avance acquis.

## « Cogestion »

Car François Mitterrand n'est pas près de passer l'éponge sur la « violence » — expression employée à l'Élysée — avec laquelle Jacques Chirac et Bernard Pons conduisent leur politique en Nouvelle-Calédonie de 1986 à 1988.

Mais François Mitterrand veut intervenir de telle sorte que le débat ne devienne pas, ipso facto, personnel. Il sait bien que certains dirigeants de l'opposition, en premier lieu ceux du RPR, auraient aimé pouvoir transformer le référendum en plébiscite ; il ne

vaut surtout pas leur en fournir l'argument.

Le chef de l'État n'attache qu'une importance relative au taux d'abstention prévisible. Il s'est trouvé parfaitement d'accord, sur-le-champ, avec Michel Rocard pour considérer, comme Jean-Marie Tjibaou, que la racine du référendum représentait la meilleure procédure possible pour « verrouiller » l'avenir. Son incertitude sur la participation est devenue secondaire.

Une seule chose, à dire vrai, gêne un peu, en ce moment, François Mitterrand : que l'on puisse interpréter sa discrétion comme une prise de distance vis-à-vis de Michel Rocard.

Or, dit-on à l'Élysée, il n'en est rien. François Mitterrand parle de « cogestion » du dossier.

S'il est apparu avant de compromettre, au début du processus de réconciliation entre les uns et les autres, c'est tout bonnement parce que l'expérience lui a appris qu'en Nouvelle-Calédonie rien n'est jamais absolument assuré.

Voilà pourquoi, sans vouloir tempérer les enthousiasmes du gouvernement, François Mitterrand veut volontiers les météorologues à long terme en n'excluant pas certaines « turbulences » sur le territoire dans les années qui viennent.

Un leitmotiv qu'affectionne aussi Jean-Marie Tjibaou : « On n'est pas au bout du chemin... ».

ALAIN ROLLAT.

## Le président de la République contre un « Yalta culturel »

Les Dernières Nouvelles d'Alsace publient, le samedi 8 octobre, une interview de M. François Mitterrand, qui, à l'occasion de la visite du pape en Alsace, souligne la nécessité de « surmonter patiemment, avec réalisme, la division que la guerre et ses séquelles ont imposée à l'Europe ». « Nous devons pour cela, déclare le président de la République, bâtir une nouvelle conception de la sécurité, reposant sur un niveau plus bas d'armement : c'est l'objet de la négociation sur les forces conventionnelles, qui s'ouvrira prochainement. M. Mitterrand met en garde contre ce qu'il appelle un « Yalta culturel ». « La France verra particulièrement, dit-il, à ce que la création du marché unique, à l'Ouest, n'aboutisse pas à creuser l'écart avec l'Est sur le plan des niveaux de vie et de la civilisation ».

A propos de la construction européenne, encore, le chef de l'État précise qu'il « n'est pas question de revenir en arrière » par rapport à l'objectif de suppression des frontières fiscales. M. Mitterrand souligne, toutefois, que « l'harmonisation fiscale doit être progressive, afin de tenir compte des contraintes budgétaires nationales, et équitables réparties entre les États membres ». Il souligne aussi « l'urgence, à court terme, de consacrer tous nos efforts à l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne ».

Interrogé sur les protestations soulevées par l'entretien que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a eu, à Strasbourg, avec M. Yasser Arafat le 14 septembre, M. Mitterrand demande : « Qu'y a-t-il de critique à ce que la France parle avec tous ceux qui, un jour ou l'autre, auront leur mot à dire dans la recherche d'un règlement ? ».

● Rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Fabius. — M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, a été reçu, de qualité, vendredi 7 octobre, par M. Laurent Fabius. A sa sortie, l'ancien chef de l'État a précisé que l'entretien avait porté sur le déroulement des travaux parlementaires et sur la volonté du président de l'Assemblée nationale de rendre publiques certaines auditions des commissions parlementaires. M. Giscard d'Estaing a expliqué qu'il comptait « organiser au moins une réunion ouverte à la presse et aux médias » dès que cette réforme sera adoptée.

Ces réserves faites, il n'empêche que Jean-François Revel traite à sa manière, avec une intuition et une acuité qui mériteraient d'être mieux cadrées, un vrai problème de communication. Non, la connaissance n'est pas inutile, à condition que ce soit vraiment elle qui soit diffusée.

★ La connaissance inutile, par Jean-François Revel, Grasset, 402 p., 125 F.

## Communication

## Les groupes Hersant et Publicis accentuent leur implantation en Espagne et au Portugal

L'Espagne et le Portugal intéressent de plus en plus les groupes de presse ou de publicité français. L'évolution économique de ces deux pays d'Europe du Sud ainsi que la prochaine ouverture du marché européen de 1993 en font de nouvelles zones de développement. Ainsi, le groupe Hersant négocie actuellement le contrôle du quotidien de Santander, *Alerta*.

Le groupe Hersant a déjà un partenaire en Espagne : le groupe EDA, qui rassemble dix-neuf quotidiens espagnols (*Atlántico Diario*, *la Reggione*, *la Diaria*, *Alerta*, etc.). Ils se sont unis afin d'éviter des OPA inamicales qui pourraient être lancées contre eux dans des Bourses régionales. Le groupe Hersant et EDA ont créé, en juin, une société commune, la *Compañía europea de prensa* (CEPRESA), dont ils possèdent chacun 50 %. C'est la CEPRESA qui devrait prendre 47 % du capital d'*Alerta* afin de la protéger d'une OPA. La CEPRESA a déjà lancé à Madrid une société, *Imagen Press*, actuellement chargée des échanges de pages entre les différents journaux et qui pourrait se transformer en véritable agence de presse.

Mais le groupe Hersant a une autre ambition en Espagne, qu'il poursuit depuis deux ans : la prise de contrôle, via la CEPRESA, du capital du groupe de presse catholique *Editorial Católica* (EDICA), qui édite le grand quotidien madrilène *Ya*, mais aussi *Hoy* à Bajadoz, *l'Idéal* à Grenade et la *Verdad* à Murcie. En outre, le groupe Hersant, qui a conclu il y a trois ans un accord avec le *Figaro Magazine* et des journaux portugais portant sur des échanges documentaires, est en

quête de nouvelles acquisitions dans ce pays.

Du côté des publicitaires, l'offensive vers le Sud est venue cet automne des afficheurs. En septembre, Dauphin a racheté Poster, l'ancienne filiale espagnole de son concurrent Giraudy. Mais on prête à ce dernier l'intention de s'implanter à nouveau en Espagne.

## Ruban bleu

La première agence conseil française, Publicis, vient, quant à elle, de se rapprocher de l'agence espagnole Arge, qui a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 250 millions de francs. Publicis a mené cette opération avec son partenaire depuis mai, la sixième agence publicitaire aux États-Unis, FCB. Le rapprochement avec Arge permet à Publicis-FCB de renforcer sa place de deuxième réseau publicitaire en Europe (derrière le groupe britannique Saatchi and Saatchi) et d'accéder aux premières places du marché publicitaire espagnol.

Ces appétits pour les marchés espagnol et portugais illustrent une récente étude de l'Association des agences conseil en publicité (AACP). Celle-ci note que, au sein d'une progression européenne globale, c'est l'Europe du Sud qui détient le ruban bleu. Ainsi les investissements publicitaires devraient croître de 19,6 % en Espagne et de 25,4 % au Portugal entre 1987 et 1990 (pour une augmentation de l'ordre de 13,7 % en France). Une évolution à laquelle les groupes de communication se préparent dès maintenant.

YVES-MARIE LABÉ.

## Le Conseil supérieur de l'audiovisuel

## Le Conseil d'Etat ne remet pas en cause le projet de loi

L'assemblée générale du Conseil d'Etat a examiné, jeudi 7 octobre, le projet de loi créant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sans remettre en cause l'économie générale du texte, selon le ministre de la communication. L'avis du conseil ne soulèverait, en particulier, aucun obstacle à la dévolution d'un véritable pouvoir direct de sanction à la nouvelle instance, bien que sa composition ne prévoit pas la présence en son sein de représentants de grands corps d'Etat.

Poursuivant, d'autre part, ses consultations sur ce texte, le premier ministre, Michel Rocard, a reçu le

président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie. Celui-ci a « insisté sur la nécessité d'une régulation de l'audiovisuel, qui ne peut progresser que pas à pas, par l'indépendance de l'instance qui en est chargée, par la force des moyens dont elle dispose et par sa propre détermination ». M. de Broglie s'est refusé à tout commentaire « sur les motivations du remplacement » de la CNCL et sur la composition ou le mode de désignation de l'instance appelée à lui succéder. Le projet de loi sur le CSA sera présenté mercredi prochain au conseil des ministres et discuté dans la foulée au Sénat.

## BICENTENAIRE

## Les Tuileries en questions

Les interrogations et la polémique qui continuent à propos des conditions du déroulement du concours de concession temporaire des Tuileries pour un ensemble de bâtiments éphémères et de spectacles commémoratifs de 1789 sont-elles fondées ?

M. Jeanneney a assuré, jeudi 6 octobre, que le jury, qu'il présidait, avait couru dans la plus totale « transparence » et qu'il ne doutait pas qu'en termes d'expertises en cours (coordonnées par le tribunal administratif de Paris à la demande d'un candidat) « les choses apparaissent tout à fait claires ».

Le président de la Mission du Bicentenaire — et le ministre de la culture — viennent cependant d'être saisis d'une nouvelle demande d'explications et de précisions, par une autre équipe de candidats malheureux qui avait pour mandataire l'architecte Jean-Jacques Fernier.

L'équipe Fernier souhaite notamment recevoir l'assurance qu'aucun projet n'a été déposé auprès de la Mission après la date fixée pour le règlement du concours ou repris et modifié après dépôt.

Deux attentes d'une réponse à une série de questions de forme et de fond, l'équipe Fernier a fait savoir à la Mission du Bicentenaire qu'elle « réservait ses droits », en fonction des réponses qui lui seront, ou non, apportées.

M. K.

## DÉFENSE

## Une lettre de M. Chevènement

A la suite de notre article « La schizophrénie des chefs militaires » (le Monde du 8 octobre), M. Chevènement, ministre de la défense, nous écrit la lettre suivante :

Je m'étonne de voir le Monde faire un titre, dans son édition du 8 octobre, à partir d'une « petite phrase » que je n'ai pas prononcée : « La schizophrénie des chefs militaires ».

Je ne voudrais pas que le propos de votre journal, dès qu'il s'agit de l'institution militaire, puisse apparaître comme visant à compliquer les relations entre le ministre de la défense et les états-majors.

Je me suis contenté de dire devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, dont les débats — fort détendus au demeurant — n'en restent pas moins en principe secrets, que, dans une institution comme l'armée, où les syndicats n'existent pas, la hiérarchie doit à la fois exprimer les difficultés de la base et assumer l'intérêt général, moi tout le premier, quand j'ai à débattre avec le ministre du budget.

Et j'ai ajouté, sur un mode plaisant : « Tirailles entre l'intérêt général et les intérêts particuliers légitimes, nous sommes tous un peu schizophrènes ».

Ceux qui me connaissent un peu imaginent bien que je ne me serais pas livré à une attaque aussi grossière que celle que vous rapportez.

Il me semble que les problèmes de la défense nationale sont assez sérieux pour que le Monde les aborde sous l'angle de l'intérêt général, dont, étant donné le rôle que chacun lui reconnaît en France et à l'étranger, votre journal est aussi — me semble-t-il — comptable à sa manière.

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

PORTÉE par l'essor de la communication sous toutes ses formes, l'information circule de plus en plus vite, de plus en plus pressante. Elle sème à tout vent la connaissance, de telle sorte qu'il n'y a plus de mesure que celle-ci s'enrichit, devantage d'individus y succèdent. Nous allons, à coup sûr, vers un monde meilleur. Précisément, est-ce si sûr ?

Il y a bien des raisons d'en douter et, dès lors, de se poser avec Jean-François Revel d'autres questions dérangeantes. La prépondérance de la connaissance assure-t-elle une gestion plus judicieuse des affaires humaines ? La vérité, de mieux en mieux connue, est-elle mieux utilisée que jadis ? La recherche de l'exactitude a-t-elle vraiment profité de la richesse et de l'ampleur des moyens mis à sa disposition ? Le vide de l'ignorance n'a-t-il pas été rempli par le règne du mensonge ?

Nul doute qu'avec Jean-François Revel ces interrogations seront formulées avec vigueur et recevront des réponses argumentées. Il a la curiosité d'esprit assez vaste, la capacité d'indignation assez large pour traiter, la culture et la vivacité de plume aidant, l'un des problèmes les plus aigus de ce temps que l'on dit voué à la communication. Cette communication qui, est vrai, triomphe, mais pour communiquer quoi ? Une information fautive, voire fautive ?

L'auteur de la *Connaissance inutile* note qu'il y a une résistance à l'information de la part de ceux qui la reçoivent et qui ne sont pas assez exigeants — résistance à laquelle s'ajoutent les pesanteurs de la production. Au premier plan d'entre elles figure le « grand tabou » qui, selon J.-F. Revel, pèse sur les démocrates, c'est-à-dire là où l'information est, en principe, la plus libre, et qui interdit de dénoncer une « imperfection » dans le camp dit de gauche sans signaler un équivalent dans le camp situé à droite. En écrivant cela, l'auteur sait bien — un ami l'en a averti — qu'on va l'accuser de retomber dans ses vieilles obsessions, de relativiser « son numéro » contre le totalitarisme, de voir rouge en prétendant voir clair. Cet ami, on le constatera, n'était peut-être pas de mauvais conseil, mais J.-F. Revel n'en a cure : il fonce — ce doit être dans son tempérament — sûr de bousculer, une fois de plus, ce grand tabou qui a

pour fonction « de rendre légitime la totalitarisme de gauche ».

On le suivra volontiers dans la dénonciation qui est faite de certains thèmes « mobilisateurs » tels que ceux du fascisme et de l'antifascisme, du racisme et de l'antiracisme, dont on grossit les dangers à partir de faits contestables ou soigneusement sélectionnés pour soutenir toujours les mêmes accusations. L'auteur rappelle qu'au cours des trente dernières années le total des victimes africaines de « crimes contre l'humanité » commis par d'autres Africains est de loin supérieur à celui

## De la communication à la connaissance

des victimes de l'apartheid. Il ne s'agit pas dans son esprit d'excuser l'Afrique du Sud mais de montrer qu'il y a deux poids et deux mesures dans l'indignation humanitaire et que ce comportement n'est pas politiquement neutre.

On conviendra avec lui que le poids de l'idéologie a pesé trop lourdement sur la science et que les scientifiques, dont on attendait qu'ils continuent de raisonner avec rigueur en dehors de leur domaine d'activité, ont été souvent de bien mauvais analystes politiques. On admettra que le « groupe des intellectuels » — si tant est qu'il existe comme groupe cohérent — n'a pas globalement convaincu de sa capacité à montrer le chemin de la vérité. On n'ignore pas, quelque chagrin qu'on en ait, que la profession de journaliste puisse pécher par partialité ou incompréhension. Sans parler des enseignements chargés de dispenser un savoir trop souvent « corrompu » par l'idéologie marxiste ! Jean-François Revel amoncelle les faits, énumère les exemples, dont beaucoup sont connus, avérés et propres à nourrir une saine indignation. Sauf qu'il pousse parfois le bouchon un peu loin.

La passion mise à prouver que depuis la fin de la guerre « la mal-

honnêteté intellectuelle est monopolisée par la gauche » le conduit, d'une part, à grossir un danger, celui du totalitarisme marxiste, dont on ne voit pas, malgré les complications ou les errements dont il a pu bénéficier, qu'il soit en train de triompher. Elle l'entraîne, d'autre part, à nourrir une réflexion sur l'information vraie de jugements contestables quand on ne sont pas des procès d'intention.

On en donne l'exemple, pris dans ce journal, non par rancune mais par commodité car il était facile de se reporter aux sources. Jean-François Revel reproche au Monde, journal qu'il critique à bien des égards comme il le fait d'autres « journaux de qualité », selon sa propre expression, la présentation d'un article sur le Pérou dans lequel l'écrivain Mario Vargas Llosa était qualifié de « champion de la campagne de la nouvelle droite ». Cette dernière expression l'a fait bondir car il y a vu une tentative d'amalgame avec le courant de pensée connu en France sous le nom de nouvelle droite. Notre correspondant à Lima (ou l'auteur du titre de l'article) aurait donc insinué que Vargas Llosa se rapprochait d'une position fasciste. Or, si l'on se reporte au texte de l'article en cause, l'écrivain péruvien est présenté comme l'un des porte-parole de « la nouvelle droite péruvienne », anti-étatiste, d'inspiration libérale car « elle assimile propriété privée à liberté ».

Ce qu'abhorre la nouvelle droite en France, comme l'auteur l'avait rappelé dans un précédent chapitre, « Nous prenons nos parties les plus cher » — écrivait-il aussi — dans de tels abîmes d'approximation, de prévention et de passion que, par la suite, nous humains et soupçonnons dans un fait nouveau moins son exactitude que sa capacité à servir ou à desservir un système d'interprétation, un sentiment de confort moral, ou un réseau d'alliances ».

Ces réserves faites, il n'empêche que Jean-François Revel traite à sa manière, avec une intuition et une acuité qui mériteraient d'être mieux cadrées, un vrai problème de communication. Non, la connaissance n'est pas inutile, à condition que ce soit vraiment elle qui soit diffusée.

★ La connaissance inutile, par Jean-François Revel, Grasset, 402 p., 125 F.



# La visite de Jean-Paul II dans l'est de la France

## Le pape appelle l'Europe à « rassembler ses forces vives »

(Suite de la première page.)

Il tire de ses racines polonaises la conviction qu'au-delà de ses frontières politiques, idéologiques, militaires, l'Europe est fondamentalement chrétienne. C'est le christianisme, a-t-il dit devant le Conseil de l'Europe, qui a « pétri la civilisation ». « fondé l'identité commune des peuples européens ». Ceux-ci en ont tiré un sens de l'histoire, une manière de maîtriser la nature et la science, une conception de l'homme, du monde, de la dignité de la personne.

### Un rôle exemplaire

Mais des « dérives » se sont produites et, sans trop s'étendre, Jean-Paul II a dit que « les chrétiens y ont eu leur part : la personne, dit-il, a souvent laissé la place à l'individu, prisonnier de ses égoïsmes et se considérant lui-même comme sa propre fin (...). l'exaltation du groupe, de la nation, de la race a pu conduire à des idéologies totalitaires et meurtrières. Le matérialisme pratique ou théorique a méconnu la nature spirituelle de l'homme et réduit dramatiquement ses raisons de vivre ».

C'est le christianisme qui a en quelque sorte porté l'Europe sur ses foyers baptismaux, mais aujourd'hui l'Europe semble se retourner contre lui. Le pape en appelle donc à la responsabilité de tous les Européens pour qu'ils retrouvent leurs racines et leur identité communes « si l'Europe veut être fidèle à elle-même, il faut qu'elle sache rassembler toutes les forces vives de ce continent... en retrouvant, dans ses racines, un esprit commun ».

Il insiste sur le caractère exemplaire de cette démarche : « Pendant des siècles, l'Europe a joué un rôle considérable dans les autres parties du monde. On doit admettre qu'elle n'a pas toujours mis le meilleur d'elle-même dans sa rencontre avec les autres civilisations, mais personne ne peut contester qu'elle a fait partager heureusement beaucoup de valeurs qu'elle avait longtemps muries (...). Si l'Europe désire aujourd'hui jouer un rôle, elle doit, dans l'unité, fonder clairement son action sur ce qu'il y a de plus humain et de plus généreux dans son héritage ».

L'un des principaux héritages de l'Europe chrétienne est le respect des droits de l'homme. Ses prédecesseurs n'ont pas toujours tenu un tel langage, mais devant le Conseil de l'Europe, et surtout un peu plus tard devant la Cour et la Commission européenne des droits de l'homme, le pape a déclaré que « la notion de droits de l'homme était devenue une sorte de bien commun pour l'ensemble de l'humanité ».

Il a même parlé, pour la première fois, d'« une troisième génération des droits de l'homme » — qualité de l'environnement, santé, sécurité... — venant après les droits politiques, puis économiques, sociaux et culturels. Parce que les représentants de l'Europe des vingt et un ont inscrit au premier rang de leurs préoccupations la défense des droits de l'homme, Jean-Paul II se sentait, samedi matin, un peu chez lui au Conseil de l'Europe. Il a notamment exprimé ses inquiétudes au sujet de l'avenir de la famille, des recherches biologiques et génétiques, de la « dignité des travailleurs » atteints par le chômage, et de la formation des jeunes.

Le pape a conclu son discours au Conseil de l'Europe par de nouveaux appels à la « solidarité universelle » des Européens, notamment à l'égard des pays du Sud et de « ceux qui frappent à la porte en arrivant d'ailleurs, qu'ils soient d'embée porteurs ou qu'ils soient contraints de chercher un refuge ».

HENRI TINGO.

## L'accueil du président de la République

« Mon pays se réjouit de cette nouvelle visite qui, à l'instar de M. François Mitterrand, accueille Jean-Paul II à l'aéroport de Strasbourg le samedi 8 octobre au matin. En Alsace et en Lorraine s'inscrit la trace de nos guerres (...), et s'accomplit et se vit la réconciliation à jamais scellée de peuples voisins, frères et longtemps ennemis ».

« Strasbourg est une capitale, a ajouté le président de la République. Elle en a la vocation, la fonction, le prestige (...). Elle raconte ce que fut, ce qui devient, ce que sera l'Europe qui vous reçoit aussi elle ».

Le président de la République a souligné la mission des institutions européennes qui tentent de « donner corps et vie au rêve ancien, celui de l'unité (...). Est-il besoin plus fort, nécessité plus vigoureuse, œuvre plus difficile, pour l'Europe, que ceux de sa propre unité ? ».

« Ici, nous nous appliquons, a ajouté M. François Mitterrand, à construire une nouvelle démocratie, un nouveau droit public, une nouvelle dimension en toute chose pour la partie d'Europe qui est la nôtre. N'oublions pas que c'est cependant de l'Europe tout entière qu'il s'agit. Bienvenue en France, terre d'Europe, très Saint Père », a conclu le président de la République.

## « Sécurité absolue »

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

L'obsession de la sécurité a eu le dessus dans l'est de la France et singulièrement à Strasbourg. La consigne est claire : « Nous devons au pape une sécurité absolue dans la mesure où une sécurité peut être absolue », a déclaré M. Madefi Haché, préfet de région. Des milliers de barrières métalliques sont ainsi venues hérissier les grandes artères de la ville, dans la nuit de vendredi à samedi.

Jean-Paul II sera protégé en permanence par six « super-suisses » du Vatican — ses gardes du corps personnels — et une quarantaine de spécialistes de la protection rapprochée du ministère de l'Intérieur. Comme toujours, deux « papamobiles » à l'épreuve des balles seront à sa disposition. Mais le pape devra faire son entrée au stade de la Meinau, dans la banlieue de Strasbourg, à l'occasion de sa rencontre, samedi soir, avec 40 000 jeunes Européens, à bord d'un nouveau véhicule plus

léger, afin de ne pas endommager la cathédrale.

Placé sous verre, le pape sera aussi en d'autres occasions, comme lors de son adresse sur le parvis de la cathédrale de Strasbourg, dimanche après-midi : une parole transparente et courtoise a été spécialement commandée. Ces précautions exceptionnelles — quelque 10 000 policiers et gendarmes se relayant durant quatre jours — ont été décidées au cours de multiples réunions depuis le début de l'année 1988. Des postes de commandement avancés ont été prévus sur chacun des sites où se rendra Jean-Paul II. Ils seront en liaison directe avec l'état-major de la préfecture.

Tout autour de la résidence temporaire du pape à Strasbourg, au centre culturel Saint-Thomas, des mesures strictes ont été adoptées. Plusieurs villes riveraines ont été visitées et les voisins ont dû fermement invités à ne recevoir chez eux durant quatre jours que des personnes dont ils peuvent garantir le sérieux.

L. G.

● **FOOTBALL : Coupes d'Europe.** — Le tirage au sort du deuxième tour des Coupes d'Europe de football a eu lieu, vendredi 7 octobre à Zurich (Suisse). Monaco affrontera en Coupe des clubs champions le FC Bruges (Belgique) et Bordeaux rencontrera l'Upest Dozsa (Hongrie). Les deux clubs français se déplaceront à l'aller le 26 octobre avant de recevoir leurs adversaires le 9 novembre.

● **Manifestation de lycéens à Paris.** — Quelque cinq cents lycéens de trois départements de la périphérie parisienne ont manifesté, vendredi 7 octobre après-midi à Paris, de Saint-Germain-des-Près au ministère de l'Éducation nationale, rue de Grenelle, aux cris de « Jospin, des sous pour les lycéens ». Ce mouvement avait reçu le soutien des Jeunesses communistes et de la CGT.

## La Cour des droits de l'homme à Strasbourg

## Vingt et un juges pour l'Europe des libertés

STRASBOURG  
(Conseil de l'Europe)  
de notre envoyé spécial

La Cour européenne des droits de l'homme, à laquelle le pape rend visite samedi 8 octobre, est aux libertés ce que la Cour de justice des Communautés est au commerce : un garde-fou et un arbitre. Les deux institutions se font ombre. Le public confond souvent la Cour de Strasbourg, celle des droits de l'homme, que les vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe se sont donnée comme juge, et celle de Luxembourg, chargée de veiller à la bonne application des règles communautaires entre les Doze.

L'Europe des marchés fait davantage parler d'elle que celle des libertés, inévitablement, dans une région du globe, l'Europe de l'Ouest, où les droits de l'homme sont généralement respectés. Mais il arrive parfois que des États se laissent tenter par l'arbitraire. Qui les sanctionnera sinon une instance suprême, libre de toute allégeance, à laquelle Jean-Paul II, après d'autres, rend hommage ?

Les vingt et un juges qui siègent à Strasbourg sous une moderne tapissierie d'Aubusson sont les gardiens sourcilieux de la convention européenne des droits de l'homme, catalogue de principes aussi généraux que vagues, sorte de « sur-mot » juridique contre les pulsions liberticides, dont les pays d'Europe occidentale ne sont dotés pour l'essentiel en 1953.

Les chartes internationales de droits de l'homme ne manquent pas, que ce soit celle des Nations unies ou l'Acte final d'Helsinki. La différence, dans le cas de la convention de Strasbourg, c'est que tout manquement à celle-ci entraîne une sanction. A la requête d'un individu, l'État fautive risque une condamnation, y compris à de lourds dédommagements. Le mécanisme de contrôle voulu par les vingt et un apparaît ainsi comme unique, si l'on excepte le système de protection prévu par la convention interaméricaine des droits de l'homme, qui ne peut s'enorgueillir jusqu'ici des mêmes résultats.

Des pouvoirs aussi exorbitants ne pouvaient susciter que méfiance et tergiversation. Les États n'aiment pas être menés du doigt lorsqu'ils sont condamnés. Aussi faut-il attendre 1974 pour que la France se décide à ratifier sans tambours la convention (Georges Pompidou venait de mourir, Alain Poher, qui assurait l'intérim, poussait à cette ratification) et 1981 pour que Robert Badinter, alors garde des sceaux, fût envoyé rayonnant, à Strasbourg reconnaître aux individus le droit de porter plainte contre la France. Les gouvernements précédents s'étaient bien gardés d'autoriser les justiciables à user de ce droit de recours direct prévu par l'article 25 de la convention.

Voulue, mais tenue en suspicion par les États, la Cour de Strasbourg balance entre l'audace et la prudence. Elle a ainsi avoué le système d'interdiction professionnelle (*barufverbot*) en vigueur en Allemagne fédérale. Une militante d'extrême gauche et un dirigeant d'extrême droite avaient été exclus de l'enseignement sous prétexte que leur engagement politique contrevient à la Loi fondamentale du pays. Mais on a vu aussi la Cour condamner la France à verser 238 000 francs de réparation à un Italien, Lorenzo Bozano, jugé par contumace dans son pays pour le rapt et le meurtre d'une fille. Au mépris de toute justice, la police française avait expulsé l'intéressé en Suisse, en octobre 1979, après que la chambre d'accusation de Limoges se fut opposée à son extradition.

La procédure de recours, détaillée par la convention européenne des droits de l'homme, souffre des réticences originelles des États membres à abandonner à des organes supranationaux la moindre parcelle de leur souveraineté. Aussi la procédure imposée aux plaignants est-elle d'une extrême complexité, propre, très souvent, à les décourager.

Premièrement, il faut que la victime d'une violation prétende de la convention ait épuisé les voies de recours internes, autrement dit qu'elle ait obtenu satisfaction de la Cour d'Etat ait tranché l'affaire. Ce n'est qu'alors que l'intéressé peut saisir les institutions de Strasbourg, non pas directement la Cour mais une commission de vingt et un membres, redoutable organe de filtrage des plaintes qui lui sont soumises, quelque trois mille sept cents, par exemple, en 1987.

Une plainte sur... dix est déclarée recevable par la commission. Celle-ci rédige alors un rapport secret indiquant si, à ses yeux, il y a eu ou non violation de la convention.

### Cours d'obstacles

Pour le plaignant, la course d'obstacles n'est pas finie pour autant : le rapport de la commission est transmis à un comité des ministres où siègent les vingt et un ambassadeurs des pays membres accrédités auprès du Conseil de l'Europe. Si la commission ou l'Etat contre lequel le justiciable a porté plainte décide d'en rester là, le comité des ministres tranche le litige en accordant parfois des dédommagements au plaignant, à moins qu'il ne décide d'enterrer l'affaire. La commission et l'Etat poursuivi ont aussi la faculté de saisir la Cour, ce qu'ils font prudemment. Depuis 1959, date de ses premières décisions, la Cour européenne des droits de l'homme n'a prononcé que cent soixante-quinze arrêts.

Le rôle du comité des ministres est vertement critiqué. Organe politique par excellence, il s'arroge pourtant des prérogatives judiciaires. L'ambassadeur de l'Etat

poursuivi est évidemment membre de ce comité, devenant du coup juge et partie, en contradiction avec... la convention européenne des droits de l'homme, selon laquelle « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement (...) par un tribunal indépendant et impartial ».

Les prérogatives du comité des ministres lui permettent de noyer à l'occasion tel ou tel dossier dans les méandres de la procédure, à la grande satisfaction des États. Le verrouillage est efficace, comme l'a constaté à ses dépens Rolf Döbertin, un chercheur de nationalité ouest-allemande installé en France et accusé d'espionnage scientifique au profit de l'autre Allemagne. Gardé à vue six jours par décision du parquet de feu, la Cour de sûreté de l'Etat et détenu sans jugement pendant quatre ans et trois mois, il saisit la commission de Strasbourg qui constata la violation, à son détriment, de la convention européenne des droits de l'homme. Le dossier traîne aujourd'hui devant le comité des ministres. Selon toute vraisemblance, il ne se dégagera pas en son sein la majorité des deux tiers requise pour condamner un Etat, la France. Bizarrement, les représentants de celle-ci s'acharnent à présenter comme conforme à la convention un délai de garde à vue de six jours, vilipendé des années durant par tout ce que le Parti socialiste compte de défenseurs pointilleux des libertés.

Les manœuvres auxquelles se livre la France, comme les autres États, pour échapper aux désagréments d'une condamnation, risquent d'échouer à l'occasion de deux affaires d'écoutes téléphoniques que la commission vient de déclarer recevables. La Cour de cassation autorise depuis longtemps la pratique, par les magistrats instructeurs, d'écoutes téléphoniques, se référant à un article du code de procédure pénale rédigé en termes fort vagues : « Le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité ».

Ce n'est pas la première fois que des victimes d'écoutes téléphoniques s'offusquent d'un tel flou, sans parvenir à ébranler la Cour de cassation. Cette fois, cependant, l'affaire risque de remonter jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme, et le risque est majeur : il y a quatre ans, celle-ci n'avait pas hésité à condamner la Grande-Bretagne pour de telles pratiques, arguant que le droit anglais et gallois en matière d'écoutes lui paraissait « assez obscur ».

En résumé, la France risque, dans les années à venir, des condamnations répétées à Strasbourg si le gouvernement ne règle pas précisément lesdites écoutes. Quel homme politique aura l'audace d'ouvrir ce débat, véritable boîte de Pandore ?

Le survol des cent soixante-quinze arrêts rendus par la Cour donne une idée de la diversité de

ses préoccupations. Le Royaume-Uni a ainsi été condamné sur plainte de trois ouvriers des chemins de fer licenciés parce qu'ils refusaient, en application d'un accord de closed shop, une affiliation obligatoire à un syndicat. Récemment, ce fut au tour de la Suisse d'être montrée du doigt. Le tribunal de Lausanne avait interdit à un certain F... de se remarier avant trois ans sous prétexte qu'il avait déjà divorcé trois fois.

### Discredit

De nombreuses condamnations sont également prononcées par la Cour pour inobservation d'un article de la convention qui prévoit que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue (...) dans un délai raisonnable ». Peut-être les institutions de Strasbourg devraient-elles commencer, sur ce point, à balayer devant leur porte. Car il faut aujourd'hui attendre six ans pour que la Cour se prononce sur une affaire (quatre ans en moyenne devant la commission, deux devant la Cour). Cela a pour conséquence de « jeter le discredit chez les juristes et dans l'opinion publique sur le mécanisme de contrôle institué par la convention ». Ce jugement sévère a été émis à Vienne (Autriche) en 1985 lors d'une conférence ministérielle du Conseil de l'Europe. Il émanait de Pierre Aubert, alors chef du département fédéral des affaires étrangères de Suisse.

Nombréux sont ceux qui, comme lui, estiment qu'il faut revoir la procédure afin de permettre à la commission, l'organe de filtrage, de travailler plus vite. Un « protocole additionnel » à la convention européenne des droits de l'homme a été adopté en ce sens, mais il n'est toujours pas entré en vigueur. Les mêmes parlent, comme M. Aubert, d'un « incontestable et regrettable chevauchement » entre la commission et la Cour — ce qui saute aux yeux — et ils suggèrent de fusionner les deux juridictions. D'innombrables discussions ont lieu sur ce thème, dont on peut prédire qu'elles n'aboutiront pas. Ce serait renforcer les pouvoirs de la Cour, accroître son autorité, et cela, sans le dire, les États, jaloux de leur souveraineté, ne le veulent pas.

Ces dysfonctionnements n'empêchent pas la convention européenne des droits de l'homme de faire à présent partie du paysage juridique français. Les cours et les tribunaux y font davantage référence, y compris le Conseil d'Etat, longtemps réticent. Aucune loi civile ou pénale n'est désormais conçue sans que le ministère de la justice examine sa conformité à la convention et, surtout, à la jurisprudence de la commission et de la Cour. La peur du gendarme (une condamnation par la Cour) n'y est pas pour rien. Mais cette attention témoigne aussi de la réussite des institutions de Strasbourg, discret mais efficace système de protection des droits de l'homme en Europe occidentale.

BERTRAND LE GENDRE.

## Les inondations de Nîmes

## L'arrêté sur l'état de catastrophe naturelle publié au « Journal officiel »

L'arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle concernant la ville de Nîmes et soixante-dix autres communes de son arrondissement a été signé, vendredi 7 octobre, et publié au Journal officiel du samedi 8 octobre. Cet arrêté, paraphé par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des finances et du budget ; M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, et M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Économie, des finances et du budget, chargé du budget, permet de débiter toute la procédure prévue par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle, notamment en matière de dommages

rien, et M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Économie, des finances et du budget, chargé du budget, permet de débiter toute la procédure prévue par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle, notamment en matière de dommages

qui échappent, en temps normal, au champ couvert par les assurances.

Le ministre de l'Intérieur, dans un communiqué publié vendredi soir, a d'ailleurs indiqué que le préfet du Gard ferait très rapidement connaître les mesures prises et mises en œuvre, dans le cadre de l'arrêté, pour apporter toute l'aide indispensable à la population sinistrée.

## Pour atténuer les effets des crues-éclair

## Petites retenues et réseau d'alerte

L'ampleur et le caractère exceptionnel de la catastrophe de Nîmes suscitent déjà des craintes d'explication. On pense d'abord à l'urbanisation qui imperméabilise les sols : l'eau ne peut pas s'infiltrer dans les surfaces goudronnées ou occupées par les constructions ; elle est donc obligée de ruisseler, grossissant d'autant les écoulements de surface. Les 350 kilomètres carrés du petit bassin versant aboutissant à Nîmes sont effectivement urbanisés en bonne partie. Mais l'urbanisation n'y est pas récente.

On accuse aussi le diamètre trop petit des tuyaux par lesquels l'eau s'écoule (1) Cadercau passe sous la ville. Conséquence : beaucoup de villes qui ont enterré leur modeste cours d'eau, ce diamètre a été très probablement calculé en fonction de la crue décennale (celle qui peut se produire, en moyenne, une fois par décennie). Mais il est évident que l'inondation du 4 octobre relève plutôt de la crue centennale (celle qui se produit, en moyenne, une fois par siècle).

En outre, un autre facteur a sûrement joué. Comme dans toutes crues, les eaux furieuses charriaient des volumes très importants de boue et d'innombrables débris et objets de toutes sortes et de toutes tailles. Or boues et débris colmatent, bien évidemment, tuyaux ou canaux. Si bien que les modèles qui permettent de calculer les écoulements d'eau propre sont inapplicables aux écoulements des eaux chargées.

On pourrait penser, pour l'avenir, à un mode de prévention : la construction, sur les pentes du bassin versant, de petites retenues. Celles-ci ne pourraient certes pas stocker des volumes d'eau aussi énormes. Mais, en produisant une rupture du débit, elles feraient décanter les eaux qui seraient obligées de « filcher » une partie des boues et débris qu'elles transportent. Les ouvrages nécessaires à l'écrêtement des crues ont été entrepris depuis plusieurs années dans les bassins versants des grands fleuves français. Il faudrait

sans doute maintenant penser aux petits bassins versants et y faire les travaux, plus modestes mais probablement fort utiles, qui protégeraient, au moins en partie, ces petits bassins. En particulier dans la zone méditerranéenne où les « crues-éclair » sont des phénomènes classiques.

Selon l'Agence Reuter, un rapport, commandé en 1982 par la ville de Nîmes au laboratoire d'hydrologie de l'université des sciences et techniques du Languedoc à Montpellier et au cabinet d'études Gaxien de Béziers, soulignait la nécessité de construire de telles retenues. Ce rapport n'a jamais été suivi de réalisation. Et, de toute façon, les spécialistes du cabinet Gaxien reconnaissent que les retenues n'auraient été que très partiellement efficaces avec le débit exceptionnel du 4 octobre.

On peut aussi songer à un réseau d'alerte qui serait déclenché grâce à des capteurs répartis sur le bassin versant. C'est ce sur quoi travaille l'école des mines de Saint-Étienne, en colla-

boration avec les services municipaux de cette ville. L'étude a déjà abordé un logiciel adaptable aux bassins versants à forte pente.

YVONNE REBEYROL.

(1) Selon le *Larousse encyclopédique*, « cader » est la « nom servant à désigner les rivières d'Afrique du Nord, puis appliqué à la géographie générale à tout les cours d'eau intermittents des régions arides où l'irrigation est l'usage presque uniquement par ruissellement ».

● **Solidarité avec Nîmes.** — La Fondation de France rappelle qu'elle dispose d'un compte d'urgence et qu'elle recueille les dons des particuliers et des entreprises qui voudraient venir en aide aux sinistrés des inondations de Nîmes. Les dons peuvent être versés au crédit du compte CC 369 G ou par chèques bancaires à l'ordre de la Fondation de France, adressés à la Fondation de France, Opération Nîmes : 40, avenue Hoche, 75008 Paris.



# Chronologie

## ÉTRANGER

**1<sup>er</sup> - CHILI :** Les derniers opposants condamnés à l'exil sont autorisés à regagner leur pays. Le 24, Mme Hortensia Bussi, veuve du président Allende, rentre à Santiago après quinze ans d'absence forcée, tandis que l'opposition multiplie les réunions et les manifestations en faveur du non au plébiscite du 5 octobre (3, 6, 10, 13, 15, 17, 18-19, 22, 23 et du 27/IX au 3/X).

**2 - BRÉSIL :** La nouvelle Constitution est adoptée après dix-neuf mois de session tumultueuse de l'Assemblée constituante (4-5 et 6).

**3 - SINGAPOUR :** Aux élections législatives, le Parti d'action populaire de M. Lee Kuan Yew, premier ministre depuis 1959, remporte 80 des 81 sièges du Parlement (3 et 6).

**8 - BANGLADESH :** La déroute s'amorçant, l'aéroport de Dacca, sous les eaux depuis le 2, est rouvert, ce qui facilite l'arrivée de l'aide internationale, alors que la famine et les épidémies menacent, après des inondations d'une ampleur sans précédent, qui ont recouvert les trois quarts du pays, faisant des centaines de morts et des millions de sans-abri (du 1<sup>er</sup> au 15, 17, 23 et 25-26).

**9-17 - AMÉRIQUE :** Le cyclone Gilbert, le plus violent jamais enregistré dans les Caraïbes et le golfe du Mexique, se déplace des Petites Antilles aux côtes du Texas en provoquant plus de trois cents morts et des dégâts considérables, surtout à la Jamaïque et au Mexique (du 13 au 22).

**10-19 - VATICAN :** Pour son premier voyage en Afrique australe, Jean-Paul II se rend au Zimbabwe, au Botswana, au Lesotho, au Swaziland et au Mozambique. Le 14, le pape est contraint par le mauvais temps de faire une escale à Johannesburg : après s'être entretenu avec le ministre sud-africain des affaires étrangères, il gagne par la route Maseru (Lesotho), où une prise d'otages s'achève par la mort des quatre « terroristes » et de deux pèlerins (du 11 au 20).

**11 - ÉTATS-UNIS :** Le Suédois Mats Wilander remporte les Internationaux de tennis de Flushing-Meadow : après une finale de près de cinq heures il bat en cinq sets Ivan Lendl et le dépossède de la première place mondiale qu'il occupait depuis cent cinquante-six semaines. Le 10, la victoire de l'Allemand de l'Ouest Steffi Graf dans le tournoi féminin lui a permis de réussir le grand chelem, c'est-à-dire gagner dans la même année les championnats d'Australie, de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis (du 30/VIII au 13/IX).

**12 - LIBAN :** Le dernier otage ouest-allemand, Rudolf Cordes, enlevé le 17 janvier 1987, est libéré à Beyrouth (13 et 14).

**12-14 - FRANCE-TUNISIE :** M. Zine El Abidine Ben Ali, chef de l'Etat tunisien, se rend en France pour une visite d'Etat (10 et du 13 au 16).

**12-16 - URSS :** M. Mikhaïl Gorbatchev, de retour de vacances, se rend dans la région de Krasnoïarsk en Sibirie orientale. Ses dialogues avec la population, qui l'interrompt sur la lenteur des effets de sa politique sur le vie quotidien, sont retransmis par la télévision. Il prononce, le 16, un discours sur le désarmement et la sécurité en Asie. Mais son offre de transformer en centre spatial international le radar géant de Krasnoïarsk est rejeté par Washington, qui demande son démantèlement (du 14 au 19 et 27).

**13 - ÉTATS-UNIS :** Washington commence à payer les arriérés (708 millions de dollars au total) de la contribution américaine au budget de l'ONU (15).

## Septembre 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

**13 - INFORMATIQUE :** Neuf constructeurs de micro-ordinateurs américains, japonais et européens décident de s'unir contre IBM, accusé de vouloir verrouiller le marché (10 et 15).

**13 - IRAN-IRAQUE :** Les négociations à Genève sont suspendues et Bagdad refuse de les reprendre à New-York en raison d'une « campagne américaine contre l'Irak ». Fin août et début septembre, l'armée irakienne a lancé une vaste offensive contre les autonomistes kurdes, qui a provoqué l'exode de près de 100 000 Kurdes vers la Turquie et au cours de laquelle des villages auraient été bombardés à l'arme chimique : le 8, Washington a officiellement condamné l'Irak, contre lequel le Sénat américain a réclamé le 9 des sanctions économiques. Une demande d'enquête, adressée à l'ONU par douze pays occidentaux, est repoussée par Bagdad et Ankara (du 2 au 21 et du 25 au 30/IX, 2-3/X).

**13-14 - PROCHE-ORIENT :** M. Yasser Arafat se rend à Strasbourg à l'invitation du groupe socialiste du Parlement européen. Son discours, prononcé le 13 devant les députés socialistes européens, reste ambigu sur la reconnaissance d'Israël par l'O.L.P. Tant cette visite que la rencontre, le 14, avec M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, sont critiquées en Israël ainsi que par des organisations juives en France et dans d'autres pays de la CEE (2, 8, 9, du 11 au 17 et 21).

**17 - CORÉE DU SUD :** Le président Roh Tae Woo ouvre les XXXI<sup>es</sup> Jeux olympiques, marqués par une participation record de cent soixante pays. Le 24, le Canadien Ben Johnson remporte la finale du 100 mètres en battant son propre record du monde mais, le 27, convaincu de dopage, il est disqualifié (10, 14 et à partir du 17).

**17 - HAITI :** Le général Henri Namphy est destitué par « les sous-officiers et les soldats de la garde présidentielle ». Le pouvoir est confié au général Prosper Avril qui forme, le 19, un gouvernement civil modéré et promet des élections libres dans un délai de deux ans, avant de procéder à une profonde épurée de l'armée et de l'administration (13, 15, 16, du 20 au 27 et 29/IX, 2-3/X).

**18 - BIRMANIE :** L'armée renverse le président Maung Maung, accusé le 19 août, le général Saw Maung, un fidèle du général Ne Win, est placé à la tête de l'Etat et une sanglante répression provoque la mort de près de mille personnes. La junte militaire promet qu'une fois l'ordre rétabli des élections libres seront organisées. Tandis que l'opposition populaire accepte de former des partis politiques, les fonctionnaires et ouvriers sont contraints sous la menace de reprendre le tra-

vail après six semaines de grève (du 2 au 27 et 29/IX, 4/X).

**18 - SUÈDE :** Les élections législatives consacrent la prééminence du Parti social-démocrate, qui, avec 157 (2) des 349 sièges, et grâce au soutien du Parti communiste (21 sièges ; + 2), conserve le pouvoir. L'entrée au Parlement des Verts du Parti de l'environnement (20 sièges) se fait au détriment des formations de l'opposition de centre-droit (151 sièges ; - 20) (9, 17 et 20).

**19 - ALGERIE :** Le président Chadli recule le concept de binationalité alors que des milliers de Français d'origine algérienne protestent contre le refus des autorités algériennes d'autoriser leurs enfants à continuer leurs études dans les établissements d'enseignement français (6, 7, 10, 11-12, 21, 23 et 27).

**19 - ISRAËL :** En lançant son premier satellite, Israël devient le huitième pays capable de procéder à la mise sur orbite d'un engin spatial (20, 21 et 22).

**19 - POLOGNE :** Alors qu'un processus de négociation est engagé entre le pouvoir et l'opposition, le Parlement accepte la démission du gouvernement de M. Zbigniew Messner par 359 voix contre 1 et 17 abstentions. Le 26, M. Mirosław Rakowski, un fidèle du général Jaruzelski, est nommé premier ministre (du 2 au 22, 27, 28 et 29).

**20 - CEE :** Margaret Thatcher, lors d'un discours prononcé devant le Collège d'Europe à Bruges, plaide pour une Europe des patries et libérale (22, 23 et 27).

**20 - JAPON :** L'état de santé de l'empereur Hirohito, atteint d'un cancer du pancréas, est jugé « critique » par les médecins (du 21 au 30).

**21 - URSS :** D'importants renforts de l'armée sont envoyés à Erevan, capitale de la République d'Arménie, ainsi que dans le Haut-Karabakh, où le couvre-feu est imposé, après la reprise de l'agitation nationaliste. La grève générale est interrompue le 30 à Erevan, mais se poursuit à Stepanakert, capitale du Haut-Karabakh (11-12, 13, 16 et du 18 au 28/IX, 1<sup>er</sup> et 2-3/X).

**22 - LIBAN :** L'élection présidentielle ne peut se tenir avant le terme officiel du mandat du président Amine Gemayel, le camp chrétien ayant refusé, le 18, l'accord syro-américain sur un candidat de compromis, M. Mikhaïl Dahar. A partir du 23, le pays n'a plus de chef de l'Etat, mais est doté de deux gouvernements : l'un militaire, nommé le 22 par M. Gemayel et dirigé par le général Michel Aoun, chrétien maronite et commandant en chef de l'armée, l'autre civil, dirigé par M. Salim Hoss, premier ministre musulman par intérim depuis juin 1987 (4-5, 13, 14 et du 17 au 30/IX, 2-3/X).

**22-29 - FINANCES MONDIALES :** La coopération monétaire entre les sept pays les plus industrialisés et l'allègement de la dette des pays les plus pauvres sont au centre des discussions de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, réunie du 27 au 29 à Berlin, ainsi que des réunions financières qui la précèdent. Le 26, une poussée du dollar à 1,88 DM, 134 yens et 6,43 F est aussitôt freinée par des interventions concertées des banques centrales (16 et du 21/IX au 4/X).

**26 - ONU :** M. Ronald Reagan propose, devant l'Assemblée générale des Nations unies, la convocation d'une conférence internationale pour parvenir à l'interdiction totale des armes chimiques. Cette initiative est accueillie favorablement tant par l'URSS que par les pays de l'OTAN. Le 27, comme M. Reagan, M. Edouard Chevardnadze rend

## FRANCE

**1<sup>er</sup> -** Les propos de M. Raymond Barre, estimant dans *Paris-Match* que les grandes orientations fixées par M. Mitterrand correspondent « à ce qui est nécessaire à la France », sont critiqués au RPR et à l'UDF. A Lescop (Finistère), devant les jeunes démocrates sociaux, M. Barre souhaite la constitution d'une « force de gouvernement » capable de réunir une coalition avec les socialistes (2 et 3).

**2 -** « Durafour-crématoire », le calendrier de M. Jean-Marie Le Pen sur le ministre de la fonction publique suscite une indignation unanime dans la classe politique ainsi qu'une crise au sein du Front national. Tandis que M. Barre demande, le 5, afin d'« empêcher tout marchandage » avec l'extrême droite, l'interdiction des fusions de listes entre les deux tours des municipales, le RPR décide, le 8, de « condamner toute alliance électorale, nationale ou locale, avec le Front national » (du 4 au 23 et 30/IX, 1<sup>er</sup>/X).

**2 -** M. Michel Rocard souligne devant les jeunes de son courant réunis à Vitrolles que le gouvernement a un « projet » qui lie les préoccupations quotidiennes aux objectifs à long terme (3 et 4-5).

**2 -** M. Lionel Jospin préconise la conclusion d'un « contrat social » entre l'Etat, les régions et les syndicats d'enseignants afin de confirmer « la nouvelle priorité accordée à l'éducation nationale » (du 2 au 7).

**2 -** M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, modifie le programme de construction de nouvelles prisons lancé par M. Alain Chalon, son prédécesseur. Le nombre de places est ramené de 15 000 à 13 000, réparties sur 25 sites (du 4 au 9).

**5 -** Le professeur Léon Schwartzberg, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, deux mois après sa démission forcée du gouvernement, obtient à la fin de l'émission le niveau record de 93 % d'opinions favorables (7 et 11-12).

**8 -** M. André Sainjon, considéré comme proche des renouveaux communistes, démissionne de son poste de secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT (14, 15, 17 et 18-19).

**9 -** M. Rocard exprime dans l'*Expansion* ses réserves sur le calendrier d'harmonisation des taux de TVA proposé par la Commission européenne d'ici à 1993 (du 9 au 15, 20, 21 et 22).

**9 -** Les professeurs Milliez, Schwartzberg et Chermant l'ont un « appel solennel » en faveur d'un « dépitage généralisé, mais volontaire » du SIDA (du 10 au 13).

**9 -** M. Franz-Olivier Giesbert passe de la direction de la rédaction du *Nouvel Observateur* à celle du *Figaro* (11-12 et 24).

**12 -** Les sept experts de l'audiovisuel nommés le 4 juillet remettent leurs propositions de réformes au gouvernement. Du 20 au 22, M. Rocard consulte MM. Mauroy (PS), Méhaignerie (CDS), Juppé (RPR), Léotard (PR) et Marchais (PC) sur l'instauration d'un conseil de régulation de la CNCL (13, 15, 16, 22 et 29).

**12 -** L'entrée de Canal Plus dans le capital d'Havas est confirmée. Elle est destinée à rééquilibrer le pouvoir au sein du « noyau dur », formé en 1987 lors de la privatisation et constitué de proches du RPR (15, 16 et 29).

**12 -** L'UAP annonce un accord d'alliance avec Sun Life, quatrième compagnie d'assurance-vie britannique, dans la perspective du marché unique européen (13 et 23/IX, 2-3/X).

**13 -** M. Michel Delebarre confirme que l'Airbus A-320 doit être piloté à deux, et non à trois comme le demandent des pilotes et mécaniciens d'Air Inter qui font grève en semaine, le matin avant 8 heures, depuis six mois (1<sup>er</sup>, 8, 14, 15, 22, 24 et 25-26).

**14 -** Le conseil des ministres approuve le plan pour l'emploi présenté par M. Rocard. Tout en prévoyant de nouvelles mesures sociales, il met l'accent sur le traitement économique du chômage en allégeant le coût de la main-d'œuvre pour les PME (6, 8, du 14 au 17, 21 et 27).

**16 -** M. Rocard assiste à Toulon au retour du porte-avions *Clemenceau* qui était chargé depuis juillet 1987 de « protéger les intérêts français » dans la région du Golfe (6, 17 et 18-19).

**18 -** Les deux candidats du RPR sont élus lors de législatives partielles dans l'Oise (10, 13, 18-19 et 20).

**21 -** Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1989, qui ramène le déficit de 115 à 100 milliards de francs. L'abondance des rentrées fiscales, due à la croissance plus forte que prévu, permet d'augmenter les dépenses de 4,5 %, avec priorité à l'éducation, la recherche, la culture et l'emploi, tout en réduisant les impôts : ceux des consommateurs, par des baisses de taux de TVA, et ceux des entreprises, en ramenant de 42 % à 39 % le taux de l'impôt sur les sociétés pour les seuls bénéfices réinvestis (1<sup>er</sup>, 2, 6, 8, 9 et du 20 au 24).

**21 -** Au Conseil économique et social, le projet d'avis sur la Sécurité sociale et son financement, rédigé, à la demande du gouvernement, par M. Yvon Chotard (CNPFP), est rejeté par la section des affaires sociales (9, 17, 20, 23, 28 et 29).

**21 -** M. Pierre Bérégovoy proteste contre la volonté des banques d'augmenter les cotisations

annuelles sur les cartes bancaires. Une enquête est ouverte pour entente illicite (du 22 au 27/IX, 1<sup>er</sup> et 2-3/X).

**22 -** M. Jospin lance une campagne destinée à susciter des vocations d'enseignants parmi les étudiants. Une augmentation de 40 % du nombre de postes offerts aux concours de recrutement est prévue pour 1989, alors que 3 066 des 16 268 postes au concours en 1988 n'ont pu être pourvus (20 et 23).

**22 -** L'indice CAC de la Bourse de Paris atteint 371,6, retrouvant son niveau d'avant le krach d'octobre 1987. Le 30, il s'inscrit à 380,2, en hausse de près de 10 % en un mois et de 35,6 % depuis le début de l'année (24 et 25-26/IX, 2-3/X).

**22 -** En août, le déficit du commerce extérieur s'est élevé à 9 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,1 % et les prix ont augmenté de 0,3 % (17, 24 et 28/IX, 1<sup>er</sup>/X).

**23 -** La commercialisation du produit abortif RU-486 est autorisée, mais il ne pourra être utilisé que dans les centres d'orthogénie (24 et 25-26).

**25 -** Le premier tour des élections cantonales est marqué par un taux record d'abstentions (50,87 %) qui provoque un débat sur le regroupement des scrutins locaux. Le rapport des forces entre la droite (50,29 % dont 5,24 % pour le FN) et la gauche (47,86 % dont 13,39 %

pour le PC) varie peu par rapport aux cantonales de mars 1982 qui concernaient les mêmes cantons (8 et à partir du 14).

**26 -** M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, met en cause le « discours sur l'ouverture » et la « politique consensuelle » de M. Rocard pour expliquer le taux élevé d'abstentions aux cantonales (du 27 au 30).

**26 -** Le mouvement de protestation des surveillants de prison s'étend : ils refusent d'extraire ou d'incarcérer les détenus et bloquent les parloirs avec les avocats (13, 15, 16, 17, 23, 25-26 et à partir du 29).

**27 -** M. Jacques Friedmann, président d'Air France, est remplacé par M. Bernard Attali (29).

**28-29 -** Des achats massifs d'actions Bouygues font monter le cours du titre de 44 %, avant une recrudescence de 16,5 %, le 30. En deux semaines, près de 16 % du capital ont changé de mains (à partir du 29).

**29 -** Les infirmières suivent à 80 % un mot d'ordre de grève nationale (18-19, 22, 25-26 et du 29/IX au 1<sup>er</sup>/X).

**30 -** Le travail reprend dans l'audiovisuel public après deux semaines d'un conflit de grande ampleur, marqué par des grèves dans toutes les sociétés du service public, dont Antenne 2, FR 3 et Radio-France (8 et du 14/IX au 3/X).

## CULTURE

**4-5 -** La tournée mondiale de concerts rock, organisée à l'initiative d'Amnesty International pour célébrer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, passe par Paris au Palais omnisports de Bercy (4-5 et 6).

**5 -** Mort de Gert Fröbe, acteur allemand (7).

**9 -** La *Legende du saint bouvier*, film italien d'Ermanno Olmi, obtient le Lion d'or de la 45<sup>e</sup> Mostra de Venise (du 30/VIII au 12/IX).

**13 -** La III<sup>e</sup> Biennale internationale de la danse s'ouvre à Lyon avec pour thème : Quatre siècles de danse en France (15, 18-19 et 20).

**16 -** Une rétrospective de l'ensemble de l'œuvre électroacoustique et concrète composée depuis quarante ans par Pierre Henry commence au Musée d'art moderne de la ville de Paris (20).

**17 -** Les *Soldats*, opéra de Bernd Alois Zimmermann, mis en scène par Harry Kupfer, ouvre le Festival d'art contemporain Musée de Strasbourg (20/IX et 1<sup>er</sup>/X).

**21 -** Le Musée d'Ossay présente les œuvres de jeunesse (1859-1872) de Cézanne (21).

**23 -** Le Festival d'automne consacre un hommage à Karlheinz Stock-

hausen : son dernier opéra, *Montag aus Licht*, est présenté, en version de concert, au Théâtre des Champs-Élysées et un cycle de musique de chambre (trois créations mondiales et dix françaises) est donné en dix concerts à l'Opéra-Comique (22 et 27/IX, 1<sup>er</sup>/X).

**24 -** Quarante-trois tableaux de Vieira da Silva sont exposés au Grand Palais pour les quatre-vingts ans de l'artiste portugaise (24).

**24 -** Mort de Louise Leiris, propriétaire d'une très importante galerie de tableaux à Paris (2-3/X).

**27 -** Jacqueline Maillan et Michel Piccoli interprètent au Théâtre du Rond-Point le *Retour au désert*, comédie de Bernard-Marie Kolta, mise en scène par Patrice Chéreau (28/IX et 8/X).

**28 -** La sortie en France de *La Dernière Tentation du Christ*, de Martin Scorsese, est accueillie par des manifestations, parfois violentes. Le film, contesté par la hiérarchie catholique, provoque des attaques très vives d'organisations religieuses traditionnelles ou intégristes dans le monde entier (1<sup>er</sup>, 4-5, 7, 8, 9, 22, 24, 27, 29 et 30).

## Un choix d'enquêtes et de reportages

- JAPON : les répercussions sociales de la prospérité (1<sup>er</sup>).
- CHINE : le renforcement des pressions sur le Tibet (2).
- FRANCE : la rentrée littéraire (2 et 23).
- URSS : l'énorme scandale de la « Mafia soviétique » (4-5).
- MÉDECINE : le traitement des calculs urinaires (7).
- ÉTATS-UNIS : les marginaux dans la campagne présidentielle (8).
- CAMPUS : des lycées au secours des régions (9).
- CANADA : des Indiens en quête d'une identité (8).
- CORÉE DU SUD : à l'heure olympique (9).
- FRANCE : les dépenses de Mitterrand (9).
- FRANCE : la réforme de l'aide au logement (9).
- AFFAIRES : la plus grande agence de « pub » (10).
- FRANCE : la « justice masquée » de Radio-Skyrock (13).
- BURKINA-FASO : la politique de « rectification » de Blaise Compaoré (14).
- MÉDECINE : des médicaments dépourvus comme stupéfiants (14).
- OLYMPIQUE : le système Samaranch au CIO (15).
- CAMPUS : la flamme des MBA européens (15).
- AFFAIRES : For des JO (17).
- SCIENCES : le 25<sup>e</sup> anniversaire de la théorie de la tectonique des plaques (21).
- ISRAËL : le problème palestinien (22).
- CAMPUS : l'accueil et l'orientation des étudiants (22).
- AFFAIRES : les Japonais investissent en France (24).
- FRANCE : Marseille en chantier (27).
- MÉDECINE : empreintes génétiques, les scellés du vivant (28).
- RFA : M. Genscher, champion de l'Europolitik (29).
- JAPON : la rapin la plus homogène qui soit (30).



## PATRIMOINE

### La rénovation de l'abbaye aux Dames à Saintes

## Un enjeu à long terme

**Week-end culturel pour le président de la République qui devait retrouver les rives de sa Charente natale. Il était attendu le 9 octobre pour l'inauguration d'une bibliothèque à Saint-Jean-d'Angély et à Saintes pour la visite de l'abbaye aux Dames récemment restaurée.**

Vendredi 7 octobre, en début de matinée, devant la prison de Saintes, les gardiens en grève distribuaient des tracts aux rares passants pour expliquer leur action. Quelques rues plus loin, les badauds étaient plus nombreux pour regarder les ouvriers achever, entre deux averses, le montage des gradins destinés à accueillir les spectacles du lendemain.

Ceux-ci sont donnés pour fêter la rénovation complète de l'abbaye aux Dames. Dimanche, M. Mitterrand, après l'inauguration d'une bibliothèque à Saint-Jean-d'Angély, dans le nord du département, devait admirer des bâtiments qui ont retrouvé, sinon leur état d'origine, du moins une fraîcheur et des affectations nouvelles.

L'abbaye semble avoir accumulé, au cours des siècles, une partie des malheurs énumérés par Jacques Dufilho dans son célèbre sketch, la



**Visite de la chapelle.** Dévastée par les Anglais, incendiée par les huguenots, socagée par les sans-culottes, bombardée par les Américains, l'abbaye aux Dames est « entièrement d'époque ». De toutes les époques, bien sûr.

Elle a été fondée en 1047, son église romane du douzième siècle. Son cloître du douzième siècle a disparu pendant un épisode de la guerre de Cent Ans. Ses coupoles,

qui l'apparentaient aux basiliques de Poitiers ou d'Angoulême, brûlèrent pendant les guerres de Religions. Sa riche décoration intérieure disparut pendant la Révolution et le couvent du dix-septième siècle servit de cantonnement aux troupes impériales. Pendant tout le dix-neuvième siècle, l'ensemble des constructions, désormais propriété de la ville, fut concédé à l'armée. Le 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie occupa les lieux jusqu'en 1919. Les militaires construisirent un étage dans l'église qu'ils percèrent d'ouvertures irrégulières. Un nouveau bâtiment fut même élevé dans l'ancien périmètre religieux. Ce dernier fut en partie détruit par un raid aérien, juste avant la Libération.

### Des volumes retrouvés

Si l'église a été restaurée et rendue au culte en 1939, ses vastes dépendances laissées à l'abandon furent occupées par des familles démunies. Celles-ci s'entassèrent comme elles purent dans ces locaux délabrés.

Entreprise il y a une douzaine d'années, la campagne de rénovation a permis de redonner une belle allure aux sévères bâtiments classiques qui ciment l'église romane. Les portes dégragées laissent voir leurs décorations baroques. Les pièces débarrassées de leurs cloisons parasites ont retrouvé leurs volumes. On peut regretter l'ouverture de baies vitrées sous les arcades d'un édifice qui fait office de cafétéria ainsi que le pansage vaguement postmoderniste qui joint les deux

morceaux de la caserne du siècle dernier.

Le reste de la restauration est exemplaire. D'autant que la municipalité a su reloger sur place une partie des anciens locataires dans des conditions décentes. Et que les espaces vacants ont été pourvus d'équipements culturels, qui peuvent sembler incongrus, comme cette maison de polichinelle qui doit accueillir des spectacles de marionnettes de toute l'Europe et de l'Italie en particulier, ou prestigieux comme l'Académie de musique ancienne (voir notre encadré).

On trouve également, volutés et sentant encore la chaux, des salles de concert ou des amphithéâtres pour les colloques, des espaces de travail pour les musiciens, voire des logements pour les artistes de passage. Une exposition d'œuvres graphiques de Chagall est organisée dans l'ancienne salle capitulaire. Un ensemble un peu modeste pour l'abbaye qui mérite mieux.

La réalisation de ce complexe culturel est un signe. Devant la désindustrialisation croissante de sa ville, le maire de Saintes, M. Michel Baron, semble décidé à jouer à fond la carte culturelle pour lui redonner le tonus qui lui manque : « Dans l'Europe de 1993, Saintes doit s'affirmer comme la ville des grandes rencontres », déclare-t-il. La réouverture de l'abbaye aux Dames pourra contribuer au succès de cette ambition qu'il n'est pas seul à partager.

EMMANUEL DE ROUX.

## Choeur de l'Europe

« Vous avez dû connaître tout cela en ruine », dit Philippe Herreweghe, grand patron de la musique à Saintes, nous faisant les honneurs, vendredi 7 octobre, d'une abbaye aux Dames rénovée. C'est vrai. Mais le délabrement du bâtiment — l'herbe y a quinze ans poussait sous les dalles — n'avait pas empêché Alain Paquier, son prédécesseur, de mettre là, dès cette époque, les interprètes français à l'école des chefs de file de la nouvelle authenticité baroque. C'est par Saintes, son festival et son académie de musique ancienne, qu'est alors passée l'idée, en France, que Bach et Monteverdi ne s'interprètent pas comme Strauss et Brahms.

Paquier est allé semer ailleurs. Herreweghe, met désormais les bouchées doubles, avec des moyens financiers autrefois inespérés et selon un plan de carrière tout à fait clair. Aux activités estivales, résolument cosmopolites depuis trois ans (1987 : l'Espagne ; 1988 : l'Angleterre), s'est greffé un grand projet de formation respectant avec scrupule le saintonisme d'un Grand Choeur de l'abbaye aux Dames et stages étalés sur l'année autour d'un des grands monuments du répertoire choral. Ce travail de fond aboutira cette année à l'exécution du *Requiem* de Brahms sous la direction d'Herreweghe lui-même (13 juin) et à son enregistrement ultérieur chez Harmonia Mundi par ce choral amateur.

### Des individualités magnifiques

Mais oublions Saintes un instant et revenons sur le passé d'Herreweghe. En 1959, il fonde à Gand, sa ville natale, le Collegium vocale, petite formation chorale, première victoire d'une veste campagnole. « Puis, dit Herreweghe, j'ai fondé en France la Chapelle royale, groupe vocal et instrumental de plus grande ampleur, impossible de ne recruter, à l'époque, que dans les conservatoires français : la formation en musique ancienne était encore embryonnaire. La Chapelle royale comprenait donc plus de la moitié d'étrangers : le gouvernement français faisait des difficultés pour la subventionner. Résultat, j'ai changé mon fusil d'épaule : à nouveau, j'ai cherché de jeunes chanteurs français. J'en ai entendu plus de mille et gardé trente : des voix vertes, traditionnellement formées, mais belles. La nouvelle Chapelle est l'instrument qu'il faut pour le grand motet français, Mendelssohn, Fauré. »

Le chef belge concédait que le Moyen Âge et la Renaissance précèdent ne sont pas son domaine, restait à occuper le terrain du pré-baroque : c'est là qu'on revient à Saintes. La dernière bataille engagée et probablement gagnée par Herreweghe, c'est l'Ensemble vocal européen, baptisé samedi et désormais basé administrativement (ainsi que la Chapelle royale) à l'abbaye aux Dames.

Treize chanteurs, français, belges, hollandais, anglais, un Allemand : trois sopranes, deux contraltos et une mezzo, quatre ténors, trois barytons-basses. Certains (comme Peter Kooyl) mènent déjà une brillante carrière de soliste avec les meilleurs ensembles spécialisés. Renaud Machart (l'un des trois Français avec le contre-ténor Vincent Daras et le ténor Hervé Lamy) dirige l'ensemble contemporain Musique oblique.

Des individualités magnifiques, donc, même si le groupe flirte encore un peu avec le diapason (le contrepoint à cappella est, est vrai, impitoyable) et même si dans le travail de lecture (ils ne se connaissent que depuis cinq jours !) leurs réactions sont encore un peu lentes.

Herreweghe voudrait, avec eux, modifier l'image d'austérité attachée à Lassus ou à Josquin des Prés : « Il y a du Giotto, du Michel-Ange, de vraies folles expressives dans cette musique d'apparence froide », dit-il. Après les avoir entendus répéter trois heures un programme qu'ils redonneront dans la foulée plus de dix fois avant de le ramener à Paris (1), on croit aux chances européennes de ce chœur sur le terrain du pré-baroque, jusqu'à l'ère occupée par des ensembles anglais.

ANNE REY.

(1) Les treize membres de l'Ensemble vocal européen — ils pourraient être seize pour certains répertoires — se réunissent deux ou trois fois par an pour élaborer sur des périodes très courtes un programme qu'ils redonneront ensuite douze fois. Ainsi ces professionnels sont-ils assurés d'un gain minimal de 20 000 F environ pour une période de travail en commun de trois semaines. Le lieu de répétition sera chaque fois choisi en fonction de la nationalité du compositeur exécuté (Madrid pour un programme Victoria en 1989). Le groupe a la caution officielle du Conseil de l'Europe, qui lui verse pour l'instant 40 000 F de subvention (l'essentiel du financement venant de l'Etat français, de la ville, de la région, de l'AFAA, mais aussi d'Eurocrédit ou de la communauté flamande).

## THÉÂTRE

### Marie Guittier répète à Bobigny

## Comment se passer des mots

**Après vingt ans dans une troupe, La Salamandre, Marie Guittier a choisi l'indépendance. Elle en assume les inconvénients comme les avantages.**

Dans la pièce de Thomas Bernhard, Minetti, présentée à Bobigny, il y a un personnage qui parle — l'acteur allemand Bernard Minetti, représenté par l'Anglo-Américain francophone David Warrilow, — un bouffon sarcastique (Pierrot) et une femme qui écoute sans rien dire. Les rôles muets très présents sont ce que l'on appelle payants, encore faut-il que le tenant du rôle ait une personnalité extrêmement forte. Voilà pourquoi le metteur en scène, Joël Jouanneau, s'est adressé à Marie Guittier.

Dans la vie civile, Marie Guittier est quelqu'un de discret, et peut-être que le public — non professionnel en tout cas — ne connaît pas son nom. Mais si on rappelle que, pendant vingt ans, elle a joué dans pratiquement tous les spectacles de La Salamandre, il se souvient de la fille pauvre dans *Attention au travail*, de la fille malade dans les *Bau-Fonds*, de la pute dans les *Crachats de la lune*. Elle a même été une Agrippe sauvage dans *Britannicus*, une veuve contrainte à prendre l'identité de son mari pour travailler dans *Max Gericke* de Manfred Karge...

Après les *Crachats de la lune*, la troupe de La Salamandre — depuis 1975 Centre dramatique du Nord — s'est dissoute. Marie Guittier a enchaîné avec la reprise d'une pièce de Franz Xaver Kroetz, montée par Gilles Chavassieux, *Ni chair ni poisson* : « J'ai eu deux ans de blanc, pour ne pas dire de chômage », dit Marie Guittier, pendant lesquels j'ai fait des travaux dans mon appartement, et j'ai essayé de rentrer des gens. J'ai envoyé des lettres, vu des spectacles, essayé de me tenir au courant. Mais on ne sait jamais ce qui se prépare, il n'y a rien, pas un journal professionnel, pas un organisme qui rassemble les informations. On attend que les metteurs en scène vous fassent signe. Et, finalement, j'ai été contactée par des gens qui me connaissent : Michel Dubois, avec qui j'ai joué l'Elon, or, de Daniel Lemahieu, et Joël Jouanneau. »

En France, les troupes sont rares, remplacées par des « familles », très fermées. De plus, comme la situation des metteurs en scène indépendants se fait chaque année plus précaire, les occasions pour les comédiens *free lance* de travailler dans la continuité s'amenuisent. Marie Guittier pourtant ne regrette pas son confort passé : « Vingt ans dans la même famille, ça suffit. On est tellement protégé économiquement, et aussi intellectuellement, avec quelqu'un qui décide pour soi... On est là, dans une bulle, on a besoin de devenir adulte. »

« La difficulté, c'est qu'on n'arrive pas, en tout cas moi je n'arrive pas, à établir un projet à moyen terme. On attend, la proposition arrive, et tout de suite on s'investit sans prendre le temps de

réfléchir. La plupart du temps, comme on vous engage pour ce qu'on vous a vu faire, on ne vous demande rien d'autre. Mais les quelques expériences extérieures que j'ai eues depuis mon départ de La Salamandre représentent une ouverture indispensable. Quand j'ai lu la pièce de Lemahieu, par exemple, je me suis demandé comment faire vivre sur scène cet Ovid... Peu importe le résultat, pour moi il s'agissait d'un défi auquel j'ai répondu. Même chose avec Minetti. Je me suis dit : « Comment être une oreille, comment me passer des mots. »

« Je regarde David Warrilow, il possède un incroyable pouvoir de concentration, il dégage une lumière. C'est positionnement de voir comment il fonctionne, comment il gère tout ça. Je ne sais pas ce que ça va donner, tout ce que je peux dire est que, pour nous, c'est bien. Joël Jouanneau est clair, les répétitions se passent sans psychodrame. Bien sûr, on ne peut pas faire de théâtre sans crises, sans passion. Cependant, il est possible d'en faire sans installer de faux rapports. Le metteur en scène possède un pouvoir sur les autres, et il l'exerce, c'est normal. Mais à partir du moment où on est d'accord avec lui, il n'a pas besoin d'en rajouter pour affirmer ce pouvoir. De toute façon, il est impossible d'aller jusqu'au bout tout en étant à côté de ce qu'il demande, puisque le spectacle tient sur sa conception. On peut le faire plus ou moins bien, mais on est forcément dedans. »

### Besoin d'un masque

« Personnellement, j'applique une sorte de méthode. J'ai besoin d'un masque. C'est-à-dire, par exemple, que je ne peux pas répéter dans mes vêtements. J'ai besoin de ne pas être la même sur le plateau et chez moi. J'ai besoin de donner des trucs qui ne m'appartiennent pas et, pour ça, il me faut un signe extérieur du personnage que j'interprète. Par la suite, peut-être, quand je l'ai trouvé, je peux me passer du masque. Je regarde autour de moi. Des gens qui ne portent pas d'objets, rien à voir avec la méthode des Américains, qui vont passer des mois dans la zone quand ils jouent un clochard. Je cherche des signes de théâtre. Je travaille sur des images. J'observe. Quelquefois sur une photo, dans la rue, je rencontre un regard. La personne n'a peut-être aucun rapport avec mon personnage, mais son regard, oui. »

« Jusqu'à présent, j'ai très peu tourné au cinéma. Je ne connais pas assez le travail sous cet angle pour l'aimer. Je pense d'abord théâtre. Même si, ces dernières années, dans le laxisme ambiant, on finit par trouver un peu de qualité à un peu tout. Les sujets de polémique manquent. Ma conception du métier de comédien reste encore très, je ne dirais pas militante, mais civique. J'aime ça. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

★ Maison de la culture de Bobigny, à partir du 11 octobre.

## ARTS

### Etienne-Martin à la Salpêtrière

## Un panthéiste dans la chapelle

**Hommage en trente-huit sculptures pour Etienne-Martin, chante de la nature et barde du grand tout.**

L'idée est séduisante : montrer de la sculpture contemporaine, parente pauvre de toutes les expositions, dans la somptueuse chapelle de la Salpêtrière aux voûtes hautes et aux vastes proportions.

L'idée est séduisante, mais malaisée à mettre en œuvre : il y a trop de confessionnels, de balustrades, d'autels et de sculptures classiques dans leurs niches pour que la conjonction de l'actuel et de l'ancien ne tourne pas à la querelle ou au chaos. On le voit dès l'entrée : les bois d'Etienne-Martin sont mal à l'aise dans ce lieu. Des relations incongrues s'établissent. La patine et le grain de telle pièce abstraite semblent faire écho à la patine et au grain de telle membrane d'origine.

Le plâtre des *Demeures*, larges cavernes couleur de chaux, se distingue mal de la pierre des murs. On croirait que l'architecture a entrepris de dévorer et de digérer les sculptures qu'elle abrite. Seules se défendent contre le canibalisme les assemblages peints, ceux que la polychromie et l'hétérogénéité des matériaux font ressembler à des

reliquaires barbares ou à des ostensoirs papous. Rouges, bleus, verts, ornés de poils, de tissus, de cordes et d'éléments métalliques, ils affirment crûment leur primitivisme d'inspiration et de facture.

Primitivisme en effet, et poussé jusqu'au paroxysme et au système : nul bronze, nulle figure ici, à l'exception de la *Nuit d'Oppède*, manifeste néo-gauginien et surréaliste de 1942. Avec constance et cohérence, Etienne-Martin n'a cessé depuis un demi-siècle de cultiver le même sol, celui dont sont sorties les colonnes de Brancusi.

Son travail paraît n'avoir qu'un dessein : exalter le biologique et non l'érotique, le matériel et non le charnel. Ayant déclaré que « l'homme ne quitte jamais le ventre de sa mère », il a conçu l'essentiel de ses pièces comme des célébrations païennes de la fertilité. Les unes phalliques, les autres maternelles, formées de masses globuleuses ou ovulaires, agrégées de cellules, grappes gonflées, ses sculptures cherchent moins la sublimation que la communion. Elles préfèrent l'évidence à la grâce et le culte de la Mère Nature à celui de la Beauté.

Que son entreprise ait sa logique, sans doute. Il serait aisé de décoller l'itinéraire qui mène du romantisme allemand à l'abstraction panthéiste,

puis de Kupka et Brancusi à Etienne-Martin.

La préférence accordée au bois sur le bronze, au matériau brut sur le matériau élaboré, l'indifférence affichée à l'égard de tout ce qui serait style, ellipse, allusion et légèreté, le choix de certains titres — *l'Univers maternel*, *Nuit ouvrante*, le *Bouclier du temps* — sont autant de signes et de symboles.

On est peu surpris de lire, dans sa préface au catalogue, qu'Harald Szeemann, commissaire de l'hommage, définit l'art par « le retour aux sources de l'enfance » et ne croit pas pouvoir faire un plus grand compliment à Etienne-Martin qu'en le comparant à Beuys. Tous deux, ou trois, ont en commun le même credo écologique et panthéiste, agrémenté d'ésotérisme et de souvenirs de Gurdjieff et Swedenborg. Peut-être est-ce pour cela que la « greffe » ne tient pas et que l'architecture de la chapelle a tant de peine à s'accommoder des fétiches organiques d'Etienne-Martin : parce qu'il y a entre eux bien plus qu'une distance temporelle, une incompatibilité absolue d'esthétique et de morale.

PHILIPPE DAGEN.

★ Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, jusqu'au 15 novembre.

## MUSIQUES

### Naissance d'une société Richard-Strauss française.

Un gala patronné par Elisabeth Schwarzkopf et de nombreuses personnalités, ce samedi 9 octobre aux Champs-Élysées marque la naissance officielle d'une société Richard-Strauss française, cadette de la vénérable société munichoise. Cette toute jeune institution est pour l'instant financée, ainsi que le gala baptismal, par une mécène passionnée, M<sup>me</sup> Lucette Laurent-Chéreau. Pour l'avenir, les sponsors sont sollicités.

Un centre de documentation — encore en gestation mais dont le modèle est la Bibliothèque Gustav-Mahler — devrait permettre aux chercheurs français de disposer de toute la documentation nécessaire (la traduction d'ouvrages étrangers, l'élaboration de thèses, seront suscitées) et d'une vidéothèque complète.

En 1989, année d'un double anniversaire Richard Strauss (cent vingtième de la naissance, quarantième de la mort), une grande exposition sur les rapports du musicien et de la France sera mise sur pied avec l'aide de la Bibliothèque nationale. Wolfgang Sawallisch, organisateur d'un brillant été Richard Strauss à l'Opéra de Munich cette année, sera invité en 1991 pour un grand cycle lyrique consacré au musicien bavarois.

A. R.  
★ Fondation Richard-Strauss à Paris : 20, rue Geoffroy-Lassalle, 75003. Tél. : 42-77-07-41. A Munich : C/O Stephan Kohler, 10, Sonnenstrasse, 8 München 2. Tél. : 233-80-24.



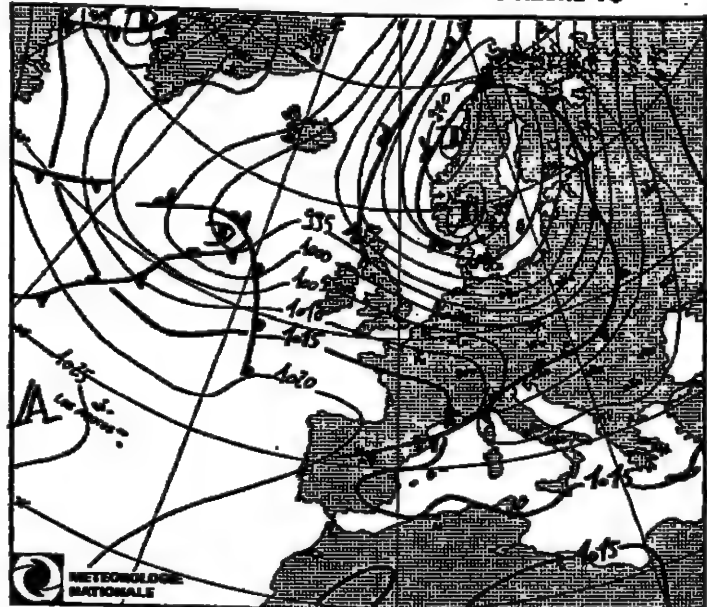




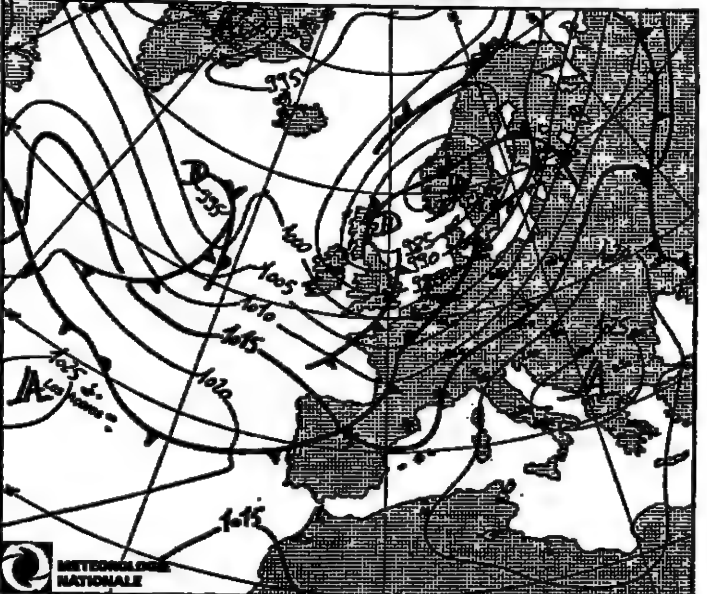
# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 OCTOBRE 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 OCTOBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 octobre à 0 heure et le dimanche 9 octobre à 24 heures UTC.

Un rapide courant perturbé dans un flux de sud-ouest nous apportera de la douceur, un peu de pluie et du vent sur le nord-ouest du pays. Mais l'anticyclone centré en Méditerranée protégera en partie les régions méridionales.

Dimanche : temps doux et humide. Sur la moitié nord du pays, la grisaille prédominera tout au long de la journée. Il pleuvra même un peu. Ces pluies seront cependant plus marquées sur les côtes de la Manche et sur l'extrême Nord du matin, et dans l'après-midi de la Bretagne et des Pays de la Loire, au Nord-Picardie où l'orage pourra même se faire entendre.

Sur la moitié sud, on pourra profiter du soleil en matinée. Le ciel sera même clair près des Pyrénées ainsi que près de la Méditerranée. Mais, petit à petit, au fil des heures de l'après-midi, les nuages deviendront plus nombreux. Il tombera même après quelques gouttes sur le Sud-Ouest, le Massif Central et sur la région Rhône-Alpes. Sur la Langue-d'Oc-Roussillon et sur la Provence-Côte d'Azur, le ciel s'assombrira en fin d'après-midi alors que la Corse gardera le soleil jusqu'à son coucher.

Le vent, de secteur sud-ouest, soufflera assez fort sur le quart nord-ouest du pays. Il sera même fort sur les côtes de la Manche et sur les côtes bretonnes, mais il y faiblira un peu dans l'après-midi en s'orientant au nord-ouest. Côté températures, on aura au lever du jour 9 à 12 degrés sur les régions de l'Ouest et sur le littoral méditerranéen, 6 à 8 degrés ailleurs. L'après-midi, il fera au maximum 15 à 19 degrés sur la moitié nord et de 19 à 23 degrés plus au sud.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4848

HORIZONTALEMENT

I. Atténue fortement les effets de l'ivresse. Peut se faire frapper par quelqu'un qui a la main lente. — II. Tond des pièges. N'ont même pas un peu de tenue. — III. Devient sombre en voyant tout noir. Rendement possible de multiples échanges. — IV. Ne permet tout de même pas de gagner sur tous les tableaux. Bien cuit. — V. Prenant trop souvent des coups. Remplissent des caisses. — VI. Ne se montre guère actif. Arracher de l'herbe. Ne passe pas vite. — VII. Facilite une ouverture. Permet aux petits roussins de faire les grandes rigolades. Utile à celui qui a l'habitude de se serrer la ceinture. — VIII. Sont amenés à percer. On y a fait des sorties remarquables. Note. Inspire le respect. — IX. Perdrait un peu de lui-même. On y met parfois du beurre dans les épaves. — X. Préposition. Telle qu'on a peut-être fait tache d'huile. Certains veulent à ce qu'il soit bien appliqué pendant le travail. — XI. D'aucuns y ont fait leur trou dans la vie. Qui permet donc de bâtir. Nombreux furent ceux qui leur ont ouvert leur bourse. Note. — XII. Ne fait évidemment pas la chaîne. Endroit où l'on s'éclaircit beaucoup. — XIII. Souvent apportée après avoir été demandée. Contribue à faire tourner un moulin. Capable d'engendrer la mélancolie. — XIV. Condamnée à souffrir plus ou moins fortement. On ne saurait dire qu'il n'y a rien de bon à en tirer. Conjonction. — XV. Visibles près de certaines rides. Provenant, en quelque sorte, qu'on a échappé aux mauvais traitements.

VERTICALEMENT

1. A du travail sur la planche. Coup de main. — 2. Coup à prendre. Récolte bien plus qu'il ne sème. — 3. Est idéal pour passer du coq à l'âne. Sont mangés par les racines. — 4. Avec eux, on peut toucher du bois. A du travail par-dessus la tête. Ne perd donc pas la tête. — 5. Moyen de ne pas mélanger les torchons et les serviettes. Franchement simple. Préposition. — 6. Où il en est un qui a vaincu ses futurs alliés. Qui a fait plus que jeter le froc aux orties. Offre la victoire ou conduit à la déception. — 7. Mit bien du

Solution du problème n° 4847

Horizontalement

1. Baillet. 2. Adouc. 3. Lit. Ob. Abus. 4. Lousic. 5. Ous. 6. Ni. 7. T. 8. R. 9. O. 10. S. 11. S. 12. S. 13. S. 14. S. 15. S.

Verticalement

1. Billetterie. 2. Adouc. 3. Lit. Ob. Abus. 4. Lousic. 5. Ous. 6. Ni. 7. T. 8. R. 9. O. 10. S. 11. S. 12. S. 13. S. 14. S. 15. S.

## Médecine

### La poursuite du mouvement de grève des infirmières

Les négociations entre le ministre de la Santé et de la Protection sociale, M. Claude Evrin et les syndicats de personnels hospitaliers ont été suspendues, vendredi 7 octobre, en fin d'après-midi.

Elles devaient reprendre lundi. La coordination d'Ile-de-France des infirmières devait proposer à la réunion nationale des délégués des coordinations de province d'organiser, le 13 octobre, une manifestation nationale des infirmières de toute la France à Paris.

On notait, le vendredi 7 octobre, deuxième jour de la grève de personnels de santé, une baisse sensible du nombre des grévistes.

## Les « piqueuses » de Dreux

DREUX de notre envoyée spéciale

« Dans dix-huit ans, je planifierai à 10 000 F par mois », Dominique, trente-sept ans, surveillante au centre hospitalier général de Dreux (CHG) ne se fait plus guère d'illusions. Mais, à l'image de ses collègues infirmières, elle ne veut pas continuer à se taire. « Finies les bonnes sœurs », Jeudi 6 octobre, à l'hôpital de Dreux, la totalité des infirmières déclarait faire grève tout comme 50 % du personnel hospitalier.

recherche d'une reconnaissance de leur rôle dans l'hôpital, et plus généralement dans la société. « Nos salaires sont à la mesure de la considération que la société veut bien nous accorder », a expliqué un délégué CGT au directeur du cabinet du préfet d'Eure-et-Loir, M. Bousquet, qui recevait plusieurs délégations de manifestants — parmi lesquelles la délégation de Dreux — jeudi en milieu d'après-midi à Chartres.

Reconnaissance salariale certes. La coordination de Dreux demande, à l'instar de la coordination d'Ile-de-France, 2 000 F d'augmentation pour les infirmières, l'obtention d'un troisième mois et l'intégration des multiples primes (dont une de 15 F pour l'usure des chaussures) dans le salaire. Mais aussi, et peut-être surtout une reconnaissance statutaire. Jacqueline Zerbini, syndiquée à la CGT et membre de la coordination drouaise, énumère les revendications de ses collègues : suppression de l'arrêt de décembre 1987 qui ouvre — crise des vocations — oblige — les écoles d'infirmières à des hommes et des femmes n'ayant pas forcément un bon niveau d'études, réforme du statut de l'infirmière et assurance de pouvoir parfaire sa formation dix jours par an.

posée, faire entendre leur voix propre, de l'autre les syndicats — réunis au sein d'une intersyndicale départementale FO-CGT-CFDT — pour qui les éventuelles retombées de la lutte des infirmières doivent aussi profiter aux aides-soignantes et agents de services hospitaliers, aux brancardiers, bref à l'ensemble des « sans-grade ».

Mais l'hôpital n'était pas arrêté pour autant. Une infirmière le soulignait d'ailleurs à sa façon douce-amère : « On finit par ne plus pouvoir faire la différence entre le service minimum d'un jour de grève et le service normal. Nous sommes presque toutes réquisitionnées pour les besoins du service. »

L'itinéraire de Dominique est exemplaire. Aide-soignante, elle a réussi le diplôme d'état d'infirmière (trois ans d'études) puis, après cinq années d'activité professionnelle, elle a décidé de devenir surveillante. La fonction d'encadrement l'a toujours attirée. Alors elle a pris le chemin de l'école des cadres pour une année supplémentaire d'études.

Mais de famille, elle a dû aller à Tours, le centre de formation le plus « proche » de Dreux, pour suivre ses cours. « Je ne voyais mes deux enfants que le week-end », Aujourd'hui, elle gagne péniblement... 7 300 F net par mois, de quoi décourager les caractères les mieux trempés.

A Dreux, comme partout ailleurs, les infirmières sont à la

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre											
le 07-10-1988 à 6 heures TU et le 08-10-1988 à 6 heures TU				le 08-10-1988							
FRANCE				ÉTRANGER							
AMSCD	25	12	N	TOULOUSE	17	11	C	LYON	21	16	D
BARCELONE	16	12	A	POISSY-VALENTIN	30	23	N	LIJON	29	9	A
BORDEAUX	18	9	N	ALGER	29	16	D	MARSEILLE	27	19	C
BREST	14	9	C	AMSTERDAM	14	11	A	MONTREAL	12	1	N
CADIX	15	8	N	ATHENS	27	22	D	MOSCOW	12	10	C
CHANGUN	13	7	N	BANGKOK	32	26	C	NARONI	24	24	C
CLEMONTE-FERRAND	15	8	D	BARCELONE	27	17	F	NEW-YORK	14	7	F
DEON	14	7	C	BEIRUT	23	11	F	OSLO	10	3	C
CHENOBLE-BATH	14	8	N	BEKIN	14	8	F	PALMA-DE-MAJOR	27	17	D
LALE	14	7	N	LE CAIRE	13	8	N	PARIS	24	12	N
LONDRES	12	6	N	LE CROIX	28	24	D	ROCHELLE	23	19	C
LYON	16	8	N	COPENHAGEN	13	9	A	ROME	23	15	C
MARSEILLE	21	11	D	DAKAR	31	26	D	SARAJEVO	32	26	C
NAUZY	13	7	N	DELHI	34	19	D	STOCKHOLM	11	7	N
REIMS	16	9	C	GENEVE	24	17	B	SYDNEY	25	13	C
RUSS	14	8	N	KHARKOV	28	23	D	TOKYO	23	19	F
PARIS-MONTMARTRE	15	8	N	STANBUL	23	20	D	TURIN	23	17	D
PERPIGNAN	22	15	N	TERESPOLA	23	15	D	VARSIE	15	7	N
RENNES	14	8	N	LEONOR	24	13	D	VIENNE	19	11	F
STRASBOURG	14	8	D	LONDRES	13	7	N				
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
serene	brume	N	ciel couvert	ciel déagré	ciel trouageux	orage	pluie	tempête			neige
* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale + 2 heures au 06 <sup>h</sup> - heure locale moins 1 heure au hiver.											

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## Le Carnet du Monde

### Fiançailles

— M. Albert DENIS et M<sup>me</sup>, née Johanna Flock, M. Henri PERROZ et M<sup>me</sup>, née Jeanne Browne, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.

Isabelle et Christophe.

### Mariages

— Anne, Thomas, Julien, Flavien, sont tout heureux d'annoncer le mariage de leurs parents.

Nicole JANIN

Michel FOUCHER.

fût à Amcey, les 8 et 9 octobre.

8, rue de Castries, 69002 Lyon.

### Décès

— M<sup>re</sup> Bernard BRELIER, avocat à la Cour, s'est éteint dans la paix du Seigneur le 6 octobre 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 10 octobre 1988, à 14 h 30, en l'église abbatiale de Preilly-sur-Claise (Indre-et-Loire).

Une messe sera célébrée le mercredi 12 octobre 1988, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Pissy, 10, rue de l'Association, Paris-16<sup>e</sup>.

De la part de M<sup>re</sup> Bernard Brelier, son épouse, Bernard et Anne-Marie Pichon, Claude-Henri et Dominique Brelier, Dominique et Odile Brelier, ses enfants, Eric, Agnès, Laurence, Anne, Cécile, Pierre, Laurent et Antoine, ses petits-enfants, Et de toute sa famille.

— M<sup>re</sup> Bernard BRELIER, avocat à la Cour, rédacteur en chef de la Revue de l'enregistrement et des impôts, nous a quittés le 6 octobre 1988.

M<sup>re</sup> Jean Morley, Roger Bouscayrol et Jean-Pierre Biros, avocats à la Cour, rédacteurs de la revue, Tous ceux qui ont travaillé avec lui ont connu partageant la tristesse de sa famille.

CARNET DU MONDE Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques ..... 79 F Abonnés ..... 69 F Communiqués divers ..... 82 F Renseignements : 42-47-95-03

— David et Evelyn Ricman, ses parents, Suzanne Ricman, son épouse, Amanda et Benjamin, ses enfants, Sa famille Et ses nombreux amis, font part du décès subit de

Paul RIESMAN, ethnologue, professeur à l'université du Minnesota, le 29 juin 1988, dans le Connecticut.

### Remerciements

— M. Jean Mouchet, son épouse, Yvonne et Bernard Richard, ses enfants, François Richard, son petit-fils, remercient de tout cœur toutes les personnes qui leur ont témoigné de la sympathie à l'occasion du décès de

M<sup>re</sup> Marie-Louise MOUCHET, née Le Marchal, professeur honoraire d'éducation physique.

### Anniversaires

— Le 10 octobre 1957.

Jean DUVAL, l'acteur des Cahiers,

nous quitte.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

### Manifestation

du souvenir

— En souvenir de

M. Christopher WANLESS-ORLEBAR,

décédé le 11 août 1988,

Son épouse, M<sup>me</sup> Judith Wanless-Orlebar, Et ses fils, vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie commémorative qui aura lieu le mardi 11 octobre, à 17 heures, en l'église Saint-Michel, 5, rue d'Aguesseau, Paris-8<sup>e</sup>.

Tous ceux qui ont travaillé avec lui ont connu partageant la tristesse de sa famille.

— Les associés du cabinet Coopers & Lybrand

prient tous les amis de

M. Christopher

WANLESS-ORLEBAR,

associé,

de se joindre à eux pour assister à la cérémonie commémorative qui sera célébrée en son souvenir le mardi 11 octobre 1988, à 17 heures, en l'église Saint-Michel, 5, rue d'Aguesseau, Paris-8<sup>e</sup>.



## Régions

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE MONTPELLIER

## Technopoles, villes intelligentes

**TECHNOPOLE** : le mot peut être masculin ou féminin, peut porter ou non un accent circonflexe sur son « pole », il n'en existe pas enfin de traduction en anglais.

Le premier travail du quatrième congrès, et le premier en France, du Club international des technopoles — qui vient de se réunir à Montpellier avec six cents participants venus des cinq continents, dont une forte présence des Communautés européennes — fut de définir le mot et, à travers lui, l'activité et le rôle des technopoles.

« Il n'est pas de définition claire de l'objet, ni de label d'authentification », déclarait Roger Brunet, directeur de recherche au CNRS et directeur de la Maison de la géographie à Montpellier. Pour lui, la technopole (du grec polis, ville), c'est la ville tout entière impliquée, et le technopole (du grec polis, ville) peut être un parc, une entreprise, un ensemble de laboratoires. Enfin, les technopoles, avec un accent circonflexe, véritables pôles, c'est-à-dire des pôles, sont d'authentiques pôles technologiques.

La question du sexe résolu, le congrès a mis en évidence les disparités des technopoles selon leur âge, leur taille, leur diversité, leur politique d'activités, le degré d'implication des entreprises, laboratoires, collectivités publiques, etc., qu'ils animent.

Pour Roger Brunet, « au Moyen Age, on s'est battu à coups de vilaines bastilles et sauvages avec privilèges pour attirer les populations et les richesses. Après la dernière guerre, on s'est battu à coups de zones industrielles pour attirer les investisseurs, puis à coups de zones franches pour séduire les calculateurs. On le fait maintenant à coups de technopoles parce que la troisième révolution industrielle est dans le vent. Chaque étape a ses progrès et ses déceptions. On peut toutefois estimer que nous sommes en progrès parce qu'il est infiniment plus intéressant et

plus positif de chercher les conditions du succès et du développement dans la création, l'invention et les technologies du futur, plutôt que dans la dérogation, les exemptions, les aides et les trafics occultes. Les technopoles ont plus de dignité et d'avenir que les zones franches ».

Canada, estime que 50 % des parcs aux États-Unis sont considérés comme ayant échoué. D'autres jouent un rôle important ; leur succès engendre le succès.

Ces technopoles doivent s'appuyer sur des environnements scientifiques, sociaux, culturels

## L'important, c'est les hommes

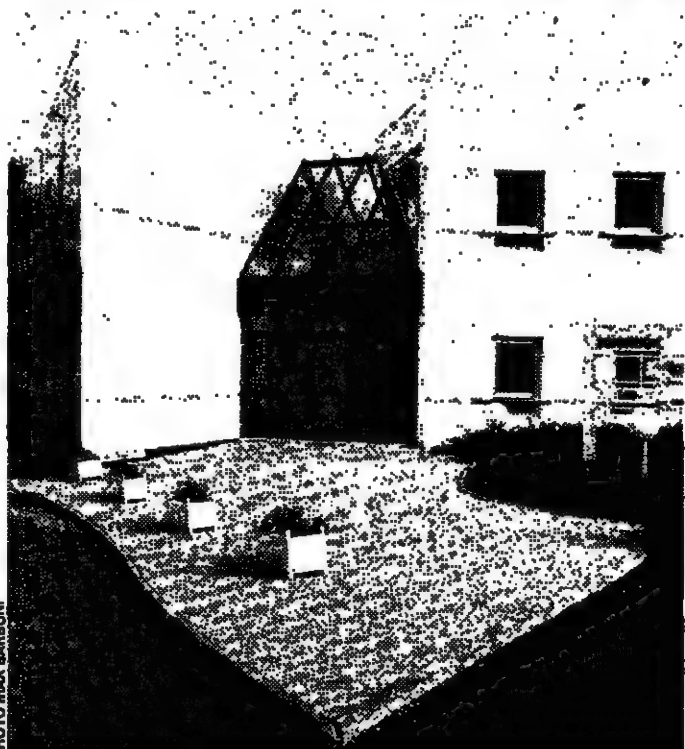
Pour la première fois, la formation des hommes a été évoquée : elle repose sur la mobilité, la flexibilité, la « transnationalité ». Il s'agit, pour Loïc le Floch-Prigent, ancien président de Rhône-Poulenc, « d'apprendre à comprendre et d'apprendre à changer ». Il estime que les entreprises doivent s'impliquer dans cette formation : « Leur responsabilité s'étend, dit-il, à ce niveau ». Michel Lacave, doyen de la faculté de droit de Montpellier, vice-président du Club international des technopoles, a dans cet esprit annoncé l'ouverture à Montpellier, d'ici deux à trois ans, d'un collège des hautes études européennes.

Un sondage effectué sur deux cents participants indique que 26 % des personnes interrogées attendent de ces congrès des informations et des expériences, 23,5 % des contacts personnels, 10 % des relations de travail (entreprises, investisseurs et responsables de parcs), 9,5 % des idées nouvelles, 6 % seulement une évaluation sur l'emploi et l'économie régionale. Le maire de Montpellier, Georges Frêche, qui souhaite une rencontre européenne en 1989, y a indirectement répondu en tirant les conclusions du congrès : « Tous les centres de matière grise génèrent des emplois. Mais ce fait, c'est vouloir attirer la mer avec des pâtes de sable ».

ROGER BÉCIAUX.

Le Groupement d'intérêt public RECLUS, Maison de la Géographie vient de publier Montpellier Europe, ouvrage collectif réalisé sous la direction de R. Brunet avec la collaboration de L. Grassein, J.-P. Garzner, R. Ferras et J.-B. Vialle.

Ce volume de 315 pages fait le point sur l'état de la technopole et de son environnement, son mode de fonctionnement et l'influence de la dynamique technopolitaine sur le tissu économique. (110 F, 17, rue Abbé de l'Épée, 34000 Montpellier.)



La ZIRST de Meylan aux portes de Grenoble, un des ancêtres des technopoles modernes.

Les technopoles, même si plusieurs ne sont que des labels autodéclarés, ont le mérite d'exister et de prouver le mouvement en marchant. Seules les nations industrialisées en possèdent. Leur succès est variable. Glenn Mitchell, directeur du Edmonton Research Park au

favorable : une université, des laboratoires de recherche industrielle, des technologies de pointe. Pour Ricardo Boffil, architecte, c'est l'occasion, au cas par cas, de concevoir des villes intelligentes, intégrant dans la même œuvre l'université, les centres de recherche, les centres d'entreprises ».

## Un toit à Paris

La Résidence Ile-et-Vilaine, construite rue de Tolbiac dans le treizième arrondissement de Paris, accueillera ses premiers locataires au début de janvier 1989. D'un coût de 12 millions de francs, ce foyer d'accueil comprend 62 logements meublés — du studio au F2 — destinés aux habitants ou aux salariés d'Ile-et-Vilaine à la recherche d'un logement temporaire dans la capitale.

Selon la taille du logement, le loyer mensuel varie de 1 356 F à 2 630 F, et les baux proposés ont une durée de trois mois minimum à un an maximum.

Cette réalisation décidée et financée par le conseil général d'Ile-et-Vilaine répond à une double motivation : d'ordre économique en favorisant la mobilité de l'emploi et en offrant un service aux entreprises et aux particuliers du département ; d'ordre social en favorisant l'insertion professionnelle de candidats trouvant à Paris soit une formation, soit un emploi.

## ILE-DE-FRANCE

## Le « foncier » au crible

Créé en juillet 1987, l'Observatoire régional du foncier s'est donné un premier objectif : collecter et traiter l'information relative aux problèmes du foncier et en assurer la diffusion la plus large possible auprès des collectivités locales, des professionnels et des administrations. Il vient de présenter sa première publication : un dossier composé de treize fiches synthétiques qui permettent de dégager quelques points forts sur le foncier, en privilégiant la question du logement en Ile-de-France.

Ce dossier présente tout d'abord un certain nombre de données générales sur la région : population, mode d'occupation du sol. Sont ensuite étudiés plus précisément : le parc de logement en Ile-de-France, la relance de la construction, les données foncières de la région, les conjonctures 1987-1988. (IAURIF, 251, rue de Valenciennes, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : 40-43-79-40.)

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Un axe Nîmes-Montpellier

Intéressante réaction du maire de Montpellier, Georges Frêche, qui dans la Lettre M du 3 octobre précise sa position sur les projets de rapprochement de sa ville avec sa voisine Nîmes.

« Oui, déclare Georges Frêche, je pense qu'à terme il serait souhaitable d'unifier à Fréjorgues les aéroports de Montpellier et de Nîmes pour renforcer l'aéroport international. L'aéroport de Garons pourrait revenir ainsi à l'armée. Le nouvel aéroport devrait bien entendu s'appeler : aéroport international de Montpellier-Nîmes sur le modèle de Dallas-Fort-Worth au Texas. Ce nouvel aéroport permettrait d'ouvrir quinze liaisons journalières de notre région vers Paris, utiles tant aux Nîmois qu'aux Montpellierains et à tous les habitants de la région. Il permettrait enfin immédiatement des lignes internationales vers les grandes capitales européennes comme vers Tokyo, New-York, liaisons immédiates aussi nécessaires aux Montpellierains qu'aux Nîmois. J'espère que l'étude faite par la DATAR sur l'axe

Montpellier-Nîmes et à laquelle j'ai donné mon accord approfondira ce problème.

« En compensation, j'ai indiqué que l'accord global pourrait prévoir, par exemple au X<sup>e</sup> Plan, la participation du district de Montpellier à l'achat du péage Vendargues-Nîmes pour améliorer l'axe Montpellier-Nîmes sur le plan économique et permettre aux Nîmois d'accéder gratuitement à ce nouvel aéroport par l'autoroute. Mais une telle opération ne serait possible qu'avec la participation de l'Etat, du conseil régional du Languedoc-Roussillon, des conseils généraux de l'Hérault et du Gard et des villes de Nîmes, de Lunel et du district de Montpellier ».

## LORRAINE

## Parlez-vous japonais ?

Fruit de quatre ans de travail, conçu et édité par un ingénieur lorrain en collaboration avec des linguistes et des spécialistes japonais, Dika, dictionnaire franco-japonais au format de poche, utilisable par tous grâce à sa phonétique française, vient de paraître. (250 F, Kotoba éditions, Metz. Jean-Yves Lamant. Tél. : 87-62-24-25.)

## MIDI-PYRÉNÉES

## Le projet Censi

L'avenir de la région Midi-Pyrénées « est indéniablement tributaire des solutions qui pourront être trouvées pour favoriser le développement des bassins d'emploi extérieurs à la métropole ». Le nouveau président de la région, Marc Censi, maire PR de Rodez, a pour le moins une vision excentrique — au sens propre du terme. Préféré par le GAR, le Groupe d'action régionale (UDF-RPR), à Michel Valdiguié, maire adjoint de Toulouse (CDS), pour brigner la succession de Dominique Baudis, il affirme ainsi ses objectifs.

Loin de lui l'idée de réveiller la vieille et ancestrale querelle entre Toulouse et le terroir Midi-pyrénéen. Pourtant, il rappelle que la croissance, la réussite spectaculaire de l'agglomération toulousaine ne sauraient faire oublier les points noirs d'une région qui voit ses industries et ses bassins d'activité traditionnels périr. « Je souhaite, en effet, que ce soit bien une vision régionale de notre action qui caractérise de plus en plus l'identité de notre assemblée », a déclaré Marc Censi, au cours de sa première intervention publique devant le conseil régional.

Certes, nulle condamnation dans son propos du rôle de premier plan que tient la capitale régionale, nulle volonté de procéder à une « décentralisation forcée des activités » de la région toulousaine. Mais le petit tribun s'est fait pour déplaire à un parterre d'élus majoritairement ruraux, fatigués, y compris dans les rangs de la majorité, que l'on confonde la région avec sa capitale.

## NORD-PAS-DE-CALAIS

## Une « blonde » au Japon

Une des bières les plus fortes du monde, une « blonde » de 12,5 degrés produite à Douai, dans le Nord, par la Brasserie des enfants de Gayant, va être exportée vers le Japon. Un accord de distribution vient d'être signé avec la société Nihon Shurui Hanbai, de Tokyo. L'accord porte sur la vente au Japon de 350 000 « cois » de « Bière du démon », et pourrait dans les années à venir être révisé à la hausse.

La « Bière du démon » fait partie des bières dites spéciales. Elle est commercialisée depuis un an en France, en Grande-Bretagne, en Italie et au Nigeria.

La Brasserie des enfants de Gayant, brasserie traditionnelle à l'origine, s'est lancée depuis quelques années dans la production de bières spéciales, dont une bonne partie est destinée à l'exportation. « Il faut être à la recherche de produits spéciaux et sophistiqués », affirme Gaston Dubois, directeur général de la brasserie.

Les Japonais consomment en moyenne 60 litres de bière par an par habitant, contre 38 litres pour les Français. Le marché progresse de 4 % en moyenne chaque année, et la bière est une boisson très prisée au Japon.

## PAYS DE LA LOIRE

## Un nouveau siège pour le CIO

Le Crédit industriel de l'Ouest (CIO), la grande banque de l'Ouest, va construire un nouveau siège social à Nantes qui regroupera les quatre sites actuellement dispersés dans la région nantaise et à Angers.

Selon le président du CIO, Bernard Madrier, quelque 1 000 des 2 700 salariés de la banque travailleront dans les nouveaux locaux dont la mise en service est prévue en janvier 1991. Les travaux d'un coût de 270 millions de francs devront débiter en avril prochain.

Le nouveau siège social du CIO sera bâti à la place de l'ancien palais des expositions du Champ-de-Mars en face du futur Palais des congrès de Nantes à proximité de la gare du TGV-Atlantique en cours de réalisation.

## RHONE-ALPES

## Tramway-vitrine

Une rame du TAG (tramway de l'agglomération grenobloise) a effectué un mois d'essais à Rotterdam dont le réseau, qui va s'étendre de 16 kilomètres, sera le tiers de son matériel roulant renouvelé très prochainement. Objectifs de cette opération montée par le SMTC (Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise) avec le concours d'Alstom (constructeur du TAG à partir du cahier des charges défini par l'exploitant grenoblois Semitrag) : montrer la capacité du TAG à s'intégrer dans les réseaux similaires des agglomérations les plus denses, telles celles de Rotterdam ; faire apprécier la fiabilité et le « look » de ce moyen de transport en passe de séduire plusieurs villes françaises et britanniques.

## ALSACE

## Dans les fermes vosgiennes

Septembre et octobre comptent assurément parmi les mois les plus agréables pour goûter les charmes des fermes-auberges des Vosges. C'est la période choisie pour publier les Fermes-Auberges du massif vosgien, premier titre d'une nouvelle collection, les Guides poche DNA.

L'auteur, Michèle Sturm, a silencieusement parcouru les fermes-auberges vosgiennes pour tester et sélectionner soixante et une fermes-auberges particulièrement accueillantes. Les illustrations ont été réalisées par Daniel Jeanneteau (120 pages, 35 F, 3, rue Saint-Pierre-le-Jeune, Strasbourg).

## AQUITAINE

## Les Basques entre voisins

Après l'article publié dans le Monde du 4 août sur les relations entre le Pays basque français et le Pays basque espagnol, M. Constantin, vice-président de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, nous apporte les précisions suivantes :

« L'affirmation selon laquelle les relations entre l'université de Pau et des Pays de l'Adour (« dispersée » entre Pau et Bayonne) et les universités « basco-navarraises » (encore plus dispersées avec Pamplune d'un côté et l'université du Pays Basque, elle-même dispersée entre Vitoria, Bilbao et Saint-Sébastien) « en sont au degré zéro » (le Monde du 4 août 1988) est un peu excessive et ne rend pas justice aux efforts poursuivis de longue date par nos collègues des trois campus de l'université du Pays basque et de Bayonne et Pau.

Pour se limiter à l'essentiel et à l'actuel, il faut rappeler qu'est en vigueur un accord interuniversitaire entre l'UPPA et l'UPB, venu sanctionner en 1981 les nombreux échanges informels qui avaient lieu pour l'enseignement et la recherche, notamment dans les disciplines littéraires, juridiques et économiques. Ces échanges se sont intensifiés depuis, notamment en criminologie, en littérature française, en langues étrangères appliquées et bien entendu dans le domaine des études basques.

A ces programmes s'ajoutent le recrutement d'enseignants associés (notamment en droit) et les échanges d'enseignants pour des cours, des conférences, ou l'organisation de congrès (comme le dernier Congrès mondial des études basques). La vitalité de ces échanges vient d'être consacrée à l'échelle européenne : trois programmes Erasmus concernant la criminologie (Saint-Sébastien), les études littéraires (Vitoria), l'IUT (Bilbao et Mondragon) ; un programme COMETT (enseignement par ordinateur) sous association notamment avec Mondragon et Saint-Sébastien.

## BRETAGNE

## Demain les Asturies

Une liaison maritime entre Lorient et Gijón (dans les Asturies) sera mise en place en 1989. MM. Yvon Bourges, président du conseil régional de Bretagne, et Pedro da Silva Cienfuegos Jovelinas, président de la principauté des Asturies, viennent de prendre à ce sujet un engagement officiel. Dans un premier temps, le car-ferry

## LES EMPLOIS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## Le Sud plus administré

Les collectivités locales, communes, départements, régions employaient au début de l'année dernière environ 27 000 fonctionnaires. La direction régionale de l'INSEE de Clermont-Ferrand a publié une analyse intéressante de leur répartition géographique.

La moyenne est de 22 emplois de fonctionnaires locaux sur 1 000 habitants pour la France entière. Elle est de 28,4 / 1 000 en Ile-de-France et de 12,7 / 1 000 à 17,8 / 1 000 dans les 22 régions de province. On note donc que, dans l'ensemble, le Sud est localement plus administré que le Nord.

Autres constatations : sur 22 700 emplois, 12 000 sont occupés par des femmes, soit un taux de 53 % ; un poste sur trois est occupé par un agent qui travaille à temps partiel et les trois quarts des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.





## SOCIAL

22 000 salariés de Renault menacés de chômage technique

### La grève à l'usine du Mans risque de faire perdre « au moins 4 000 voitures par jour » à la Régie

A l'usine Renault du Mans (Sarthe), où 250 ouvriers sur 350 employés de l'atelier de fabrication des trains arrière sont en grève depuis le 3 octobre, la situation est bloquée après l'échec d'une réunion syndicats-direction dans la soirée du vendredi 7 octobre. M. Michel Praderie, directeur du personnel et des affaires sociales du groupe Renault, a indiqué le 7 octobre que, du fait de cette grève houleuse, « près de 22 000 salariés seront en chômage technique pour une durée indéterminée, avec une perte importante de rémunération » dès le début de la semaine prochaine.

En raison de la grève d'un seul atelier au Mans, 11 000 salariés se trouvaient déjà en chômage technique le 7 octobre. Paralyse depuis le 6 octobre au soir à cause de la grève de Spandeville (Seine-Maritime) sera fermée lundi 10 octobre. La moitié de l'usine de Haren (Belgique) est arrêtée, ainsi que Flins et Maubeuge. Selon

M. Praderie, la Régie risque de perdre « au moins 4 000 voitures par jour ». Estimant que « le redressement de l'entreprise a montré l'efficacité des politiques de la Régie », qui seront poursuivies « sans défaillance », notamment sur le plan salarial, M. Praderie a lancé une mise en garde contre toute « surenchère sociale ».

Lors d'un meeting à Billancourt, le 7 octobre, à l'occasion de la réintégration de trois militants CGT licenciés, en présence de deux cents personnes, M. Fournier, délégué central CGT de la Régie, a déclaré que, « depuis 1982, le pouvoir d'achat des salariés de chez Renault a baissé de 30 % ». Par ailleurs, un conflit à l'usine Kléber-Colombes (fournisseurs automobiles) de Nevers, où 300 des 626 employés sont en grève depuis le 4 octobre pour des revendications salariales, risque d'avoir des répercussions sur les chaînes de fabrication d'automobiles Peugeot et Renault (notamment à Douai).

### Le département 81 reste en panne

LE MANS  
de notre correspondant

La situation est bloquée à l'usine Renault du Mans où le département 81 du bâtiment GG reste en panne, deux cent cinquante ouvriers sur les trois cent cinquante que compte l'atelier observant une grève depuis quatre jours.

Vendredi 7 octobre, comme la veille, deux débrayages d'une heure ont été suivis à 45 % sur l'ensemble du site Manceau. CGT et CFDT ont pu informer les ouvriers de l'état des négociations : rien sur la prime de 700 F réclamée pour le D 81, rien sur l'augmentation générale de 500 F, rien sur la prime de 1 000 F réclamée à l'occasion de la sortie de la R 19.

Toutes ces propositions se heurtent à la logique d'entreprise : mise à part une prime de 664 F qui doit être versée le 25 octobre, il n'est pas question d'une augmentation en dehors d'un accord d'entreprise.

On accuse le coup, côté direction, alors que l'on comptait sur le lancement de la R 19 « pour redresser la situation face à PSA ». Escapade hémion aussi quand M. Roger Allain, le directeur de l'usine du Mans,

compare les salaires : « Chez PSA, le salaire moyen brut est de 5 500 F par mois quand il est de 8 700 F au Mans. Nous ne pouvons pas amplifier l'écart sous peine de compromettre notre politique de redressement ».

C'est qu'à l'usine du Mans, comme dans les autres unités du groupe, la logique industrielle a pris le pas sur l'ancienne logique Régie. A comme ailleurs, les efforts de compétitivité ont conduit à une toute la production sur le fameux triangle qualité-délai-prix. Parallèlement, c'est au moment où l'on voulait encore l'améliorer que la machine s'est grippée. On ne change pas de culture d'entreprise en deux ou trois ans.

Prix, qualité, délais ? L'usine du Mans était en bonne place, par rapport à ses concurrents comme par rapport aux sous-traitants. Sauf qu'au département 81, là où l'on réalise les trains des R 25, R 21, R 19 et Supercing, le nombre de « loupes » avait fini par atteindre le chiffre impressionnant de 3 % au début de l'année. Brûle-bas de combat : stage d'adaptation de quinze jours pour les ouvriers, puis contraintes accrues dans le domaine de l'entretien et de la précision.

Quelques mois plus tard, le pourcentage des « loupes » était tombé à 1 %. Même si la perte était encore de l'ordre du million de francs, l'effort valait bien une petite prime pour « effort exceptionnel », avec un chèque de 700 F donné de la main à la main par les contremaîtres. Il ont été vingt-six à en bénéficier.

Pour la direction, la méthode s'apparentait aux « primes de suggestion » versées aux ouvriers auteurs de telle ou telle trouvaille pour améliorer le rendement d'une machine ou l'organisation du travail. Pour les syndicats, la méthode s'apparentait plutôt au salaire au mérite qu'ils redoutent tant. D'où le clash du début de semaine. Et les répercussions en chaîne. C'est ce triangle qualité-délai-prix qui permet cette diminution des stocks devenue la règle dans toutes les entreprises.

Un grain de sable, une grève partielle, et c'est le blocage des autres chaînes. Une augmentation de salaire, et c'est le triangle qui éclate, notamment à l'usine du Mans placée maintenant me parmi les plus compétitives, l'équilibre rompu.

ALAIN MACHEFER.

## AFFAIRES

### Les Français n'ont pas à se plaindre des services de la carte bancaire, estime le président de l'organisme de gestion

A la veille de la publication des résultats de l'enquête menée par les inspecteurs de la concurrence sur une éventuelle entente entre les grandes banques, lors du relèvement des tarifs de leurs cartes, M. Jacques Masson, qui préside le groupement d'intérêt économique (GIE), l'organisme chargé de gérer techniquement les cartes bancaires, nous a donné son sentiment, évoquant le problème général de la tarification des moyens de paiement.

« Que répondez-vous à l'accusation d'entente entre les banques ? »

« Une entente, c'est quelque chose qui aboutit à fausser la règle du marché, en général pour faire monter les prix des produits et des services. Ce que je sais, c'est que cette « entente » ne s'est pas traduite par l'effet négatif d'un tel comportement, car les tarifs applicables aux commerçants, qui, au départ, en 1984, n'étaient déjà pas très élevés, sont revenus, en trois ans de 1,50 % à 0,85 % des factures. Pour les particuliers, aucune augmentation n'a eu lieu depuis trois ans. Ajoutons qu'en temps, le service rendu s'est amélioré, avec une augmentation très sensible du nombre de distributeurs automatiques de billets, la fiabilité de ce service se développant constamment.

« En comparaison, à l'étranger, commerçants et particuliers paient beaucoup plus cher avec un service inférieur. En tout cas, sur le terrain, on ne voit aucune manifestation de cette entente, mais, au contraire, une concurrence tellement vive que le compte d'exploitation de la carte bancaire est déficitaire. Donc, la concurrence, s'il y a en une, n'a pas eu d'effets néfastes, n'entraînant pas de hausse anormale des prix en fonction d'une position monopolistique.

que sur le marché. Donc, entente ou pas entente, je n'en sais rien, mais, sur le plan de l'efficacité d'une telle manœuvre, c'est raté, notamment pour les tarifs appliqués aux commerçants ! »

« Les pouvoirs publics avaient pourtant encouragé la création du GIE des cartes bancaires en 1984 ? »

« La France, sur le plan de la carte, a voulu avoir un système original. On a vu en 1984 les mutualistes rejoindre le nouveau GIE. Les pouvoirs publics ont fait pression sur la communauté bancaire pour qu'elle réunisse ses moyens. Ils en attendaient des économies au niveau du fonctionnement pour éviter des doubles emplois et assurer la satisfaction du public. C'est ce qu'on appelle l'interbancaire, c'est-à-dire le fait de pouvoir procéder de billets dans les 11 000 distributeurs automatiques, pour toutes les banques.

« A l'étranger, on a trente-six cartes pour accéder à trente-six réseaux. En France, le réseau des 420 000 commerçants acceptant la carte bancaire est le plus dense que l'on puisse imaginer. A partir du moment où on fait carte sur mesure, et qu'on a démontré son efficacité, il est un peu paradoxal de reprocher à des gens qui vivent ensemble de se concerter : il ne fallait pas pousser à la création d'un grand système national de paiement.

« Dans ces conditions, qu'il y ait des conversations entre les adhérents du GIE est presque obligatoire, comme dans tous les syndicats professionnels. Le GIE ayant en charge la promotion de la carte bancaire, il est normal que les membres de ce GIE aient des conversations tout en gardant leur liberté de facturation.

« Estimez-vous que, dans le domaine des cartes, les banques aient droit à l'entente ? »

« Aucun produit ne saurait durer sa capacité à survivre et à se développer dans la mesure où il s'avère rentable. Il nous faut, pour nos investissements et nos améliorations techniques, de l'argent comme tout le monde. Si on nous interdit de le faire, comme dans les autres pays, on handicape nos capacités d'investissement et nous met dans des conditions difficiles pour affronter la concurrence européenne. On risque de remettre en cause ou de rogner certains investissements, comme la carte à puce. Nous ne pourrions plus investir, et nos adhérents devraient procéder à des révisions déclinantes,

avec le risque d'une baisse de la qualité du service rendu aux consommateurs. Nos investissements déjà réalisés, 8 milliards de francs pour les distributeurs automatiques de billets, 8 milliards pour les terminaux de paiement électroniques, reste le programme des cartes à puce : 2 milliards de francs, plus l'amélioration du réseau de télécommunication d'un milliard de francs par an. Ces investissements sont lourds mais indispensables pour se préparer à l'affrontement international des prochaines années.

« Y a-t-il en France une véritable stratégie des moyens de paiement ? »

« En France, on diffère constamment le problème de la rémunération de ces moyens de paiement. Il y a eu en 1987 des propositions concernant les chèques, concertées avec les pouvoirs publics et les associations des consommateurs, qui nous ont finalement été refusées pour des motifs d'opportunité conjoncturelle. Aujourd'hui, pour des raisons qui tiennent à la hausse des prix et à une flambée des services, un même refus nous est opposé. Rappelons que le tarif de la carte bancaire intervient pour 0,01 % dans la composition de l'indice des prix. Je dis que tant que l'on refusera, en France, de reconnaître le problème de l'insuffisance de la rémunération du service dans la banque, on continuera à faire payer par les emprunteurs, entreprises en particulier, ce que ne paient pas les utilisateurs de ces services.

« Que pensez-vous de la rémunération des dépôts ? »

« De plus en plus, le public devient informé. De plus en plus, les dépôts à vue se transforment en dépôts rémunérés au travers des différents formes de produits d'épargne. Les établissements de crédit proposent, maintenant, à leurs clients toute une gamme rémunérée à des taux voisins du marché monétaire (7 % actuellement), notamment en SICAV de trésorerie. Dans les pays où les banques rémunèrent leurs dépôts, elles le font généralement fidèlement, comme en Allemagne (0,50 %), mais elles le font. Je n'ai pas d'objection à voir la France s'inspirer de l'exemple allemand. Pour faire la vérité sur les prix des services, pourquoi ne pas donner une rémunération logiquement modérée ? »

FRANÇOIS RENARD.

## ENERGIE

Tromperie ou complicité ?

### L'administration ouvre une enquête sur l'entrée en France de Charbon sud-africain

L'administration française a entamé une enquête pour vérifier si, comme on l'affirme de source belge (le Monde du 7 octobre), l'embargo sur le charbon d'Afrique du Sud a bien été violé. De son côté, le gouvernement belge devrait demander lundi 10 octobre à ses partenaires de la Communauté européenne de se prononcer sur l'opportunité d'une interdiction des importations de houille sud-africaine, assure l'Agence France-Presse, citant des sources autorisées à Bruxelles.

Pour détourner l'embargo décrété en 1985 par M. Laurent Fabius, des fonctionnaires belges auraient fait passer du charbon d'origine sud-africaine pour du charbon australien en délivrant de faux certificats d'origine lors de la réexportation vers la France, avait-on appris jeudi.

Comme en Belgique, où le ministre des affaires économiques a demandé une enquête, l'administration française s'interroge de ce détournement. Plusieurs questions restent en effet à élucider. D'abord la complicité possible des acheteurs français, pour la plupart de grands négociants-revendeurs, dans ce trafic.

Le charbon sud-africain étant nettement moins cher que le charbon australien, il s'agit de savoir si les clients français ont acheté leur houille à un prix anormalement bas, ce qui tendrait à montrer qu'ils n'ont ignoré ni la provenance, ou si au contraire ils ont été trompés par

la marchandise et ont payé au prix du charbon australien la houille sud-africaine. Selon le cas, des poursuites pourraient être engagées soit contre les acheteurs complices de fausses déclarations, soit contre les vendeurs pour escroquerie.

Autre question : le rôle de l'Association technique pour l'importation charbonnière dans l'affaire. Dépendante de l'administration, bénéficiant du monopole d'importation du charbon, l'ATIC est normalement chargée de contrôler les origines et de vérifier par analyse la qualité et la nature du charbon importé en France. Dans le cas particulier des échanges communautaires elle n'intervient toutefois pas directement dans les transactions. Les acheteurs négocient directement avec leurs fournisseurs et sont seuls tenus de déclarer à l'ATIC l'origine et les quantités acquises.

Cette affaire pourrait relancer le débat sur l'existence même de l'association, dont le monopole avait été fortement contesté par la droite et par les grands consommateurs (EDF, la sidérurgie, les cimentiers, etc.), avant 1986. Le plan de restructuration de l'ATIC proposé au gouvernement par l'ancien président Hubert Dubedout, avant son décès en juillet 1986, n'a toutefois pas été appliqué par son successeur, M. René Garrec, ancien président (UDF-PR) du conseil régional de Basse-Normandie.

## ETRANGER

### Renouvellement de la convention de Lomé Difficultés plus contournées qu'aplanies pour le dialogue CEE-tiers-monde

BRUXELLES  
(Communiqué européennes)  
de notre correspondant

La Commission européenne sera en mesure d'ouvrir, mercredi 12 octobre, à Luxembourg, les pourparlers pour le renouvellement de la convention de Lomé, qui associe les Etats membres de la CEE à soixante pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Les représentants à Bruxelles des Douze ont abouti, vendredi, à un accord sur le mandat à confier à l'exécutif communautaire. Sauf surprise de taille, les gouvernements devraient avaliser le compromis actuel dans la journée de lundi.

Les difficultés qui étaient apparues il y a une dizaine de jours au sein du conseil des ministres des affaires étrangères (le Monde du 27 septembre) ont été plutôt contournées qu'aplanies. Les principales questions en suspens sont en effet restées ouvertes. Ainsi, la candidature de la Libye à l'ACP, l'absence de Saint-Domingue, soutenue par l'Espagne, a été renvoyée à l'appréciation des ACP. Ce n'est qu'après une réponse positive éventuelle des nations du tiers-monde que les Douze se déterminent.

L'Europe a confirmé en revanche le droit de la Namibie, seul pays d'Afrique noire à ne pas être membre de la convention, à y accéder une fois l'indépendance acquise.

### Pas de position tranchée

Le mandat renvoie également à plus tard la réponse à donner à la demande des ACP, qui souhaitent obtenir le libre accès du Marché commun pour tous leurs produits agricoles. Seuls 4 % de leurs ventes (vin, fruits et légumes essentiellement) sont encore soumis à des entraves, mais l'Italie et l'Espagne s'opposent, à ce stade, à une libération complète.

S'agissant du remboursement des crédits octroyés par les Douze afin de compenser les pertes de recettes à l'exportation des produits de base, la CEE n'a pas non plus de position tranchée. Dans Lomé-III, les pays les plus démunis sont dispensés de cette obligation. La Commission est disposée à rendre le mécanisme (dénommé STAR-REX) plus contraignant pour ce qui est de l'affectation de l'aide communautaire, mais en étendant l'exception à tous les partenaires du tiers-monde.

Reste enfin aux Douze à proposer une solution claire pour contribuer à l'ajustement structurel des économies des ACP. Ce volet, qui se révélera, au fil des négociations le dossier-clé, a été laissé dans le vague le plus complet. Au-delà de la formulation alambiquée du texte européen, la vraie interrogation consiste à savoir si la Communauté

est prête ou non à créer un guichet supplémentaire pour engager une véritable coopération macro-économique. Jusqu'ici le Fonds européen de développement s'est limité à financer des projets spécifiques.

MARCEL SCOTTO.

## BILLET

### La rechute des prix du pétrole Heu-reux !

Heu-reux ! La chute des prix du pétrole, qui pénalise les producteurs (Etats et compagnies), ravit très naturellement les consommateurs. C'est bien entendu en leur nom que MM. Bérégovoy et Lachère, pour des motifs différents — l'un politique, l'autre publicitaire, — sort, aussitôt le fait connu, mortels au créneau.

Le ministre de l'économie et des finances a souligné dès le 8 octobre les conséquences bénéfiques pour l'économie d'un baril à 10 dollars, soulignant que les cours se maintiennent durablement à ce niveau. Outre son impact positif sur le déficit commercial et l'activité industrielle, le baïsse des prix du brut aura, a ajouté le ministre, un effet favorable sur l'inflation... à condition que les compagnies la répercutent sur les consommateurs !

La phrase n'est pas tombée dans l'oreille d'un oïse, Dès le lendemain, le vendredi 7 octobre, M. Michel-Edouard Lachère, dans un communiqué, annonçant que, en raison de la chute des cours, il avait demandé aux quatre cent cinquante stations-service des centres Lachère de « répercuter l'intégralité de cette baisse », ce qui devrait entraîner une diminution « de 8 à 10 centimes » à la pompe « dans les deux ou trois jours prochains ».

Les consommateurs, ajoutés par-dessus le marché, ajoutent par-dessus le marché, « pour ainsi à loisir constater que l'écart de prix (...) entre les grandes surfaces (...) et le réseau traditionnel ne cesse de se creuser ».

Et M. Lachère d'insister : « Que dire des stations autoroutières ?... » Nul doute que M. Bérégovoy se fera un devoir d'enchaîner sur ce dernier thème...

V. M.

## REPÈRES

### Balance des paiements

Déficit de 11 milliards de DM en juillet pour la RFA

Le déficit de la balance des paiements de la RFA avait fortement augmenté en juillet dernier, passant à 11,186 milliards de DM, contre 8,807 milliards de DM en juin, soit une progression de 27 %, a indiqué la Bundesbank sur la base de données provisoires. En juillet 1987, le déficit de la balance des paiements de la RFA était de 2,448 milliards de DM. En un an, le déficit a progressé de 466 %.

La fuite des capitaux responsable de ce déficit se ralentissait néanmoins, puisque, pour la balance des capitaux, le solde négatif s'est réduit, passant de 15,939 milliards de DM en juin à 10,425 milliards de DM en juillet.

### Chômage

Baisse en septembre aux Etats-Unis

Le taux de chômage aux Etats-Unis a baissé en septembre, tombant à 5,4 % contre 5,6 % en août, a annoncé le département du Travail. Le chômage, qui retrouve ainsi son niveau de juillet, avait progressé au cours des deux mois précédents. Le nombre des Américains à la recherche d'un emploi a reculé le mois dernier de 255 000 personnes, à 6,6 millions.

## EN BREF

Grève maintenue sur les lignes A et B du RER les 10 et 11 octobre. — Le trafic sera très perturbé le lundi 10 et le mardi 11 octobre sur les lignes A et B du RER à la suite d'un préavis de grève déposé par les syndicats CGT et SAT (autonome traction). Une négociation avec la direction de la RATP pour le 7 octobre a tourné court. Pour tenir compte de la mise en place sur le tronçon central de la ligne A du système d'aide à la conduite, à l'exploitation et à la maintenance (SACEM), la direction a proposé de porter la prime de conduite RER de 150 F à 250 F pour les lignes A et B. Une « prime d'ouverture » de 1 000 F serait versée en deux fois (500 F à la fin 1988 et 500 F début 1989) et une prime compensant la conduite

L'information qui a fait croire aux marchés financiers à une nouvelle menace de surchauffe est toutefois contredite par le nombre des créations d'emplois dans le secteur privé qui a fortement reculé, chutant à 142 000 contre une moyenne de 300 000 postes créés chaque mois depuis le début de l'année.

## URSS

### Seize millions de personnes perdraient leur emploi d'ici à l'an 2000

Au moins seize millions de travailleurs vont perdre leur emploi en URSS d'ici à l'an 2000, estiment des économistes novokhopskiés du Centre d'Organisation internationale du travail (OIT). Dans une étude sur l'emploi en Union soviétique, l'Organisation internationale souligne qu'il y a trois ou quatre ans seulement, les entreprises étaient à la recherche de travailleurs. Aujourd'hui, des milliers d'établissements procèdent à des déshangements pour réduire les effectifs pléthoriques.

Pour le président adjoint du Comité des affaires syndicales et sociales d'URSS, M. Viktor Bul-novsky, interrompu par l'OIT, le pénurie de main-d'œuvre qui sévissait jusqu'à présent s'explique par le fait que les augmentations de production étaient obtenues par l'embauche de personnel supplémentaire et que les entreprises étaient obligées de conserver « les vieux et les incapables ».

effective en SACEM représenterait environ 125 F en moyenne par mois. Ces propositions ont été refusées.

Grève aux chantiers navals de La Ciotat. — A l'appel de la CGT, le personnel des chantiers navals de La Ciotat a voté, le vendredi 7 octobre, en faveur d'une grève illimitée avec occupation des locaux. Sur les six cent dix personnes encore employées à la fin du mois, un porte-conteneurs destiné à une compagnie de navigation méditerranéenne, 80 % ont voté lors d'une assemblée générale en faveur de cette action afin d'exiger que soit confiée aux chantiers de La Ciotat, la construction d'un nouveau navire.



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

EN l'espace de trois semaines, le marché, sous le choc des OPA, s'est mis à l'effrit des bruits les plus divers, réagissant à la moindre rumeur, prêt à se laisser séduire par les charmes de n'importe quelle valeur pourvu que l'opération de gains soit rapide et spectaculaire. Sans doute est-ce l'une des raisons de cette envolée de plus de 6 % de l'indice CAC durant les quinze derniers jours de septembre. Mais, fait nouveau, un terme de ces cinq séances, la progression n'aura été que de 0,6 %. De là à penser que les ardeurs se tempèrent, c'est aller un peu vite au vu des événements de la semaine.

Toutefois, ce ralentissement est peut-être le signe d'une relative prudence, les intervenants préférant attendre quelques bénéfices après la hausse de 47 % de la Bourse depuis le début de l'année, d'autant que la progression s'est tout récemment accélérée. Les premiers chuchotements en ce sens ont été entendus dès lundi. Pour de nombreux investisseurs, toutes les raisons fondamentales d'une hausse sont désormais anticipées dans les cours de la plupart des actions, que ce soient les excellents résultats semestriels des entreprises et leurs perspectives pour l'exercice de l'année ou encore une éventuelle détente des taux d'intérêt. Néanmoins, vendredi, ils n'étaient pas insensibles aux propos de M. Roland Lemaire (Le Monde du 8 octobre).

Le célèbre conjoncturiste de la banque Bruxelles-Lambert, l'un des rares experts à avoir prévu le krach d'octobre 1987 et la poursuite de la croissance ensuite, envisage à présent une baisse sensible des taux d'intérêt fin 1988 et début 1989.

Ces propos confortent la vision d'analystes selon laquelle le mouvement de hausse qui pourrait intervenir serait limité dans son ampleur à court terme. A moins de circonstances exceptionnelles comme une extension des grèves chez Renault ou un effondrement de Wall Street. L'autre élément favorable à une telle version reste l'abondance de liquidités prêtes à s'investir à tout moment : pour preuve, le volume des transactions. Alors qu'il avait atteint pendant le millard de francs quotidiens sur le marché à règlement mensuel aux premiers jours de septembre, le voilà qui, au mois plus tard, n'est jamais descendu au-dessous de 2 milliards. Ce qui paraissait encore inimaginable durant l'été. Mais ces montants de transactions, qui ont retrouvé leurs niveaux d'avant la crise boursière d'il y a un an, se sont portés essentiellement sur des titres présentés comme « opérationnels ». Les achats, cette semaine, sont souvent apparus comme purement spéculatifs, ne prenant pas en compte ni la situation financière ni même parfois l'activité de la firme.

## Bruits et chuchotements

En tête des valeurs les plus convoitées : la Compagnie du Midi, à propos de laquelle on évoque un renforcement de la participation du groupe d'assurances italien Generali, avec l'aide de la banque Lazard. Viennent ensuite la CGE et la Société générale, avec des interrogations sur la qualité de leurs nouveaux stables d'actionnaires. Questionné, à ce propos, sur la hausse de son titre, M. Marc Vénier, président de la Société générale, a indiqué que, avec 30 % du moyen d'achat, 5 % d'autocapital par une filiale, 7 % détiennent par le personnel et les « amis », ainsi que 15 à 20 % dans les mains de fidèles clients de la banque, il était « sûr » de 51 % de son capital. La masse flottante est de 30 %, « ce qui peut expliquer les mouvements de titre ». Dans le secteur bancaire, Paribas n'échappait pas aux plus hautes rumeurs. « Gérard Eckmann, le président de Paribas, va revenir à la tête de Paribas ! Avec ses amis, il en détient 17 %, 20 % même ! » Ce bruit est allé bon train en Bourse et, même après le démenti opposé jeudi par Paribas à de telles intentions, l'action était toujours recherchée. Coup de tabac également sur la Compagnie de navigation mixte. Le capital de ce groupe engagé dans des secteurs aussi divers que les transports d'agro-alimentaire et les assurances est souvent considéré comme mal verrouillé. Des voix s'élevaient pour citer comme attaquant potentiel le géant allemand Allianz intéressé par les assurances, tout comme le tandem Compagnie du Midi-Axa, le groupe Bolloré pour l'agro-alimentaire ou tout simplement l'Argès, déjà cité pour Paribas.

## Chimères ou raiders ?

Apparemment calés en fin de semaine dernière, le rachat des titres Bouygues a, semble-t-il, repris plus discrètement. Personne n'a réussi à percer le mystère, et le nom de « raider » reste pour l'instant inconnu. Seul, le britannique Maxwell a annoncé, lundi, détenir 5 % du capital de son « ami » Bouygues, ayant fait cette opération en principe pour le « défendre ».

Effervescence passagère aussi autour du groupe papeterie Aussat-Roy. L'ombre du KIO, ce groupe d'investissement toulonnais, planerait sur cette firme. Des rumeurs analogues sur Arjomari au mois de juin avaient contribué à

pousser cette société, pour se protéger, à grossir en lançant une OPA sur une autre entreprise papetière, Guérin-Voiron. Enfin, des bruits les plus divers et portant toujours sur l'absence de contrôle du capital ont entrainé la flambée du Club Méditerranée et du fabricant d'outillage Vacom.

Au chapitre des contre-OPA évoquées circulaient celles de RTZ sur les Takis de Luxemac. Ce groupe britannique aurait, dans la bataille qui l'oppose à la Cidem, marqué un point en recevant le soutien des dirigeants de la firme aragoise. Une autre équipe de direction, celle d'Epéda-Bertrand-Faure, se démenait pour tenter de contraindre l'offre de reprise faite par son concurrent et leader du secteur, Valeo. Elle a demandé à la banque Worms de trouver un partenaire industriel désireux de faire une contre-proposition. De toute évidence, les actionnaires iront à celui qui leur présentera le meilleur prix. Les conditions proposées par Valeo ont été rendues publiques. Il s'agit d'une OPE, offre publique d'échange. Contre toute action Epéda-Bertrand-Faure présente seront remises une obligation convertible Valeo à 6,50 % et une somme de 500 F en espèces.

Cette annonce concrète aura été l'une des rares de la semaine, qui a plus vécu au rythme de nombreuses chimères. Elle n'a toutefois pas été la seule. Lundi, Rémy et Associés a créé la surprise en annonçant la prise de contrôle de Piper Heidsieck. Le groupe, qui avait raté son OPA sur Bénédictine en début d'année, porte son offensive sur une maison de champagne dont il détient désormais 56 % du capital. La firme s'est engagée à maintenir le cours du titre à 2 400 F pour l'action et à 1 420 F pour le certificat d'investissement jusqu'au 24 octobre, conformément à la réglementation sur la cession des blocs de contrôle. Orkem (ex-CIF-Chimie) a porté, mercredi, sa participation dans les peintures Avi de 30,65 % à 74,43 %. Là aussi un maintien de cours a été décidé jusqu'au 27 octobre à 675 F.

Enfin, sur le second marché, l'appétit des épargnants semble revenir, témoin le succès de l'introduction de la firme de charcuterie Paul Fréchaud, jeudi, 3 millions de titres ont été demandés alors que 182 702 actions avaient été mises dans le public. La demande a été servie à hauteur de 4 % à 423 F, pour un prix minimum d'offre de 385 F. Ce deuxième succès après celui de l'introduction du GFF (Groupe foncier français) est-il un bon présage pour ce jeune marché qui a plus particulièrement souffert du krach que les autres marchés officiels ? Ce serait un signe encourageant à quelques jours du premier anniversaire de la crise d'octobre.

DOMINIQUE GALLOIS.

## Semaine du 3 au 7 octobre

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

## Actif

Wall Street, qui marquait le pas depuis le début de la semaine, est sorti de sa torpeur vendredi grâce à la croissances moins soutenue que prévu de la situation de l'emploi, sur un marché plus actif qu'au cours des semaines précédentes. L'indice Dow Jones, qui peinait pour se maintenir au-dessus de la barre des 2 100, a franchi celle des 2 150 pour terminer avec des gains de 37,34 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. La tendance a évolué sans grande conviction jusqu'à jeudi dans l'attente des statistiques du chômage pour septembre devant être publiées le 7 octobre. La plupart des analystes prévoyait un recul du chômage accompagné d'un accroissement des créations d'emplois. Ils jugeaient cette situation négative car en contradiction avec les signes de ralentissement économique notés cet été. Vendredi, les statistiques ont été finalement contraires aux prévisions. Elles ont été alors bien accueillies par les opérateurs.

Indice Dow Jones du 7 octobre : 2 150,25 (contre 2 112,91).

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
Alcoa	52 3/4	55 7/8
AT&T	26 1/8	26 1/2
Boeing	64 1/8	65 3/4
Chase Man. Bank	30 1/8	29 1/2
Du Pont de Nemours	81 3/4	81 3/8
Eastman Kodak	45 1/2	47 5/8
Exxon	44 3/4	45 5/8
Ford	51 1/8	52 1/8
General Electric	43 3/8	44 1/8
General Motors	75	75 5/8
Goodyear	58	54 3/4
IBM	115 3/8	115 7/8
ITT	49 1/2	50 7/8
Mobil Oil	42 5/8	44 1/8
Pfizer	54 3/8	55 5/8
Schlumberger	33 3/4	33 1/8
Texasco	45 3/8	44 5/8
Union Carbide	95 1/4	100 1/8
USX	23 3/4	25 7/8
Westinghouse	52 3/4	54 3/4
Xerox Corp.	57 1/2	59 3/4

## LONDRES

## Progression

Après une baisse initiale lundi, les indices boursiers sont restés bien orientés durant toutes les autres séances. La chute des cours du pétrole, à leur plus bas niveau depuis deux ans, a pesé sur la tendance au début du nouveau terme boursier. La décision britannique d'une réduction de 21,7 % à 9,9 % de la participation du Kowit dans British Petroleum a fait craindre un désinvestissement des Kowit dans de nombreux secteurs. L'annonce de l'OPA de 3,1 milliards de livres (32 milliards de francs) lancée par Grand Metropolitan sur l'américain Pillsbury a pesé sur les cours. Les valeurs ont ensuite nettement progressé dans une ambiance active, aidée par l'intervention des investisseurs institutionnels.

Indices du 7 octobre : « FT 100 », 1 844,7 (contre 1 826,5) ; « FT 30 », 1 490,4 (contre 1 476,5) ; fonds d'Etat, 88,74 (contre 87,92) et mines d'or, 175,9 (contre 171,6).

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
Beecham	467	475
Bovater	421	414
BP	242 1/2	240 1/2
Charter	423	433
Courtauld	285	297 1/2
De Beers (*)	10 1/8	10 1/4
Free Gold (*)	6 13/16	7 7/16
Glass	16 13/16	16 3/4
ICI	16 3/4	16 3/4
GU	10 27/64	10 3/8
Reuters	583	517
Shell	968	968
Unilever	457	466
Wickens	167	179 1/2
Warren	38 23/32	39 5/8

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

## Nouveau départ

La bonne orientation des valeurs ouest-allemandes est réapparue durant les premiers jours d'octobre, malgré la nervosité sans fondement de certains investisseurs suite à l'approche de la date fatidique du 19 octobre, qui sera le premier anniversaire du krach.

Indice de la Commerzbank du 7 octobre : 1 582,2 (contre 1 571,1).

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
AEG	197,20	189,50
BASF	274,50	275
Boyer	304	306,60
Commerzbank	243,50	247,80
Deutschebank	528,50	538,50
Hochst	298,50	301,10
Karstadt	442,50	455
Mannesmann	172,50	175,20
Siemens	472,70	484
Volkswagen	272,50	289

## TOKYO

## Recul

La Bourse de Tokyo a enregistré une baisse cette semaine dans un marché peu actif, inquiet de la santé de l'empereur Hiro-Hito. L'indice Nikkei, qui avait gagné 310,01 yens la semaine dernière, a perdu durant ces cinq séances 441,86 yens.

Indice du 1<sup>er</sup> octobre : Nikkei 27 258,27 (contre 27 700,13), général 2 101,95 (contre 2 135,62).

	Cours 30 sept.	Cours 7 oct.
Akai	564	555
Bridgeport	1 246	1 229
Cumax	1 440	1 429
Fuji Bank	3 110	3 180
Honda Motors	2 170	2 010
Mitsubishi Electric	2 480	2 390
Mitsubishi Heavy	970	975
Sony Corp.	6 580	6 400
Toyota Motors	2 610	2 590

## Produits chimiques

	7-10-88	Diff.
Int. Mérieux	4 599	+ 248
Labo. Bell	1 490	- 30
Roussel Ucl	1 490	+ 100
De Beers	925	+ 1
Bayer	1 646	+ 10
Hoechst	1 830	+ 17
Imp. Chimie. (1)	110,50	+ 2,30
Norsk Hydro	94	- 6

(1) Coupon de 1,90 F.

## Mines d'or, diamants

	7-10-88	Diff.
Anglo-American	98,20	+ 1,20
Anglo	437,50	+ 21,50
Bul. Gold M.	77	+ 1
De Beers	65,68	+ 0,65
De Beers	56	+ 1,10
De Beers	96,40	+ 1,30
Gold Field	142,10	+ 0,50
Harmony	42,10	+ 0,40
Randfontein	402	+ 12
Saint-Helena	46	+ 0,20
Western Deep	167,20	+ 2

## Valeurs diverses

	7-10-88	Diff.
Accor	530	+ 41
Agacoo Havas	715	- 5
Arjomari	2 175	+ 27
Bic	813	- 36
Bis	1 840	- 1
CGIP	1 250	- 12
Club Méditerranée	49,80	+ 32,70
Emilor	2 755	+ 65
Europe 1	3 700	- 40
Groupe de la Cité	2 975	- 15
Hachette	261,10	+ 6,10
L'Air liquide	530	- 3
L'Oréal	3 700	- 40
Navigation Mixte	1 250	+ 45
Nord-Est	114,50	+ 3,50
Saint-Gobain	544	+ 1
Sauvot	904	- 1
Stk. Rougier	1 045	- 10

## Valeurs à revenu fixe

## ou indexé

	7-10-88	Diff.
PME 106 % 1976	104,30	inch.
10 % 1977	124,20	+ 0,17
10 % 1978	163,78	+ 0,15
9 % 1979	163,10	+ 0,82
10 % 1979	166,45	+ 0,15
16 % 1982	111,97	+ 0,02
15 % 1982	106,84	- 0,31
CNE 3 %	3 660	- 50
CNE 5 % 1980 F.	163,15	+ 0,01
CNE 5 % 1980 F.	163,15	+ 0,08
CNE 5 % 1980 F.	163,15	inch.
CNE 5 % 1980 F.	163,15	+ 0,01

## Mines, outillage, outre-mer

	7-10-88	Diff.
Géophysique	440	inch.
Imbal	267	- 1,50
Michelin	176,50	- 1
Min. Penarroya	79,50	- 2
RTZ	47,20	- 1
ZCI	2,11	- 0,03

## Alimentation

	7-10-88	Diff.
Béghin-Say	537	+ 25
Bougain	2 750	+ 70
BSN	6 538	- 28
Carrefour	2 787	- 28
Casino	169	- 0,50
Euro-marché	2 290	- 60
Guyenne et Gasc.	710	- 30
Leclerc	2 089	- 1
Mon-Hennessy	3 250	+ 175
Nestlé	34 750	- 1 050
Océid. (Gie)	798	- 4
Océid. (Gie)	1 560	- 5
Pernod-Ricard	1 165	- 30
Promodis	2 225	+ 40
St-Louis-Bouchon	1 855	+ 96
Sources Pénier	1 168	+ 32

## Métallurgie

## construction mécanique

	7-10-88	Diff.
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20
Alpi	316	+ 10,20

## Pétroles

	7-10-88	Diff.
Elf-Aquitaine	333	- 1
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2
Elf	248	- 2

## Filatures, textiles, magasins

	7-10-88	Diff.
Agache (Fin.)	1 900	inch.
BHV	473	+ 23
CFAO	1 660	+ 30
Danet-Serviposte	2 893	- 80
Dary	510	+ 35
DMC	446,80	+ 7,80
Galerie Lafayette	1 138	+ 116
La Redoute	1 080	+ 30
Nouvelles Galeries	453	+ 38
Printemps	631	+ 23
SCOA	54,90	+ 1,90

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

## TRAITEES AU RM (%)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Midi	747 250	1 664 942 123
CGE	2 300 995	819 048 850
Navis. minis	388 013	745 545 961
Bouygues	671 032	417 461 287
Société Gén.	854 194	394 345 367
Paribas	835 350	370 153 967
Suez	1 082 330	335 730 522
Auxil. d'entr.	254 023	278 070 139
Valeo	450 784	273 131 448
Pengard SA	216 998	264 220 512
La Poste	177 340	246 527 347
L'YVE	69 501	216 640 741
Rhône-Poulenc	126 094	211 906 840
Michelin	1 170 768	210 092 409

(\*) Du 29 septembre au 6 octobre.

## Rectificatif

Dans l'introduction que M. Régis Rousselle, président de la Société des Bourses françaises, nous a accordée cette semaine (Le Monde du 5 octobre), un titre malencontreux lui attribue des propos qu'il n'a pas tenus. M. Rousselle a simplement dit que le marché de Paris n'était pas s'acheminer vers un marché à l'étranger. La phrase reprise dans le titre, « nous ne voulons pas que le place de Paris soit dominée par les banques », exprime le souhait des compagnies d'assurances et des investisseurs finaux comme on s'en rend compte dans l'interview.

## Le marché privé OMF reçoit un statut officiel

La société OMF, qui organise un marché électronique privé de contrats à terme sur indice boursier, vient d'être admise par le conseil du marché à terme (CMT) comme « marché officiel » sous réserve d'homologation par le ministre de l'économie et des finances.

OMF, présidée par M. Jacques Mayoux et dont les principaux actionnaires sont de grandes banques de la place (CGF, BNP, Société générale et Paribas), avait demandé le 21 juillet dernier sa reconnaissance à l'autorité de tutelle, le CMT, tout en lançant un contrat à terme sur indice boursier (OMF 50).

L'homologation du ministre, après avis de la commission des opérations de Bourse, devrait être accordée si l'on en veut pour preuve la volonté exprimée par M. Pierre Bérégovoy au début du mois d'août qu'OMF devienne un marché réglementé sous la tutelle du CMT pour des raisons de sécurité.

OMF pourra alors faire appel à l'épargne publique notamment par le biais des Sclav. Le conseil du marché à terme, réuni en séance le 6 octobre, a souligné

que « la concurrence entre promoteurs de marchés peut être bénéfique tout en présentant des risques pour la sécurité des marchés si elle se porte sur l'exercice des responsabilités de compensation et de contrôle ».

A cet égard, le CMT a marqué son attachement au principe de système unifié de compensation préconisé par les rapports Dequoin pour la France et Brady pour les Etats-Unis.

La société OMF devra, avant l'ouverture officielle de son marché, d'une part, élaborer une règle de limitation du recours aux applications, d'autre part, s'engager à proposer au CMT, dans le délai d'un mois, un projet de centralisation de ses risques et, enfin, prévoir la transformation de ce marché, à échéance d'un an, en un marché intégralement électronique.

Le conseil a invité la chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) — l'organisme de surveillance du MATIF — et OMF à se rapprocher pour définir les modalités d'un système unifié de compensation d'un marché à terme. — (AFP.)



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Des emprunteurs bien exigeants

Les tout grands débiteurs internationaux auront rarement été aussi difficiles à satisfaire que maintenant. Pour les inciter à solliciter un marché des capitaux, les banques, soucieuses d'obtenir un mandat, doivent leur proposer monts et merveilles. En termes de coût en dollars, on ne revient pas après swap, des niveaux d'un mois une bonne trentaine de points de base au-dessus du Libor, le taux d'intérêt offert sur le marché interbancaire à Londres.

Cette situation résulte principalement du fait que les programmes d'emprunts établis pour cette année ont, pour l'essentiel, déjà été réalisés. Cela est une conséquence manifeste du choc provoqué par le krach boursier d'il y a un an, qui a conduit la plupart des emprunteurs à agir le plus tôt possible en 1988, dès que l'on pouvait se généraliser à nouveau plus serein, dans la crainte, avouée ou non, qu'il ne se dégrade à nouveau dans peu de temps. Cet empiètement, qui, parfois, a pris l'allure d'une précipitation, a d'ailleurs largement contribué à l'impression d'incertitude qui a régné sur les marchés des capitaux cette année, de même qu'il a conduit l'activité primaire à de nouveaux records pour les neuf premiers mois (le Monde daté 2-3 octobre).

D'autre part, il est encore un peu trop tôt pour estimer les programmes d'emprunts de l'an prochain. Ceux-ci sont actuellement mis sur pied mais doivent encore être approuvés définitivement. Ils le seront dans deux semaines pour ce qui est des établissements publics français. Ce n'est vraisemblablement qu'à la fin de ce mois ou après la Toussaint que l'on pourra donc voir se développer un nouveau courant naturel d'emprunts, liés à des besoins précis et conformes aux échéances d'un calendrier.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que de nombreuses transactions lancées la semaine passée soient plus que de coutume en faveur des débiteurs. Il convient cependant de souligner que dans bien des cas, pour diverses raisons tenant au prestige de l'emprunteur ou à des avantages fiscaux, l'équilibre a été respecté et que les prêteurs y trouvent également leur compte.

Un bel exemple d'un tel partage vient d'être fourni dans le compartiment de l'eurofranc français auquel le Crédit suisse s'est adressé pour la première fois. Les conditions de son emprunt de 500 millions de francs sont très justes, ce qui est certain. Elles ont pourtant suffi à assurer le succès d'une brillante opération placée

sous la conduite de la Société générale et dont l'aspect politique est indéniable.

Le fait est que, après avoir accueilli la Deutsche Bank, le marché de l'eurofranc français ne demandait qu'à s'enrichir d'une autre signature aussi prestigieuse. Les débiteurs bancaires de ce gabarit sont très rares. Leur présence confirme la renommée d'un marché. Elle peut aussi apparaître pour sous une place comme la marque d'un évident soutien international. C'est bien en effet des établissements de ce type qui sont en mesure de contribuer efficacement au rayonnement d'une place financière. Et, comme pour souligner ses ambitions parisiennes à ce sujet, le Crédit suisse a, pour la première fois, fait jouer un de ses co-chefs de file associé à sa filiale française.

Si les autorités françaises ont tout lieu de se féliciter de la transaction, les investisseurs pour leur part ont accueilli avec faveur la possibilité que

leur est offerte de diversifier de la sorte leur portefeuille. D'une durée de cinq ans, les titres, offerts à 101,25 % du pair, sont munis de coupons de 8,50 %, soit un rendement actuariel brut de 8,18 %. Au pied des commissions (1,875 % pour les banques), le rapport est de 8,66 % soit, au lancement de l'opération, 23 points de base seulement au-dessus des fonds d'Etat français de référence. La marge est très mince, et il aurait été difficile de la comprimer davantage, même s'il s'agissait d'une des meilleures signatures souveraines.

Le débiteur n'en est pourtant pas resté là et, grâce à un swap organisé par la Société générale, il dispose finalement de fonds en dollars à taux flottants à un coût très bas que l'on croit se situer à une cinquantaine de points de base au-dessus du Libor. Les obligations se traitaient vendredi matin à une décote inférieure aux commissions.

#### Une lacune à combler

C'est par ailleurs le compartiment du florin néerlandais qui a le plus retenu l'attention par la façon dont il a su combiner une faible rémunération et donc un faible coût pour l'emprunteur, et le souci des prêteurs d'obtenir un rapport le plus élevé possible. C'est en faisant jouer des avantages fiscaux que l'on y est parvenu. La solution a été d'attacher des warrants ou bons à des obligations munies de coupons insignifiants. Ex-warrants les obligations se traitent tout naturellement bien en desous de leur prix d'émission (qui est proche du pair), et, comme elles seront remboursées au pair, l'investisseur qui n'aura acquis que les talons munis des insignifiants coupons mais sans les feuilles de warrants, table sur un gain capital à l'échéance de ses titres.

Un tel gain n'est pas impossible aux Pays-Bas, alors que, sous presque toutes les autres formes, les revenus des placements le sont. Le fisc néerlandais a essayé de combler toutes les lacunes qui pouvaient subsister, mais il n'avait apparemment pas envisagé cette solution. Ainsi sont soumis à l'impôt les revenus des obligations entièrement démunies de coupons. Mais s'il y a un coupon, même s'il n'est que d'un demi pour cent, c'est ce seul revenu qui sera taxé. Aussi certains investisseurs sont-ils prêts à accepter un rendement moins élevé que celui que leur procurerait d'autres titres en échange d'une quasi-exonération fiscale. Les banques chargées des opérations vendent les titres ex-warrants à des particuliers et les warrants à des investisseurs professionnels.

Pour les emprunteurs, cette pratique est évidemment bienvenue. Elle a notamment permis la semaine passée à la compagnie d'assurance néerlandaise Agnès de se procurer dans son propre monnaie des fonds à un coût bien inférieur à celui qui lui serait incombé si elle avait émis un emprunt traditionnel. L'économie est dans ce cas de l'ordre d'une cinquantaine de points de base, Mees & Hope, ABN et AmRo sont les banques qui, en collaboration avec Morgan Stanley International, le spécialiste des warrants, ont développé ce secteur du marché, dont l'importance est grande actuellement mais dont les perspectives apparaissent limitées.

En ce qui concerne les autres compartiments, la semaine passée a permis de confirmer l'existence d'une bonne demande en Suisse pour l'unité de compte européenne. C'est ce qu'a montré une opération de quatre ans pour l'américain General Electric qui a été fort bien reçue sur la base d'un rendement brut de 7,18 % (7,66 % au pied des commissions). Bankers Trust International s'est chargé de cette émission de 150 millions d'ECU. Quant au flux des dernières transactions japonaises, le mieux accepté a été celui de 500 millions de dollars pour le compte d'un géant de la sidérurgie, Kobe Steel. Les obligations sont munies de warrants permettant d'acquiescer des actions de cette société. Nomura International est le chef de file de cette importante émission, qui se traite nettement au-dessus du pair.

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVICES ET OR

### Calme et ennui

« Il ne se passe rien... On s'ennuie... » Ainsi maugréaient les opérateurs cette semaine, et, des opérateurs qui s'ennuient, cela ne vaut rien de bon pour les marchés des changes. Qu'est-ce qui motive donc cet immobilisme apparent ? Pas grand-chose, si ce n'est l'attente, à très court terme, des chiffres du commerce extérieur américain, le 13 octobre prochain et, à un mois de distance, celle des résultats de l'élection présidentielle aux Etats-Unis.

Dans l'immédiat, toutefois, la publication des chiffres du chômage aux Etats-Unis, faite à la veille du week-end, rompt un peu la monotonie. Les cours du dollar, en glissement lent depuis le début de la semaine, connaissent un bref sursaut à l'annonce d'une diminution du pourcentage brut de chômage, 5,4 % contre 5,6 %. Moins de chômage, donc d'avantage d'expansion et un coup de frein des autorités monétaires, donc hausse des taux : un bon cocktail pour doper le billet vert. Mais la révision en baisse des créations

d'emplois inversait la tendance et la devise américaine se replait. Retour à l'ennui, rendez-vous étant pris pour les résultats de la balance commerciale des Etats-Unis, la semaine prochaine.

Sur le marché de l'or, des rachats de vendeurs à découvert ont propulsé le cours de l'once au-dessus de 400 dollars, bien que la tendance de fond reste orientée à la baisse, en liaison avec celle des cours du pétrole.

#### Le franc un peu faible

On a noté, cette semaine, un léger affaiblissement du franc vis-à-vis du mark, dont le cours, décidément bien installé au-dessus de 3,40 F, s'est avancé à 3,408 F à la veille du week-end, se rapprochant du seuil des 3,416 que la Banque de France défend avec vigueur (rappelons que le cours plafond de la devise allemande, dans le cadre du système monétaire européen, est de 3,43 F).

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 OCTOBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.M.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc belge	Franc suisse	Franc belge	Franc suisse
New-York	1,6980	—	15,7664	63,2911	63,6913	2,5621	47,6304	0,8720	—
Paris	1,6980	—	15,4372	62,9931	63,2198	2,5381	47,2832	0,8714	—
Bruxelles	10,7738	6,3428	—	491,58	348,67	16,2567	382,31	4,5713	—
Zurich	10,7738	6,3428	—	492,29	348,34	16,2318	381,86	4,5679	—
Frankfurt	2,6228	1,2808	24,9915	—	84,8322	4,0482	75,2549	1,1393	—
Amsterdam	2,6721	1,2940	24,9423	—	84,6195	4,0351	75,0531	1,1357	—
Stockholm	3,1625	1,2625	29,3538	117,48	—	4,7728	88,7114	1,5429	—
Oslo	3,1661	1,2790	29,3823	118,18	—	4,7680	88,6948	1,5421	—
Copenhague	62,2729	39,48	6,1513	24,7625	289,26	—	18,5981	1,8129	—
Berlin	66,3890	39,48	6,1611	24,7799	289,29	—	18,5981	1,8143	—
Madrid	3,5289	2,0995	33,8896	132,88	112,72	5,3792	—	1,5126	—
Barcelone	3,5677	2,1185	33,8896	133,24	112,76	5,3769	—	1,5132	—
Madrid	2,5612	1,288	218,12	778,28	742,53	35,5621	661,11	—	—
Madrid	2,5912	1,288	218,12	778,28	742,53	35,5621	661,11	—	—
Madrid	2,5912	1,288	218,12	778,28	742,53	35,5621	661,11	—	—
Madrid	2,5912	1,288	218,12	778,28	742,53	35,5621	661,11	—	—
Madrid	2,5912	1,288	218,12	778,28	742,53	35,5621	661,11	—	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 octobre, 4,7599 F contre 4,7599 F le vendredi 30 septembre.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Cacao : l'impasse financière de la Côte-d'Ivoire

En annonçant, jeudi 6 octobre, qu'il maintenait le prix du cacao garanti aux planteurs ivoiriens à 400 francs CFA (8 francs français), le président Félix Houphouët-Boigny a coupé court à toutes les rumeurs faisant état d'un possible abaissement du prix intérieur en Côte-d'Ivoire. La décision de ne pas vendre un sac de cacao à un prix inférieur à 1 250 F le quintal, niveau considéré comme le prix de revient de la Caisse de stabilisation des prix agricoles, a toutes les chances d'être maintenue. La Caisse est donc condamnée à financer la différence entre le prix planteur et les cours mondiaux historiquement bas.

Sur le marché de Londres, la tonne de fèves a pourtant légèrement redressé la tête en terminant à 794 livres sterling (échéance décembre) ce qui représente un gain de 72 livres sur la semaine. Les cours ont un moment été soutenus par une rumeur laissant entendre que la maison française Sucres et Denrées avait acquis 200 000 tonnes de cacao ivoirien au prix de 1 220 F le quintal. Selon certains, le gouvernement français avait même financé l'écart entre le prix de la transaction et le cours du marché. Mais très vite la firme de négociation et Paris ont démenti avoir procédé à une telle transaction.

Aujourd'hui, malgré cette légère embellie sur le front des prix, tous les observateurs s'accordent pour estimer que le premier producteur mondial de cacao court à la catastrophe. La Caisse de stabilisation enregistre déjà un trou financier de près de 400 milliards de francs CFA (1 franc CFA = 0,02 franc français) et la dette extérieure ivoi-

rienne se monte à 8,4 milliards de dollars.

Abidjan poursuit depuis mai 1987 un moratoire sur le remboursement de sa dette et ne peut donc plus compter sur le soutien de la Banque mondiale, du FMI, du Stabex ou de ses créanciers privés. La décision du président ivoirien risque en outre de placer la Banque centrale de la zone franc pour les Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans une position délicate car la masse monétaire de la Côte-d'Ivoire représente déjà, à elle seule, la moitié de celle des sept Etats de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

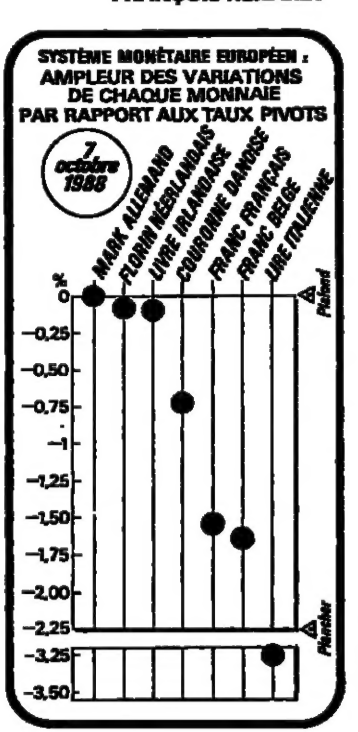
Le financement de la prochaine campagne cacoyère pose actuellement d'énormes problèmes financiers. Quelque 700 millions de francs français de crédits pour la dernière campagne ne sont pas encore débloqués du fait de la réticence décidée par Abidjan alors que 5 milliards de francs seraient nécessaires pour financer les 750 000 tonnes de fèves prévues pour la nouvelle récolte.

#### Accord pour soutenir le café

En attendant, la BCEAO devrait débloquer 40 milliards de francs CFA pour apurer l'avance de la précédente campagne et amorcer les achats de cacao pour cette année. Mais aujourd'hui, c'est également en terme commercial que le problème se pose. Les concurrents de la Côte-d'Ivoire sur le marché mondial (Brésil, Malaisie, Ghana, Camé-

rou...) ont profité de son refus de vendre pour approvisionner les pays importateurs. Les pays producteurs et consommateurs membres de l'Organisation internationale du café (OIC) se sont mis d'accord sur un mécanisme de soutien des cours pour la campagne qui vient de débuter (octobre 88-septembre 89). La fourchette de prix défendue par l'accord est maintenue à 120-140 cents la livre et le contingent global pour la campagne fixé à 56 millions de sacs de 60 kilos. Les producteurs d'arabica ont été privilégiés dans cette nouvelle formule en étant exemptés de réduction de quotas au cas où le contingent global devrait être réduit.

ROBERT REGUER.



## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Bouffée d'optimisme

Le vent d'optimisme continue à souffler sur les marchés financiers de part et d'autre de l'Atlantique, sur un fond de grande nervosité. Ainsi, au début de semaine, si la baisse des prix du pétrole apparaît un peu les craintes d'inflation ont pesé sur les taux américains, tout le monde, aux Etats-Unis, attendait la publication des chiffres du chômage pour le mois de juillet. Fin août, les chiffres du mois de juillet avaient causé une divine surprise, une légère remontée du chômage faisant espérer une atténuation de la surchauffe de nature à empêcher tout durcissement de la politique par la Réserve fédérale. Les rendements du bon du Trésor américain avaient plongé.

Cette fois-ci, les opérateurs pronostiquent une légère diminution du chômage et une augmentation des créations d'emplois. Lorsque le verdict tombe, vendredi en début d'après-midi, heure européenne, ce fut pour révéler, effectivement, une baisse dudit chômage, ramené de 5,6 % à 5,4 %. En principe, les craintes de surchauffe réapparition, les taux auraient dû baisser, le dollar avec. Mais pas de tout ! Une lecture plus attentive faisant apparaître que les créations d'emplois (225 000) étaient moins importantes que prévu (280 000 à 300 000) et, surtout, que les créations relevées en juillet étaient révisées à la baisse : 170 000 contre 220 000. Euphorie et chute des rendements sur l'emprunt à treize ans du Trésor, qui dégringolait de 8,95 % à 8,82 %, le cours du titre grimpa à plus de 3 % au-dessus de son montant nominal à l'émission. A Paris, l'effet fut électrique. Sur le MATIF, le cours de l'échéance décembre, qui se trouvait un peu au-dessus de 106, après avoir fini la semaine précédente à 105,80 bondissa, lui aussi, à 106,85 vendredi après-midi.

Du coup, les cours des obligations assimilables du Trésor, OAT, fraîchement émises par adjudication le jeudi 6 octobre pour 7 milliards de francs, dont 4 milliards à sept ans et 8,54 %, 2,45 milliards de francs à vingt-cinq ans et 9,14 %, se redressèrent un peu après un très mauvais départ. Il est vrai qu'en France les investisseurs institutionnels se montrent très hésitants et très prudents : le franc, l'inflation, les conflits sociaux, etc. C'est pour cette raison que l'emprunt de 1 milliard de francs de la Caisse nationale des autoroutes à quinze ans et 9 % nominal

(8,92 réel) a été si mal accueilli (un rendement trop « théorique »), comme l'avait été, la semaine précédente, celui du Crédit coopératif.

A propos de l'émission mensuelle d'OAT, relevons qu'elle est la première à bénéficier d'une disposition mise en vigueur par un décret du 1<sup>er</sup> octobre dernier, à savoir la possibilité de souscrire, à hauteur de 50 % en livrant des obligations renouvelables du Trésor (ORT). Ces ORT, émises de 1983 à 1987 sous le régime de M. Jacques Delors, puis de M. Pierre Bérégovoy, rue de Rivoli, ne détachent leur coupon qu'au moment du remboursement final. Le paiement des intérêts est donc reporté en bloc à l'échéance des six ans de durée (trois ans renouvelables), ce qui les apparente à des obligations à coupon unique, dont la valeur s'intègre dans la valeur en Bourse du titre, augmentant avec le temps. Gros avantage pour le porteur, particulier ou société, en cas de revendu avant l'échéance, il n'acquiesce que la taxe sur les plus-values, 17 % au lieu des 27 % forfaitaires. Quant au Trésor, il repousse à plus tard le paiement des intérêts, mais devra, à ce moment, les payer en bloc, 35 milliards de francs au total, dont 7 en 1990 et 28 en 1991, à la charge intégrale du budget. Une véritable bombe à retardement, et une mauvaise surprise pour le ministre des finances du moment. Aussi le Trésor a-t-il entrepris de « déminer » le terrain en essayant d'échanger ces ORT diaboliques contre des OAT bien classiques, avec un coupon annuel. Lors de l'adjudication du 6 octobre, les souscripteurs ont apporté à l'échange pour 1,35 milliard de francs d'ORT, ce qui ramène leur encours, en capital, des 39 milliards de francs initiaux à 35 milliards de francs environ, compte tenu des 2,6 milliards de francs d'ORT déjà rachetés sur le marché, au fil des mois. Parmi les motivations des « échangeurs », citons, outre l'avantage fiscal, celui de détenir un « papier » plus liquide et plus facilement négociable, comme l'est le grand gisement des OAT.

Pour l'avenir, la firme new-yorkaise Goldman-Sachs estime que les taux d'intérêt américains vont rester orientés à la hausse l'an prochain. Il est peu probable, en effet, selon elle, que le déficit commercial des Etats-Unis connaisse une nouvelle contraction en 1989. En conséquence, le dollar devrait

se déprécier et, probablement, forcer une tension des taux en raison d'une réurgence de l'inflation. La firme prévoit 9 1/2 % à 10 1/2 % pour les taux à long terme contre 8 1/2 % à 9 % actuellement.

Citons, sans contraindre, les prévisions de M. Roland Leschel, conseiller et conjoncturiste à la Banque Bruxelles Lambert, qui se montre optimiste sur le dollar et les taux d'intérêt. M. Leschel n'est pas un inconnu pour nos lecteurs. Au début de décembre dernier, lorsque le dollar était très bas, 5,60 F à Paris et 1,65 dollar contre le franc, il pronostiquait une diminution sensible du déficit commercial des Etats-Unis, comme dès le début de l'année 1988. Estimant que le « billet vert » pouvait passer une « sacrée surprise », il pensait que l'on « approchait du point de retournement », pronostic qui s'est vérifié, du moins pour l'instant.

#### Urgente monétaire

Aujourd'hui, M. Leschel, se confiant à notre correspondant à Bruxelles, Philippe Lemaître (le Monde du 8 octobre), ne croit pas que la remontée récente du dollar puisse être considérée comme une « bulle éphémère ». Il est convaincu que les raisons profondes de la faiblesse de la devise américaine — déficits budgétaires et commerciaux — vont « disparaître ». Le phénomène se produira en 1989 pour le déséquilibre du commerce extérieur et, pour le déficit budgétaire, sera favorisé par le jeu de la loi Gramm-Rudman-Hollings qui impose une limitation de ce déficit. Quant aux taux d'intérêt, ils « chuteront brutalement » fin 1988 ou début 1989, à partir des Etats-Unis, en raison de la forte atténuation des tensions et, surtout, des craintes inflationnistes. Pour lui, enfin, une fois le double déficit américain éliminé, le vrai danger, à terme, sera une pénurie de dollar. Sa conclusion : il faut vite faire l'union monétaire européenne, avec sa banque centrale, la Bundesbank acceptant de partager son indépendance. Qu'en pensent MM. Karl Otto Poehl et Helmut Schlesinger, ses président et vice-président ?

FRANÇOIS RENARD.

# MICHEL ROCARD

LE CŒUR A L'OUVRAGE

EDITIONS ODILE-JACOB



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les émeutes en Algérie. 4 Le régime du général Pinochet durcit la répression. — M. Chevardnadze à Paris. 5 La congrès de Wiesbaden en RFA.	6-7 L'élection des présidents de conseils généraux.  <b>CHRONOLOGIE</b> 10 Septembre dans le monde.	9 Le voyage de Jean-Paul II dans l'est de la France. — Les inondations de Nîmes.	11 Patrimoine : la rénovation de l'abbaye aux Dames, à Saintes. — Arts : Etienne-Martin à la Salpêtrière. — Théâtre : Marie-Françoise Guitier en répétition à Bobigny. 8 Communication.	15 Vingt-deux mille salariés de Renault menacés de chômage technique. — L'administration ouvre une enquête sur l'entrée en France de charbon sud-africain. 18 Revue des valeurs. 17 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 13 Météorologie ..... 13 Mots croisés ..... 13 Spectacles ..... 12 Régions ..... 14  <b>DATES</b> 2 Il y a quinze ans, la guerre du Kippour.	● L'Algérie, le Châli en direct 24 heures sur 24 - FLASH ● Bourse : faites vos comptes - BOURSE ● Abonnez-vous au Monde - ABO 36-15 taping LEMONDE ● Une semaine à travers le monde ..... JOUR ● Jouez avec le Monde JEU 36-15 taping LM

## La grève des gardiens de prison

## Après l'accord intervenu avec le médiateur les syndicats appellent à la reprise du travail

Après douze jours d'un conflit très dur, qui avait conduit au blocage de la justice pénale, un accord a été signé le 8 octobre au ministère de la justice par les syndicats de surveillants — à l'exception de la CGT, — le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, et le médiateur, M. Gilbert Bonnemaison. Les surveillants, qui obtiennent des créations de postes, des crédits pour améliorer leurs conditions de travail et des améliorations indemnitaires, devraient lever le blocus des extractions et des écrous à partir du samedi 8 octobre à minuit. On prévoyait que la situation pourrait redevenir normale très rapidement et que les détenus incarcérés dans les maisons d'arrêt provisoires pourraient gagner une détention « normale ». Mais dans certains établissements pénitentiaires de la région parisienne notamment,

Toute la nuit, M. Pierre Arpaillange l'a passée dans son bureau du ministère de la justice. Un étage plus haut, réunis depuis 20 h 30, les syndicats de surveillants ont fait pied à pied avec le médiateur, M. Gilbert Bonnemaison, désigné deux jours plus tôt pour tenter de sortir de cette crise sans précédent. Tout le monde était bien conscient qu'il s'agissait là de la réunion de la dernière chance. Quelques heures plus tôt, solennellement, depuis Matignon, M. Gilbert Bonnemaison les avait mis en garde : « Si au terme des toutes prochaines heures un accord s'avérait hors de portée, j'en rendrais compte immédiatement au premier ministre afin que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal du service public ».

Ne cessant de croître, le mouvement de protestation des surveillants, déclenché douze jours plus tôt, touchait alors cent dix-sept établissements sur cent quatre-vingt. Plus de cinq cents personnes étaient incarcérées provisoirement dans des dépôts, commissariats ou gendarmeries. Le procès des meurtriers présumés de Georges Besse venait d'être renvoyé.

Au même moment, depuis Lille, où il s'était rendu au congrès de l'Union syndicale des magistrats, le garde des sceaux avait tenu à déclarer qu'il souhaitait « de tout cœur un débloquant rapide » du conflit qui entraîne une « situation humaine indigne et administrativement intolérable ». Faute d'accord, l'Etat ne pourrait accepter d'entamer une nouvelle semaine dans ces conditions. La menace était claire : si jusqu'ici on n'avait pas fait pleuvoir de sanctions disciplinaires, ni, à quelques échafaudages près, lâché les forces de l'ordre, on ne pourrait l'éviter plus longtemps.

C'est donc dans l'urgence que les négociateurs se sont retrouvés. Sa besace un peu plus pleine que la veille, M. Gilbert Bonnemaison — le seul depuis le début du conflit à

avoir entendu la base et à avoir pris la mesure de sa détermination et de ses angoisses — a donc avancé ses propositions. « Du côté du point par point. » A 6 heures du matin, l'affaire semblait réglée et l'accord était paraphé par les syndicats — à l'exception de la CGT qui a quitté la salle vers 4 heures du matin — le ministre et le médiateur.

Aux termes de ce protocole, les surveillants obtiennent 420 postes supplémentaires (dont 50 administratifs et 20 techniques), le débloquant immédiat de 40 millions de francs (et une provision de 30 millions de crédits supplémentaires par an en 1990 et 1991) pour améliorer les conditions de travail et de vie des personnels pénitentiaires. Des primes seront augmentées : celle des surveillants-chefs passe de 4 332 F par an à 5 145 F et l'indemnité forfaitaire des personnels administratifs devrait atteindre 15 % du salaire de base. La prime de nuit est portée de 13,50 F à 30 F et celle de jour de 22 F à 80 F, ce qui augmentera les salaires de 350 F à 400 F par mois.

## Versailles et communaux

La revendication du 1/5<sup>e</sup> (qui correspond à un départ à la retraite à cinquante ans et non plus à cinquante-cinq ans), dont les syndicats comme la base faisaient une question de principe, n'a pas été satisfaite. Mais, en annexe à l'accord, le médiateur s'engage à la réexaminer dans une perspective d'ensemble et à transmettre des propositions précises à ce sujet au garde des sceaux avant la fin de l'année.

Les syndicats appellent donc leurs troupes à cesser leur mouvement à partir du samedi 8 octobre à midi ; la validité du protocole étant subordonnée au rétablissement d'une situation normale dans l'ensemble des établissements pénitentiaires le dimanche 9 octobre à midi.

## Une action en référé de plusieurs avocats

## Le tribunal de Paris ordonne de rétablir la « libre communication des détenus avec leurs défenseurs »

Le tribunal civil de Paris, présidé par M. Robert Diet, a rendu, vendredi 7 octobre, un jugement de référé par lequel il ordonnait à cinq syndicats du personnel pénitentiaire de « prendre toutes mesures appropriées pour rétablir la libre communication des détenus avec leurs défenseurs et l'exécution des ordres d'extraction ».

Cette décision était en tous points conforme à la demande formée par l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris, qui s'était jointe, avec le Syndicat des avocats de France, à l'action engagée par M. Thierry Lévy, au nom d'un détenu de la maison d'arrêt de Fresnes, et par M. Sylvester Tendeau de Marsac, pour un de ses clients écroué à la maison d'arrêt de Pontoise (le Monde du 6 octobre).

A l'audience, ces deux avocats et le bâtonnier Mario Stasi avaient souligné le préjudice subi par les détenus, placés dans l'impossibilité de rencontrer leurs défenseurs ou d'être extraits de leur prison, soit pour être jugés, soit pour satisfaire à une procédure d'instruction.

Dans son jugement, le tribunal, sans écrire le mot « grève », déclarait que « les agissements des surveillants portent gravement atteinte aux principes fondamentaux consacrés par notre droit interne et la convention européenne des droits de l'homme, du droit de la défense et à un procès juste et équitable dans un

MAURICE PEYROT.

## EDUCATION

## Après le « tirage au sort » des étudiants

## L'université Lille-I obtient satisfaction

Les universitaires de Lille-I ont en partie obtenu gain de cause. Quelques jours après les assises régionales des universités du Nord-Pas-de-Calais et le « tirage au sort » des étudiants de mathématiques (le Monde du 4 octobre), le ministère de l'Éducation a fait un geste pour tenter de remédier provisoirement au sous-encadrement dont souffrait cette université : 25 à 28 postes d'enseignants devraient immédiatement pouvoir être mis à la disposition de Lille-I. Pour une dizaine d'entre eux, il s'agit de la possibilité offerte aux universités de réembaucher, pour un an, des « assistants associés » qui étaient arrivés en fin de contrat. D'autre part, 15 à 18 enseignants vont pouvoir être engagés, là encore pour l'année, en utilisant des supports budgétaires de l'enseignement secondaire (postes non pourvus de capésiens ou d'agrégés).

D'autre part les étudiants qui occupent le bureau du président de l'université de Rennes-II depuis mardi 4 octobre ont mis un terme à leur mouvement vendredi, après avoir obtenu en partie satisfaction. Le président a accepté d'inscrire les candidats que demandaient à s'orienter en histoire et en sociologie.

A B C D E F G

## L'inévitable renvoi du procès des assassins présumés de Georges Besse

M. Xavier Versini, président de la cour d'assises de Paris, joue de malchance avec Action directe et le terrorisme. Le 8 décembre 1986, il s'était trouvé dans l'obligation de renvoyer le procès de Régis Schleich et des frères Halphen, impliqués dans l'affaire de la fusillade de l'avenue Trudaine. Les uns après les autres, les jurés populaires désignés par le sort produisaient des certificats médicaux, si bien que l'on se trouvait dans l'impossibilité, au bout de quelques jours, de composer valablement la cour d'assises.

Ce sont, cette fois, les surveillants de prison qui, dans leur mouvement de grève, marqué notamment par les refus d'extraire les accusés ou prévenus en détention et de permettre leur transfert vers les palais de justice, vendredi 7 octobre, l'ont contraint à rendre une ordonnance renvoyant « à une session ultérieure » (1) le procès pourtant annoncé et attendu de Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, accusés de l'assassinat, le 17 novembre 1986, de Georges Besse, alors président-directeur général de la régie Renault (nos dernières éditions du 8 octobre).

Pour la justice, c'est là assurément un camouflet. Si le renvoi de décembre 1986 était un effet de la crainte de citoyens ordinaires appelés à juger et que Schleichier avait ouvertement menacé dès le premier jour, celui qui vient d'intervenir a eu pour cause une grève de fonctionnaires, salariés de l'Etat, et plus précisément du ministère de la Justice.

Sur le plan politique, c'est le constat obligé d'une impuissance mettant dans l'incapacité de juger une cour d'assises dont on avait exclu le jury populaire — ces neuf juges occasionnels, mais capables de faiblesse ou de peur — entourant trois magistrats professionnels pour leur préférer la fermeté garantie de sept jours de métier qui montrèrent du reste leur efficacité dans l'affaire Ibrahim Abdallah. Le gouvernement ne pourra qu'en éprouver de l'irritation, même si l'opposition, en la circonstance, se montre capable d'avoir le bon goût de ne point exploiter, de façon démagogique, un événement qu'elle eut elle-même à

## M. Barre lance la Convention libérale, européenne et sociale

M. Raymond Barre devait donner, samedi 8 octobre à Paris, le coup d'envoi de la Convention libérale, européenne et sociale (CLIES), destinée à être l'ossature de la force politique du centre que l'ancien premier ministre appelle de ses vœux. Cette première réunion devait rassembler une centaine de députés départementaux, chargés de mettre en place des comités. La Convention revendique actuellement cinq mille adhérents venant de diverses associations baristes et des anciens réseaux REEL.

Au soir du second tour de l'élection présidentielle, le 8 mai, M. Barre avait exprimé son intention de constituer « une force politique solide et responsable, capable de soutenir une action républicaine, libérale, sociale et européenne ». D'autre part, M. Barre a rencontré, jeudi 6 octobre, M. Jack Lang, au ministère de la culture.

● FR 3 : démission de Gérard Saint-Paul. — Le directeur adjoint de l'information chargé de l'information nationale à FR 3, Gérard Saint-Paul, a annoncé, samedi 8 octobre, qu'il démissionnait de son poste. Dans un communiqué, le journaliste déclare ne plus pouvoir « exercer, dans les circonstances actuelles, de responsabilité à la direction de l'information et à la demande à être remis à la disposition de la chaîne. Je viens de rédiger un projet rédactionnel pour FR 3, mais j'estime que je n'aurai pas les moyens réels de le mettre en œuvre. Je souhaite pour l'instant rester attaché à l'émission « Forum », dont je suis producteur et

subir en décembre 1986 lorsqu'elle était la majorité.

Dès lors que le mouvement des gardiens de prison n'avait pu être enrayé à temps, que pouvait faire d'autre M. Versini ? L'article 289 du code de procédure pénale, au chapitre concernant la cour d'assises, lui accorde la possibilité « soit d'office sur réquisition du ministère public, d'ordonner le renvoi à une session ultérieure des affaires qui ne lui paraissent pas en état d'être jugées au cours de la session au rôle de laquelle elles sont inscrites ». Les accusés n'étant pas là, et cette absence, pour une fois, ne relevant pas de leur propre volonté, c'est-à-dire d'un refus de comparaitre, l'affaire n'était, de toute évidence, pas en état d'être jugée.

## Le choix du président

Fallait-il alors, comme l'avait demandé dans des réquisitions écrites l'avocat général, M. Gérard Guilloux, consentir seulement un renvoi très limité dans le temps en l'occurrence au lundi 10 octobre ? C'était tabler sur l'hypothèse, confirmée depuis, d'une solution du conflit opposant les surveillants à leur ministre durant la fin de la semaine. Il est certain que la chancellerie aurait souhaité un tel renvoi à une date rapprochée. M. Guilloux le faisait, au reste, bien comprendre en venant lui-même faire savoir à la presse — car toutes ces péripéties eurent lieu dans les dépendances de la cour d'assises — qu'il avait bataillé pour un débat en vue de ce renvoi au 10 octobre. Il montrait d'ailleurs, par le ton employé, un désaccord aux frontières de l'irritation avec le parti finalement adopté d'un renvoi à une session ultérieure pouvant s'apparenter, à ses yeux, à un certain laxisme.

Cependant, le président Versini sut défendre astucieusement son choix. Venu dans la salle d'audience, où précisément, il n'y eut pas d'audience, il s'y livra à une sorte d'explication sans motif de sa décision. Un renvoi au 10 octobre, expliqua-t-il en substance, n'aurait rien réglé. Ou bien à cette date le

mouvement aurait cessé dans les prisons, mais ce serait alors la défense qui arguerait de son impossibilité d'avoir pu rencontrer ses clients avant le procès pour solliciter le renvoi. Ou bien une bonne fortune ferait que les surveillants de Fleury-Mérogis et de Fresnes accepteraient, le 10 octobre, d'extraire les accusés sans qu'on soit assuré d'ailleurs qu'ils accepteraient de les écrouer le soir lorsqu'on les leur amènerait.

Bref, pour M. Versini, « on n'allait pas jouer comme avec des galets sur la mer et se trouver contraint de renvoyer le procès de jour en jour. Agir de la sorte aurait constitué une désinvolture à l'égard des témoins dans la mesure où en leur demandant aujourd'hui de revenir lundi on risquait, lundi, de leur demander de revenir mardi, et ainsi de suite. Enfin, je n'ai pas voulu, conclut le président, faire de différence avec une affaire de droit commun que j'ai renvoyée de la même façon à une session ultérieure il y a deux jours ».

Bien que M. Bernard Ripert et Christian Etelin aient été au banc de la défense, en robe, tout comme l'était, au banc de la partie civile, M. François Sarda, aux côtés de la veuve de Georges Besse et de ses cinq enfants ainsi que de M. Raymond Lévy, président-directeur général de la Régie, il était bien entendu que dans cette vaste salle il n'y avait pas eu d'audience.

Qu'importait à M<sup>me</sup> Françoise Besse, qui pouvait constater que, si les raisons données d'une décision qui lui était douloureuse s'attachaient à montrer des égards envers les témoins, aucun mot n'avait été dit pour soulager une famille en deuil, « estomaquée ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) Cette notion vague exclut à l'heure qu'il est toute indication certaine de date. Tout au plus sait-on que les rôles des sessions de la cour d'assises de Paris sont déjà établis pour les mois d'octobre, de novembre et de décembre. Cela signifie que, à moins d'un déplacement d'affaire dans le rôle de décembre, il ne faut pas s'attendre à voir le procès des accusés de l'assassinat de Georges Besse venir au grand jour des assises avant le mois de janvier 1989.

## A Clermont-Ferrand

## L'auteur présumé du viol et du meurtre d'une fillette arrêté par la police

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Les policiers de la section criminelle du SRPJ de Clermont-Ferrand ont identifié et arrêté, vendredi 7 octobre, le meurtrier présumé de la petite Ludvine Passet, cette fillette de neuf ans dont le corps poignardé avait été retrouvé dans la cave d'un immeuble clermontois, mercredi 28 septembre (le Monde du 30 septembre).

L'homme, Robert Delcupe, vingt-deux ans, originaire de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), qui a été interpellé à Aulnat (Puy-de-Dôme), est un marginal. Sans profession ni domicile fixe, il se rendait souvent à Clermont-Ferrand. C'est ainsi qu'il avait séjourné récemment au domicile d'un camarade, à proxi-

mité immédiate de la demeure de la petite Ludvine.

Robert Delcupe a, selon la police, reconnu les faits. Après avoir suivi la fillette dans l'après-midi du 28 septembre, il l'aurait entraînée dans la cave de l'immeuble où travaillait la mère de l'enfant. Comme chaque mercredi, Ludvine avait décidé, ce jour-là, de rendre visite à celle-ci sur les lieux de son travail. Le maniaque, qui aurait reconnu également être l'auteur de cinq autres agressions sexuelles à l'encontre d'enfants dans la région clermontoise durant ces derniers mois, aurait admis avoir frappé et violé Ludvine avant de la poignarder.

Robert Delcupe a été inculpé, samedi matin, de « viol aggravé et de meurtre ayant suivi un crime ».

JEAN-PIERRE ROUGER.

● La Tour Eiffel fermée à la suite d'une grève. — Les employés de la Tour Eiffel ont entamé le samedi 8 octobre au matin un mouvement de grève pour exiger une revalorisation salariale. L'appel à la grève a été lancé par les syndicats FO et CGT des employés de la Société nouvelle d'exploitation de la Tour Eiffel pour une durée illimitée. Depuis 8 heures, la Tour Eiffel est fermée au public.

● Grève dans les imprimeries décentralisées de la presse nationale. — Les principaux titres de la presse nationale étaient absents des kiosques en province, samedi 8 octo-

bre, le Livre CGT ayant appelé à un débrayage dans douze centres d'impression de province dans la nuit de vendredi. Dans un communiqué, le Livre dénonce l'« obstination » du groupe Hésant à « poursuivre son projet d'une impression « Tout-Paris » à Roissy » et l'abandon de la technique du fac-similé au profit d'une expédition par avion, chemin de fer et voies routières. « Ce retour en arrière est rétrograde », affirme le Livre CGT, qui demande l'ouverture immédiate d'une négociation.

Le numéro du « Monde » daté 8 octobre 1988 a été tiré à 563 206 exemplaires